



Principales données financières

(en millions, excepté pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2010	2009	2008
Chiffre d'affaires	\$ 27 447	\$ 22 702	\$ 27 163
Résultat des activités poursuivies	\$ 4 267	\$ 3 156	\$ 5 397
Résultat dilué par action – activités poursuivies	\$ 3,38	\$ 2,61	\$ 4,42
Dividende en numéraire déclaré par action	\$ 0,84	\$ 0,84	\$ 0,84
Endettement net	\$ 2 638	\$ 126	\$ 1 129

Performances de sécurité et d'environnement

Exercice clos le 31 décembre	2010	2009	2008
Taux de fréquence d'accidents avec arrêt de travail – normes du secteur pour les producteurs de pétrole et de gaz	1,3	1,4	1,8
Taux d'accidents automobiles – normes du secteur	0,36	0,39	0,44
Tonnes de CO ₂ par employé par an ¹	14	13	14

¹ Il ressort d'une analyse en continu des émissions de gaz carbonique que les navires de WesternGeco et les opérations liées aux appareils de forage de Gestion intégrée de projets (IPM) constituent les deux principales sources d'émissions pour l'ensemble de notre Société. Schlumberger n'inclut dans ses données chiffrées que les émissions générées par les appareils de forage intégralement exploités sous son contrôle.

Schlumberger, première société mondiale de services pétroliers, fournit des technologies, des solutions d'information et des services de gestion intégrée de projets, qui optimisent les performances des réservoirs de l'industrie pétrolière et gazière internationale. Notre Société compte aujourd'hui près de 108 000 collaborateurs de plus de 140 nationalités, dans près de 80 pays. Schlumberger offre un large éventail de produits et de services : acquisition et traitement de données sismiques, trépan de forage et fluides de forage, services de forage et de forage dirigé, évaluation des formations et essais des puits, cimentation et stimulation des puits, production assistée et complétions des puits, services de conseil, logiciels et gestion de l'information.

Sommaire

2^e de couverture

Principales données financières,
et performances de sécurité et d'environnement

Page 1 Lettre du Président

Page 3 Une équipe, un objectif
Le lauréat 2010 du Prix du Président

Page 4 Qui dit pétrole, dit forage

Page 17 Activités

Page 26 Résultats financiers

3^e de couverture Conseil d'administration

3^e de couverture Direction et Informations générales

Première de couverture

De septembre à octobre 2010, Schlumberger a aidé Codelco, la société nationale de cuivre du Chili, et ENAP, la compagnie pétrolière nationale chilienne, à concevoir et forer un troisième puits de secours destiné à la remontée des 33 mineurs qui étaient piégés au fond de la mine de San José et dont le sauvetage a finalement été couronné de succès. Schlumberger et Smith ont fourni plusieurs services de forage : planification et études d'ingénierie, forage dirigé, mesure de la trajectoire du puits, fluides de forage, et trépan de forage.

Lettre du Président

En 2010, le chiffre d'affaires de Schlumberger a établi un nouveau record, à 27,45 milliards de dollars, en raison d'une forte activité en Amérique du Nord, de progrès continus sur les marchés internationaux, et des acquisitions de Geoservices et de Smith International. La demande de pétrole s'est élevée en moyenne à 87,7 millions de barils par jour, constituant la deuxième plus forte augmentation annuelle en trois décennies, tandis que l'accroissement de la production de gaz non conventionnel en Amérique du Nord et la hausse de l'offre de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le monde ont fait pression sur les prix du gaz naturel.

Dans ces conditions de marché, le chiffre d'affaires de Services pétroliers Schlumberger a progressé de 8 % par rapport à 2009, pour s'établir à 22,08 milliards de dollars, grâce à la reprise en Amérique du Nord liée à l'augmentation de la demande et à la hausse des prix des services de pompage haute pression. Ce secteur géographique a aussi bénéficié d'un accroissement de l'activité sur les gisements d'hydrocarbures liquides. Dans le golfe du Mexique, le tragique incident du puits Macondo au large de la côte américaine a porté un coup sévère aux activités de forage en eau profonde, suite à leur interruption aux États-Unis, mais aussi à leur ralentissement dans d'autres régions du monde. Dans la région Moyen-Orient et Asie, le chiffre d'affaires a progressé de 7 % sous l'effet de plusieurs facteurs, dont l'accroissement des activités de Logging et le développement des projets IPM. En Amérique latine, le chiffre d'affaires a augmenté de 2 %, la croissance rapide enregistrée au Brésil compensant le fléchissement d'activité au Mexique où les opérations ont subi l'incidence des mauvaises conditions météorologiques, de la montée des préoccupations de sécurité, et de la réduction des budgets des clients. En Europe/CEI/Afrique, le chiffre d'affaires a reculé de 4 % par rapport à 2009. Parmi nos lignes Technologies, Services pour les puits est celle qui a le plus fortement contribué à la croissance, en termes de volume et de prix, aidée par l'acquisition de Geoservices.

Les résultats ont été étayés non seulement par l'accroissement de l'activité mais aussi par la poursuite de la pénétration des marchés par les services mettant en œuvre de nouvelles technologies, tels que Scope*, services avancés de mesures de logging en cours de forage, Scanner*, services de technologies de logging, et ACTive*, services de coiled tubing. Les services Scanner ont été stimulés par la commercialisation du dernier membre de la famille, Dielectric Scanner*, service de dispersion diélectrique multifréquence. Les services ACTive de coiled tubing en temps réel, destinés à la production des réservoirs, enregistrent également une progression, en particulier grâce aux technologies de logging de production et à la fibre optique qui transmet les mesures de la température et de la pression recueillies en continu tout au long du trou de forage. Le développement de ce type de technologies intégrées ouvre des perspectives de croissance prometteuses pour tout le portefeuille de technologies de Schlumberger.

Toutefois, ce sont les services de forage qui ont très tôt mis en évidence les opportunités créées par les acquisitions de Geoservices et de Smith International. Parmi les succès de Forage figure la réalisation d'un projet d'exploration de trois puits dans une zone reculée au large du Groenland, qui a mis en œuvre les technologies de Schlumberger, associées aux produits et services de Smith et de M-I SWACO et aux services de diagraphie des boues de Geoservices. Au Brésil, cette même complémentarité des services a permis d'accélérer sensiblement le taux de pénétration pour un puits, tout en réalisant la totalité des objectifs du forage dirigé. En l'occurrence, la configuration intégrée de l'assemblage de fond a démontré à quel point l'optimisation technologique peut améliorer les performances du secteur très coûteux du forage en eau profonde. Une troisième opération de ce type au large de l'Indonésie a apporté une preuve supplémentaire de la valeur ajoutée des assemblages de fond intégrés.

Le chiffre d'affaires de WesternGeco, de 1,99 milliard de dollars, a reculé de 6 % par rapport à 2009, en raison surtout d'une baisse des activités de sismique marine et d'une réduction des tarifs. Les activités de sismique terrestre ont également diminué, mais les fortes ventes de données multiclients, en particulier au quatrième trimestre, ont permis de compenser en partie ces effets. Les nouvelles technologies sismiques ont enregistré des succès importants à la suite de la pénétration de Coil Shooting*, technique d'acquisition circulaire qui assure une couverture azimutale complète à partir d'un seul navire, dans plusieurs grands gisements sous-marins du monde. Coil Shooting, technique Schlumberger sans équivalent, améliore la connaissance des formations présalifères, infrasalifères et infrabasaltiques complexes dans différents environnements.

L'intégration de Geoservices et de Smith International s'est déroulée sans difficultés. La complémentarité de nombre de nos lignes de produits et de services a favorisé le processus, car le réseau des équipes d'intégration et des coordinateurs régionaux a pu rapidement identifier des possibilités de synergies en termes de chiffre d'affaires et de coûts, qui ont contribué aux résultats en 2010 et sont de bon augure pour 2011. Les résultats 2010 de Schlumberger intègrent, sur une période de quatre mois, les activités de Smith acquises qui ont contribué au chiffre d'affaires à hauteur de 3,30 milliards de dollars.

Du point de vue de la sécurité, l'année 2010 a été marquée par une amélioration des performances, grâce à un recul de 8 % des taux d'accidents du travail et d'accidents automobiles. Je suis convaincu que l'effort déployé pour améliorer les procédures de gestion de la sécurité au volant a commencé à porter ses fruits, et je compte qu'en 2011, nous continuons à associer nos prestataires externes de transport terrestre à nos pratiques. Malheureusement, trois accidents mortels du travail sont venus nous rappeler que nous devons rester vigilants et veiller au strict respect de toutes les procédures de sécurité. L'année à venir permettra de consolider les enseignements tirés de l'expérience acquise et de former à nos pratiques de sécurité les 25 000 collaborateurs qui nous ont rejoints en 2010.

Il y a deux ans, nous avons lancé un programme au service de l'excellence opérationnelle dénommé *Excellence in Execution*. Il a pour objectif de modifier radicalement notre approche de la qualité et de l'efficacité de nos services et, pour ce qui est de l'eau profonde, de permettre aux clients de réduire les risques et les coûts liés à leurs opérations dans cet environnement. Outre l'amélioration des équipements et des procédures, ce programme assure la certification des compétences de tous les personnels participant à ces opérations en eau profonde. Nous avons été encouragés par les premiers résultats de cette initiative pluriannuelle, ainsi que par l'accueil favorable que lui ont réservé nos clients. L'augmentation des coûts, qu'imposera sans aucun doute ce surcroît de contrôle et de surveillance, sera compensée à long terme par les améliorations apportées aux technologies et procédures d'exploitation. Par conséquent, nous nous félicitons des efforts actuellement menés pour affiner la compréhension et la maîtrise des risques associés aux opérations en eau profonde.

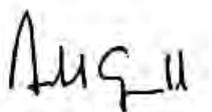
S'agissant des perspectives pour 2011, nous devons garder à l'esprit que la demande de pétrole et de gaz a toujours constitué et restera le principal moteur de nos activités. Les cours pétroliers ont évolué vers une fourchette qui encouragera une augmentation des investissements, en particulier dans l'exploration, ces derniers demeurant le facteur décisif dans le budget des opérateurs. Si nous n'anticipons pas de véritable reprise des activités en eau profonde dans la partie américaine du golfe du Mexique, nous prévoyons en revanche une hausse marquée de ces activités dans le reste du monde. Ces facteurs, conjugués à l'intensification des activités de développement et à l'amélioration de la production dans beaucoup d'autres régions, sont annonciateurs d'une hausse des taux de croissance au fil de l'année.

Concernant le gaz naturel, l'activité aux États-Unis devrait rester forte – tout au moins durant le premier semestre de l'année – du fait des engagements au titre des contrats d'exploitation, des commandes relatives à la complétion des puits, et de la contribution économique des liquides de gaz naturel à un projet donné. Toutefois, à un certain moment de l'année, l'accroissement des capacités de services devrait avoir un effet négatif sur les prix.

En dehors de l'Amérique du Nord, et en particulier au Moyen-Orient, l'activité gazière sera tributaire de la capacité de nombreux pays à substituer le gaz au pétrole pour répondre à l'augmentation de la demande d'énergie locale et disposer ainsi d'un volume plus important de pétrole pour l'exportation. Dans les autres régions, un bon niveau d'activité sera maintenu du fait des longs délais nécessaires à l'exécution des grands projets d'exportation de GNL.

Les ressources de gaz non conventionnel continueront de susciter un vif intérêt en dehors de l'Amérique du Nord. L'activité restera dominée par les réservoirs gaziers ultra-compacts et les gisements de gaz de charbon. Dans de nombreuses régions du monde, le potentiel des gaz de schiste sera aussi la cible d'activités d'exploration.

En conclusion, je souhaite adresser mes remerciements à nos clients pour leur confiance et leur soutien, et à nos collaborateurs pour leur motivation et leur engagement. 2011 sera une année plus vigoureuse pour Schlumberger, grâce à l'intensification de l'activité, conjuguée à une augmentation des besoins en technologie d'exploration, des dépenses consacrées aux opérations en eau profonde, et des activités liées aux réservoirs gaziers ultra-compacts, en particulier en dehors de l'Amérique du Nord. Dans ce contexte et face aux enjeux que représentent la réduction des risques et la minimisation des coûts de forage, les acquisitions de Geoservices et de Smith constituent des atouts majeurs pour notre croissance future.



Andrew Gould
Président-directeur général

Performed by Schlumberger **Une équipe, un objectif**

Le programme *Performed by Schlumberger* récompense chaque année au sein de notre Société des projets qui ont été distingués pour leur excellence en termes de travail d'équipe, d'innovation et de création de valeur pour nos clients. Le Prix du Président de Schlumberger constitue la distinction suprême décernée au projet qui a un impact global majeur pour tous les acteurs. En 2010, le Prix du Président a été attribué à l'équipe du projet Sud du Mexique.

Depuis longtemps au Mexique, les gisements pétroliers de la Région du Sud exploités par PEMEX, la compagnie pétrolière nationale, jouent un rôle important dans la production pétrolière du pays, en fournissant un brut léger non sulfuré qui est mélangé aux bruts lourds produits dans d'autres régions. Ces dernières années, la production de la Région du Sud plafonnait autour de 450 000 barils par jour. Confronté au déclin de la production dans les autres régions, PEMEX s'est fixé le défi de produire 650 000 barils par jour en 2015 dans cette partie méridionale du territoire. La réalisation d'un tel objectif exige d'intensifier considérablement les activités de forage, ce qui nécessite une approche intégrée pour la gestion du projet comme pour la fourniture des services. Avec une profondeur moyenne de puits de plus de 6 000 mètres et des températures de près de 190° C, les conditions extrêmes d'exploitation et la complexité de l'environnement de forage rendent ce défi encore plus difficile à relever.

Face à l'ampleur de cet enjeu, PEMEX a conclu en 2007 un contrat avec Schlumberger en vue de gérer deux grandes initiatives : le projet Mésozoïque et le projet Alianza. Un partenariat étroit a été mis en place entre le département forage de PEMEX et l'équipe Gestion intégrée de projets (IPM) de Schlumberger chargée de superviser les opérations. Les groupes forage et production de Schlumberger et de PEMEX ont aussi collaboré étroitement afin de parvenir à une meilleure compréhension des caractéristiques du réservoir. Il en est résulté un plan précis d'amélioration des performances et d'optimisation de la production.

En 2010, les résultats des deux projets dépassaient toutes les espérances : leurs puits ajoutaient plus de 90 000 barils par jour à la production régionale, soit 30 % de plus que ce qui était prévu à ce stade. Plus de 90 000 mètres ont été forés et plus de 40 nouvelles technologies ont été mises en œuvre. L'une des clés de ce succès est la mobilisation constante au service de l'amélioration des performances, dans le cadre de l'initiative mondiale de Schlumberger en faveur de l'excellence opérationnelle intitulée *Excellence in Execution* : cet effort s'est traduit par une amélioration moyenne de plus de 60 % des indicateurs de performance entre 2007 et 2010. Une autre clé est la collaboration étroite qui a été nouée avec les spécialistes des géosciences et les ingénieurs de PEMEX pour relever les défis du forage à de telles profondeurs. Ces projets seront confrontés à d'autres difficultés pour atteindre leurs objectifs de 2015, mais les résultats obtenus jusqu'à présent sont riches d'enseignements pour l'avenir.



Viviane Karcher, ingénieur Logging, supervise des opérations de logging en trou ouvert. Dans le projet Sud du Mexique, les équipes de PEMEX et de Schlumberger travaillent en étroite collaboration, et les technologies de Schlumberger sont soigneusement intégrées de façon à améliorer les performances et à optimiser la production.

**Qui dit pétrole,
dit forage**





Le forage, une science

La liaison assurée en temps réel entre les chercheurs et les équipes opérationnelles sur le terrain permet de travailler en étroite collaboration à la mise au point de nouvelles technologies de forage. Rustam Isangulov, ingénieur développement en chef, et Maurice Ringer, responsable des programmes, suivent à distance les opérations de forage depuis le centre d'assistance opérationnelle du Centre de recherche Schlumberger de Cambridge (Royaume-Uni).



Comprendre la mécanique des roches

À l'heure où le secteur de l'exploration-production est confronté à des réservoirs toujours plus complexes, la connaissance des propriétés géomécaniques des roches est indispensable pour un forage efficace. Nancy Clizbe Patti, ingénieur en géomécanique, procède à des essais mécaniques sur des échantillons de roche réservoir, au laboratoire de géomécanique TerraTek* de Salt Lake City (Utah) aux États-Unis. Schlumberger a fait l'acquisition de TerraTek, Inc. en 2006.

Qui dit pétrole, dit forage

Compte tenu des politiques actuelles, la demande mondiale d'énergie primaire devrait, selon les prévisions, progresser de plus de 40 % au cours des 25 prochaines années. Pour répondre à cette demande, il faudra disposer d'un large éventail de ressources énergétiques, dont le pétrole et le gaz naturel constitueront la majeure partie. Or, près de la moitié du pétrole conventionnel dont on aura besoin dès la fin de la prochaine décennie reste encore à développer, voire à découvrir, et la production de pétrole conventionnel des pays non membres de l'OPEP est déjà peut-être sur le point de marquer un palier. Pour combler le déficit, de nouveaux approvisionnements pétroliers devront être assurés par des sources non conventionnelles plus difficiles à atteindre, dont le développement dans de bonnes conditions de sécurité et de viabilité économique exigera la mise au point de nouvelles technologies.

La situation est analogue en ce qui concerne le gaz naturel car une grande partie de la production dont on aura besoin à l'horizon 2035 sera assurée par des gisements qui sont exploités depuis 2008. Certes, il existe des sources considérables de gaz conventionnel, mais la majeure partie des ressources mondiales de gaz sont non conventionnelles, et ces gaz sont piégés dans des schistes argileux, des réservoirs à faible perméabilité et des couches de charbon. Cependant, même si l'exploitation de ces réservoirs non conventionnels mobilise beaucoup de technologies, leur contribution à la production énergétique actuelle a considérablement progressé, en particulier aux États-Unis.

Avec l'augmentation des coûts de production des nouveaux approvisionnements de pétrole comme de gaz naturel, les défis que pose l'adéquation entre l'offre et la demande ne peuvent que s'intensifier. Parmi ces défis figurent les nouveaux environnements géographiques tels que la zone au large du Groenland ou le centre de l'Afrique subsaharienne, où les conditions sont très différentes des extraordinaires concentrations d'activités rencontrées au Brésil, en mer du Nord, en Afrique du Nord, en Asie du Sud-Est, en Sibérie orientale et occidentale, et dans la région Caspienne.

Désormais, dans la plupart des cas, l'exploration-production se trouve confrontée à des eaux toujours plus profondes, une logistique toujours plus lourde, des formations géologiques toujours plus complexes, et des températures et pressions toujours plus extrêmes. Il devient donc de plus en plus difficile de transformer les ressources en réserves et de mettre ces réserves en production.

Dans ce contexte, le vieil adage de l'industrie pétrolière s'applique plus que jamais : qui dit pétrole, dit forage ! Et il faut forer de plus en plus, et de plus en plus vite, avec des technologies plus sophistiquées, dans des réservoirs plus complexes, et ce avec une efficacité et une efficacité opérationnelles accrues.

Montée en puissance du forage : le rôle des technologies

Au cours des 30 dernières années, un premier stade dans l'intensification des activités de forage a été franchi avec la technologie qui permet de construire des puits déviés sur 12 kilomètres de long et des puits verticaux d'une profondeur équivalente. Puis a été introduite la technologie qui permet d'atteindre une cible à quelques mètres près ou de maintenir la trajectoire du puits dans de minces couches réservoirs sur de très longues distances.

Mais ce besoin accru de technologies de forage se mesure aussi à l'aune du marché des services de forage, qui a triplé en seulement dix ans, alors que ni le nombre d'appareils de forage en activité dans le monde ni la production mondiale de pétrole et de gaz n'ont enregistré de progression équivalente. Ce triplement reflète en réalité la montée en puissance des activités de forage et des technologies nécessaires au maintien et au développement de la production pétrolière et gazière. Compte tenu de l'enjeu, de nouvelles avancées dans le domaine des technologies du forage sont indispensables pour améliorer les performances opérationnelles, la fiabilité et la rentabilité, et réduire ainsi les coûts globaux de découverte et de développement. Ces avancées technologiques doivent viser trois objectifs.

Tout d'abord, elles doivent réduire le risque technique, tout en augmentant les performances d'exploration et de développement des hydrocarbures conventionnels dans les régions du monde encore sous-explorées ou non développées. Or, ces dix dernières années, plus de la moitié de tous les gisements nouveaux de pétrole et de gaz ont été découverts en mer, notamment dans les eaux profondes, et cette tendance devrait s'accroître.

Ensuite, les nouvelles technologies doivent permettre de récupérer les hydrocarbures non conventionnels qui composent une part de plus en plus importante des approvisionnements, contribuer à améliorer leur extraction, abaisser les coûts, et réduire l'empreinte écologique. En Amérique du Nord, la multiplication par deux, entre 2007 et 2010, du nombre d'appareils terrestres dotés d'une capacité de forage horizontal témoigne de l'ampleur de la mutation en cours.

Enfin, elles doivent permettre de prolonger l'exploitation des réserves déjà en production et d'en accroître le taux de récupération final. Il s'agit là d'un enjeu majeur car c'est un domaine où l'intensification des activités de forage aura l'impact le plus important à court ou moyen terme, grâce à de nouveaux concepts qui font déjà leurs preuves, comme l'approche *Factory Drilling** lancée par Schlumberger.



La conception au service d'un forage plus rapide (ci-dessus)

Les essais techniques en laboratoire se traduisent par une amélioration des performances de forage sur le terrain. Au Centre d'ingénierie des trépan de Smith, à Houston (Texas), Ryan Meng, technicien, prépare un outil PDC (trépan à taillants polycristallins) en vue d'un essai sur un échantillon de formation rocheuse. Les résultats de ces essais servent à simuler les mécanismes de forage et à parfaire la conception de l'outil.



L'intégration technologique (ci-contre)

Les frontières traditionnelles entre produits s'estompent à mesure que le développement technologique tend de plus en plus à intégrer les processus opérationnels du forage. Des ingénieurs de Schlumberger, de Smith Neyrfor, et d'Extreme Engineering, société acquise par Schlumberger en 2008, collaborent à la mise au point de technologies d'intégration de fond de puits pour assurer la compatibilité des composants de l'assemblage de fond.

À l'évidence, l'ère d'une technologie unique de forage mise en œuvre pour toute une gamme d'applications est révolue. Étant donné que le temps improductif moyen des opérations de forage dans le monde reste de l'ordre de 20 %, et que le surcroît de contrôle et de surveillance des opérations en eau profonde induira sans aucun doute une augmentation des coûts, la valeur ajoutée apportée par des technologies de forage modulées ne peut que s'accroître.

Les progrès en technologie de forage résultent essentiellement d'une série d'avancées sur chaque élément du forage. Désormais, c'est l'ensemble du système, du plancher de forage jusqu'au trépan, qu'il convient d'optimiser globalement pour atteindre le niveau de performances qu'exige l'approvisionnement pétrolier et gazier de demain. Mais une telle mutation suppose d'aller au-delà de la seule intégration des technologies de forage : elle impose d'optimiser l'ensemble des processus opérationnels – des travaux de recherche et d'ingénierie à l'exécution des opérations.

Améliorer les performances de forage : l'impératif de l'intégration

Aujourd'hui, une part importante de l'énergie mise en œuvre sur le plancher de forage risque de ne jamais atteindre le trépan. Au lieu de servir à tailler la roche, de l'énergie est perdue à cause de frottements, de chocs mécaniques et de vibrations, autant de facteurs susceptibles de provoquer une défaillance prématurée des équipements de fond, d'allonger le temps de forage, et d'accroître les risques économiques et techniques. En effet, les milliers de mètres d'un train de tiges, aussi flexible qu'un tuyau d'arrosage, qui avancent dans un trou de forage de quelques dizaines de centimètres de diamètre sont susceptibles de comportements mécaniques très divers, que l'on commence aujourd'hui seulement à mieux comprendre. Des études ont montré qu'une meilleure gestion de l'énergie générée en surface peut accroître de deux à trois fois la fiabilité de l'outil de fond.

En outre, les performances de forage sont limitées par la capacité de comprendre et maîtriser l'environnement de fond, notamment les caractéristiques du réservoir, les propriétés des roches, le comportement des fluides de forage, et la pression. Les données en temps réel transmises par l'assemblage de fond fournissent déjà beaucoup d'informations utiles, mais pour intégrer et contrôler les diverses composantes d'un forage, il est nécessaire non seulement d'assurer la continuité des mesures transmises du trépan au plancher de forage, mais aussi de disposer de l'enregistrement d'un éventail plus large de paramètres, car ce que l'on ne peut mesurer ne peut être ni contrôlé ni amélioré.

Pour opérer un changement radical dans les performances de forage, il faut en premier lieu prendre acte des trois grands objectifs des processus opérationnels. Tout d'abord, il s'agit d'accroître l'efficacité globale du forage, qui est fonction du taux de pénétration et du temps de forage réel. Ensuite, il faut placer le puits avec précision et évaluer la formation afin de maximiser la production et d'assurer la caractérisation quantitative du réservoir. Enfin, il convient d'évaluer le puits et de garantir la continuité de la production, c'est-à-dire protéger l'intégrité du puits tout au long du cycle de production.

La réalisation de ces objectifs exige de cesser de considérer le forage comme un savoir-faire pour l'envisager désormais comme une science. Pour ce faire, il faut passer au niveau supérieur de l'optimisation, à tous les stades – depuis la mise au point des technologies jusqu'à leur mise en œuvre sur le terrain.

Optimisation des processus opérationnels : assurer la synergie entre les technologies et les hommes

L'optimisation des opérations de forage pose un défi multidimensionnel complexe. Il faut tout d'abord entreprendre des travaux de recherche et de développement en adoptant une démarche intégrée pluridisciplinaire, car les solutions techniques couvrent tout l'éventail des disciplines scientifiques. L'expérience montre que la mise à l'épreuve des concepts de forage au laboratoire par simulation informatique ou par modélisation à échelle réduite peut considérablement raccourcir les délais de développement technologique.

Forage : parfaire la conception de l'outil

Le taux de pénétration, c'est-à-dire la vitesse d'avancement du forage, et la qualité du contrôle directionnel de la trajectoire sont tributaires de l'efficacité avec laquelle le trépan est capable de tailler ou broyer la roche. L'efficacité est fonction du poids appliqué sur l'outil, de la vitesse de rotation et de l'angle de coupe.



Les ingénieurs développement de Smith Bits utilisent IDEAS*, système intégré d'analyse d'ingénierie dynamique, pour comprendre la façon dont la structure de coupe entame la roche et étudier son comportement en tant qu'élément du système de forage. De légères modifications de la position et de l'orientation de l'outil peuvent avoir des effets notables sur les performances du forage et la fiabilité.

Grâce au système IDEAS, le concepteur réussit à élaborer beaucoup plus rapidement une forme optimale de l'outil et à garantir le niveau de performance de chaque trépan à l'aide d'une méthode de simulation et de modélisation qui tient compte de la lithologie, mais aussi de l'incidence sur le comportement du trépan de l'ensemble du système constitué par le train de tiges, le dispositif de transmission, et l'assemblage de fond.

En associant les processus d'ingénierie de Smith et les informations détaillées des derniers outils rotatifs orientables de Schlumberger, il est possible de mettre au point une nouvelle gamme de trépan adaptés à la fois à l'environnement de forage et au système rotatif orientable.



La modélisation à échelle réduite (ci-dessus)

La modélisation permet de mettre à l'épreuve la théorie scientifique. Au Centre de recherche Schlumberger de Cambridge, John Cook, conseiller scientifique, utilise des modèles réduits de l'assemblage de fond pour affiner la compréhension des caractéristiques complexes des vibrations rencontrées en cours de forage. Les propriétés physiques des éléments de cet assemblage miniaturisé sont choisies de façon à reproduire fidèlement celles d'un train de tiges grandeur nature.



Des essais grandeur nature (ci-contre)

L'installation de forage horizontal, située à Stonehouse dans le Gloucestershire au Royaume-Uni, donne toute latitude aux ingénieurs de recherche pour réaliser des essais de forage grandeur nature avec des équipements à l'échelle selon diverses trajectoires de puits horizontaux. Des essais qui auparavant nécessitaient des mois de préparation et de planification peuvent désormais être menés à bien en quelques jours, accélérant ainsi la mise sur le marché des nouvelles technologies.

Mais l'intégration des processus opérationnels exige aussi de connaître le comportement de toutes les technologies du système de forage : assemblage de fond, fluide de forage, train de tiges, et équipement de surface. En 2010, Schlumberger a atteint cet objectif grâce à la fusion avec Smith International, à l'acquisition de Geoservices, et à l'accord de coentreprise avec National Oilwell Varco pour le développement de la technologie des trains de tiges câblés, chacune de ces entreprises étant leader de son domaine.

Toutefois, une étape supplémentaire est indispensable pour achever l'intégration : il faut assurer la synergie entre les technologies, les acteurs du forage et les processus. Au cours des cinq dernières années, Schlumberger a mis en place dans le monde des centres d'assistance opérationnelle (OSC*). Depuis ses premières applications à des projets en mer du Nord et dans le golfe du Mexique, le réseau OSC s'est déployé à l'échelle mondiale et industrielle et compte désormais plus de 30 centres qui garantissent 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 la continuité des performances sur des sites de forage partout dans le monde, aussi bien à terre qu'en mer.

Ces centres sont dotés de spécialistes d'un large éventail de disciplines techniques, qui, grâce à leur assistance à distance, ont déjà permis de réduire sensiblement le temps improductif de forage. Ces mêmes spécialistes assurent, en tant que mentors, la formation sur le terrain d'équipes moins expérimentées, améliorent la visibilité opérationnelle et ainsi accélèrent l'apprentissage organisationnel. Dès lors, les problèmes récurrents, d'ordre opérationnel ou technologique, sont identifiés et résolus par le biais de la formation locale, de consignes régionales, et de normes mondiales.

Les réservoirs à développer étant toujours plus complexes et difficiles à atteindre, les centres d'assistance opérationnelle contribuent aussi à affiner l'expertise technique permettant d'exécuter en temps réel des tâches à plus forte valeur ajoutée : optimisation du forage, placement des puits, et géomécanique du forage. Ils procurent ainsi à l'industrie la plateforme opérationnelle dont elle a besoin pour gérer ses performances, alors qu'elle est sans cesse confrontée à des défis de forage toujours plus difficiles à relever, en particulier dans le secteur de l'eau profonde où les coûts sont très élevés.

S'inspirer d'autres industries pour progresser en fiabilité

Aujourd'hui, environ un cinquième du temps consacré au forage est improductif. Si cette situation est en partie imputable à des phénomènes naturels comme des conditions météorologiques défavorables, on constate cependant que des défaillances d'équipement et des erreurs humaines y contribuent également. Les centres d'assistance à distance aident certes à y remédier, mais c'est évidemment en recherchant une meilleure fiabilité des technologies déployées que l'on peut accroître plus sûrement les performances. Sachant qu'un cinquième de temps perdu équivaut à un cinquième de coût ajouté, on mesure l'importance des enjeux sur des budgets d'exploitation qui se chiffrent en milliards de dollars.

Le développement technologique met en jeu de nombreux facteurs qui ne sont pas spécifiques au secteur de l'exploration-production. Au moment où nous entreprenons un changement radical pour faire passer nos performances au palier supérieur, il est instructif de passer en revue les techniques d'autres industries leaders dans ce domaine, dont nous pourrions nous inspirer.

Les voitures d'aujourd'hui, par exemple, comportent des fonctions qui sont gérées par un nombre croissant de capteurs. Les ordinateurs de bord permettent de surveiller les performances, de mesurer le rendement, et d'avertir d'éventuels problèmes. En comparaison, un appareil de forage et ses équipements sont dotés de moyens de contrôle beaucoup plus limités : l'instrumentation n'est guère dense tant au niveau du treuil de forage que du train de tiges, de l'assemblage de fond, et du trépan.

Mais au-delà même du contrôle et de l'automatisation, l'industrie automobile a toujours été à l'avant-garde des méthodes d'ingénierie et de production destinées à améliorer la fiabilité et à assurer la reproductibilité. Dans notre domaine, le chemin vers une meilleure efficacité passe par un effort analogue. Si un indice qualité de 97 % peut sembler acceptable, il faut se rappeler néanmoins qu'il correspond à 30 heures perdues sur 1 000, soit plus d'un jour par mois.

Mesures de forage : surveillance, instrumentation et contrôle

Les mesures étant le socle de la science du forage, le seul moyen d'obtenir une image complète de l'environnement de forage est d'associer les données recueillies par les capteurs de fond et celles obtenues par les capteurs de surface. Le fluide de forage qui s'écoule le long du train de tiges avant de remonter vers la surface est une excellente source d'informations car, outre les déblais, il transporte des échantillons des fluides de formation qu'il a absorbés au cours de sa circulation.



Pour analyser le processus de forage depuis la surface, les ingénieurs de Geoservices emploient toute une gamme de capteurs et des instruments de mesure de précision tels que des chromatographes en phase gazeuse et des spectromètres de masse. C'est ainsi que FLAIR*, technologie de Geoservices, fournit des renseignements sur la composition quantitative du retour du fluide de forage, c'est-à-dire sur la proportion de chacun des hydrocarbures légers qu'il contient, corrigée des effets de la recirculation du fluide et de sa contamination. Cette composition peut considérablement varier, non seulement d'un réservoir à l'autre, mais aussi selon les compartiments et les zones d'un même réservoir.

Les mesures de surface sont complétées par les données de fond concernant la géomécanique et l'évaluation de la formation, qui sont recueillies en temps réel par les technologies Forage et mesures de Schlumberger : une fois combinées, elles fournissent un puissant moyen d'accélérer la vitesse d'avancement du forage tout en permettant de placer le puits dans la zone la plus productive du réservoir. En outre, ces mesures en temps réel serviront de données pour alimenter les algorithmes de contrôle qui seront à la base d'une future génération de systèmes de pilotage automatique du forage.



Essais qualité

Les services Ingénierie, production et support technique de Schlumberger veillent à la fiabilité des équipements, ainsi qu'à leur facilité de fabrication et de maintenance. Au centre technologique de Shanghai en Chine, Jia Yi Cao et Lei Jiang, techniciens d'assemblage et d'essais de Forage et mesures, contrôlent un élément du système de forage rotatif orientable PowerDrive.

Aussi, afin de progresser radicalement dans la performance technologique, Schlumberger met actuellement en place des systèmes, des processus et des normes dans tous les centres de développement et de fabrication de ses produits dans le monde. Depuis la création en 2007 de nouveaux services Ingénierie, production et support technique, des efforts importants ont déjà été consacrés à la fiabilité des équipements ainsi qu'à leur facilité de fabrication et de maintenance. Il en est résulté une évolution majeure des modalités de travail de notre Société, qui se traduira par une commercialisation accélérée de produits plus fiables, une valorisation industrielle plus efficace des idées innovantes, un développement coordonné des diverses technologies complémentaires, et une assistance opérationnelle plus solide.

Les premières améliorations les plus visibles ont concerné la qualité et la fiabilité des produits commerciaux existants, et se sont accompagnées d'une réduction des coûts et d'une gestion de l'obsolescence. Parallèlement, l'expérience acquise dans le domaine de la maintenance technique a été prise en compte à un stade plus précoce du développement des nouveaux produits. La réalisation en laboratoire d'essais physiques, destinés à tester de diverses manières les limites des nouvelles conceptions, donne davantage de latitude pour accroître la robustesse et la fiabilité de l'équipement mis en œuvre sur le terrain. Il ne suffit plus, par exemple, de tester la résistance des nouveaux prototypes aux chocs ou aux vibrations à des conditions de température de surface : il faut aussi conduire ces essais à des températures et des pressions qui reproduisent les conditions de fond de puits.

Un exemple du rôle déterminant que peuvent jouer les efforts déployés dans le domaine du support technique est fourni par PowerDrive* 475, système de forage rotatif orientable. Cette technologie affiche en 2009 un record de durée moyenne entre pannes de 1 390 heures, contre 694 heures en 2008, soit un gain de 695 heures ou, autrement dit, une amélioration de 100 %. Une telle progression de la fiabilité est le fruit de la mobilisation des différents sites opérationnels, du travail des centres technologiques, de la gestion de la chaîne logistique, et de la coopération avec plusieurs clients.

Rester leader grâce à l'excellence opérationnelle

La fiabilité accrue des équipements et l'expertise assurée par les centres d'assistance opérationnelle contribuent l'une comme l'autre à améliorer les performances de forage. Associées à des systèmes de forage intégrés permettant d'augmenter l'intensité du forage, elles concourent à l'excellence opérationnelle que vise l'initiative de Schlumberger dénommée *Excellence in Execution*.

Excellence in Execution est un concept dont l'objet est d'accroître les performances en améliorant la mise au point des technologies, leur déploiement et leur diffusion. La garantie de réussite en est la clef de voûte : que chacun réussisse bien dès la première fois et à chaque fois. Dans ce but, Schlumberger procède actuellement à d'autres changements portant sur l'organisation de l'assistance sur le terrain, là même où les outils d'exploitation en cours d'utilisation requièrent la maintenance la plus rigoureuse.

Ces cinq dernières années, plus de 500 millions de dollars ont été investis de par le monde dans la construction de nouveaux grands centres de services pétroliers. Ces investissements ont été complétés par des travaux de modernisation des centres en vue de les porter à un niveau de normes équivalent. Ces nouvelles infrastructures mettent en œuvre des pratiques de maintenance normalisées et plus robustes, à l'appui de processus axés sur l'amélioration de la qualité, la réduction des coûts et l'efficacité. Dans ces installations, l'équipement fait l'objet au retour d'une opération d'un suivi individualisé pour préparer la suivante, selon une approche très analogue à celle adoptée dans l'industrie aéronautique. Ce dispositif a déjà permis de réduire aussi bien les délais de maintenance que le temps improductif.

Ces progrès ne doivent pas seulement être ramenés à des questions d'infrastructures : la formation, elle aussi, est essentielle. C'est pourquoi des investissements considérables sont consacrés à la mise en place de centres de formation de nouvelle génération. Ces centres novateurs apportent cohérence et efficacité à l'ensemble du processus de formation.

Mécanique des fluides de forage : recherche et collaboration

Les fluides ou « boues » de forage sont conçus et choisis avec soin car ils assurent plusieurs fonctions essentielles. Ainsi, ils maintiennent la pression hydrostatique nécessaire pour empêcher la venue de fluides de formation non désirés et, grâce à leurs propriétés visqueuses, ils assurent la remontée des déblais du fond du puits jusqu'à la surface. Leurs propriétés chimiques sont choisies de façon à éviter d'endommager le bord du trou foré, et leurs propriétés hydrauliques sont indispensables pour refroidir et lubrifier l'outil en cours de forage.



M-I SWACO, Smith Bits, et les centres de recherche Schlumberger étudient les interactions complexes entre le trépan, le fluide de forage, la formation et les paramètres de forage. Leur expertise conjuguée améliorera la compréhension des mécanismes qui influent sur les performances du forage, tel l'embourbage du trépan qui survient lorsqu'une masse collante de déblais agglutinés adhère à l'outil, ce qui limite sa capacité à tailler la roche et ralentit l'avancement du forage.

Les fluides de forage sont aussi conçus de façon à réduire au minimum tout impact éventuel sur l'environnement. Les chercheurs de M-I SWACO étudient le profil de croissance de la végétation sur les sols exposés aux fluides de forage, ainsi que les effets de ces fluides sur les eaux douces et le milieu marin.



Centraliser la maintenance
(ci-dessus)

À Commerce City (Colorado) aux États-Unis, les techniciens de maintenance s'emploient à améliorer constamment leur installation. La configuration de l'atelier et les différentes étapes du processus de maintenance auxquelles sont soumis les équipements sont régulièrement optimisées conformément aux principes d'une gestion économe en ressources, au service de l'efficacité.



Excellence in Execution
(ci-contre)

Aux États-Unis, la maintenance et la gestion des mouvements du parc d'équipements du territoire continental américain sont regroupées au centre Forage et mesures de Commerce City. Kevin Shackelford, responsable logistique, assisté de Santiago Alban et Clint McCauley, contrôleurs logistique, veille à constamment répondre aux besoins des clients.

Non seulement, ils sont équipés de puits d'essais, d'appareils de forage, d'aires de services et de salles de cours, mais ils comportent aussi des laboratoires où les personnels techniques peuvent acquérir des compétences identiques en matière de maintenance.

Une formation homogène favorise considérablement la normalisation : chaque ingénieur d'exploitation, chaque ingénieur de maintenance et chaque membre d'équipe a ainsi la possibilité d'acquérir le même niveau de compétences. Après tout, la formation des ingénieurs de maintenance est tout aussi importante que celle des ingénieurs d'exploitation car leurs travaux ont une incidence directe sur les performances des équipements.

L'intensification croissante des opérations de services pétroliers incite à se distinguer non seulement par la qualité des technologies mais aussi par les performances opérationnelles. *Excellence in Execution* répond à cette exigence en améliorant la façon dont Schlumberger met en œuvre ses services et produits.

Réduire les risques opérationnels grâce à la complémentarité technologique

Il est incontestable que le pétrole et le gaz naturel resteront encore pendant plusieurs décennies les principales composantes de l'offre énergétique mondiale. De nouvelles technologies innovantes permettront de résoudre un grand nombre des problèmes posés par la production des hydrocarbures toujours plus divers qui composeront cet approvisionnement. Mais une montée en puissance du forage sera cependant indispensable, à terre comme en mer. L'ingénierie intégrée des composants du train de tiges constituera à cet égard un maillon essentiel.

La position prééminente de Schlumberger sur les marchés du forage dirigé, des mesures en cours de forage et du logging en cours de forage, associée à la position de leader occupée par Smith dans le domaine des trépan, des outils de forage, et des fluides de forage par le biais de M-I SWACO, ainsi qu'à l'expertise de Geoservices en diagraphie des boues, va concourir désormais à aider grandement les clients à réaliser leurs trois objectifs principaux : améliorer l'efficacité du forage, optimiser le placement des puits, garantir la continuité de la production.

L'efficacité du forage sera améliorée par l'interopérabilité et la pleine compatibilité des composants du train de tiges, ainsi que par une compréhension plus fine de l'interaction du processus de forage avec la formation rocheuse, c'est-à-dire des mécanismes hydrauliques et géomécaniques.

Le placement des puits sera optimisé par la qualité des modalités d'acquisition, d'interprétation et d'application d'un ensemble de mesures pétrotechniques de surface et de fond. Ce sont elles qui permettront un pilotage géologique précis des puits, tout en concourant à la caractérisation de réservoir et en accroissant la zone de contact avec la couche productrice. Ce pôle de compétences de Schlumberger en matière de métrologie pétrotechnique constitue un atout compétitif incontestable.

Enfin, la continuité de la production bénéficiera du formidable acquis de Schlumberger dans le domaine de la compréhension du sous-sol, essentielle pour maintenir l'intégrité du puits tout au long de sa vie. La supériorité de Schlumberger en termes de savoir-faire pétrotechnique, de processus opérationnels, et d'ingénierie du sous-sol est ce qui nous distingue radicalement et rend nos services indispensables pour garantir cette continuité.

C'est bien l'intégration sans discontinuité des technologies et des processus de forage qui constitue le dernier facteur de nature à permettre la montée en puissance du forage, tout en réduisant les risques opérationnels. Il est donc impératif d'envisager résolument l'activité de forage comme une science, et de mettre en œuvre des initiatives qui encouragent la fiabilité des équipements et la cohérence opérationnelle. Désormais, le processus d'optimisation englobe la conception et le développement de systèmes de forage intégrés, la formation d'équipes de terrain et de personnels de maintenance, et la mobilisation d'infrastructures de nouvelle génération pour offrir des bases opérationnelles de pointe, des centres de formation pluridisciplinaire, et des sites d'assistance opérationnelle à distance.

Excellence in Execution : des installations de maintenance centralisée

Les grandes installations favorisent des pratiques de maintenance normalisées et plus robustes. Aux États-Unis, le centre Forage et mesures de Commerce City (Colorado) offre un excellent exemple de la valeur ajoutée qu'apporte la centralisation des moyens. Cette installation est chargée de la maintenance et de la gestion des mouvements du parc d'équipements de tout le ter-



ritoire continental américain, soit une zone opérationnelle de près de huit millions de kilomètres carrés. Les techniciens de maintenance, qui suivent le même programme mondial de formation et de perfectionnement, s'emploient à constamment améliorer leur installation. La configuration de l'atelier et les différentes étapes du processus de maintenance auxquelles sont soumis les équipements sont régulièrement optimisées, et des objectifs mensuels sont fixés pour accroître encore l'efficacité en identifiant et éliminant les causes de gaspillage de temps et de ressources.

L'appropriation par l'équipe de maintenance de la gestion de ses performances a donné d'excellents résultats. Au cours des deux ans qui ont suivi la prise en charge par cette unité de la maintenance du parc américain de systèmes rotatifs orientables, la productivité quotidienne de la maintenance de ces outils a été multipliée par deux, sans avoir à augmenter les effectifs ou les ressources. De tels gains d'efficacité permettent d'accélérer la remise en service des équipements, ce qui réduit la taille du parc nécessaire. La fiabilité se trouve aussi renforcée par la normalisation et la spécialisation au sein d'une même installation. La logistique est gérée par un centre de contrôle spécialement chargé de planifier les mouvements des équipements pour en assurer l'utilisation maximale. Cette mise en pratique de l'excellence opérationnelle profite aux clients qui bénéficient d'une fiabilité et d'une disponibilité accrues des équipements, ainsi qu'à Schlumberger qui en tire avantage sous la forme d'une réduction des coûts et de gains d'efficacité.



Harmonisation des normes et de la formation à l'échelle mondiale

L'excellence opérationnelle est un objectif commun à toutes les technologies Schlumberger. Iris Peregrino, technicienne stagiaire en électronique, réalise une opération courante de maintenance sur un carottier mécanique de Logging dans le laboratoire récemment ouvert à Macaé, au Brésil. Elle suit la même formation technique et applique les mêmes normes de maintenance que tous les autres techniciens Schlumberger de par le monde.

Activités

Fondé en 1926, Schlumberger est le premier fournisseur mondial de technologies, de services de gestion intégrée de projets, et de solutions d'information pour l'industrie de l'exploration-production pétrolière et gazière internationale. Schlumberger, qui a inventé le logging, technique qui permet de recueillir des données dans les puits de pétrole et de gaz, fournit la plus large gamme de produits et de services que peut offrir le secteur à ce marché. Au 31 décembre 2010, la Société employait près de 108 000 collaborateurs de plus de 140 nationalités, dans près de 80 pays. Les principaux sièges de Schlumberger se trouvent à Paris, Houston et La Haye.

Le 27 août 2010, Schlumberger a acquis l'intégralité des actions en circulation de Smith International, Inc. (Smith), un leader de la fourniture de produits et services haut de gamme pour l'industrie de l'exploration-production pétrolière et gazière. Dans le cadre de cette transaction, Schlumberger a émis 176 millions d'actions ordinaires, évaluées à environ 9,8 milliards de dollars à la date d'acquisition. Du fait de cette transaction, au 31 décembre 2010, Schlumberger comporte cinq secteurs d'activité : Services pétroliers Schlumberger, WesternGeco, M-I SWACO, Smith Oilfield, et Distribution.

Services pétroliers Schlumberger, qui est présent sur tous les grands marchés des services pétroliers, gère ses activités dans le cadre de GeoMarkets*, regroupés en quatre secteurs géographiques : Amérique du Nord, Amérique latine, Europe/CEI/Afrique, et Moyen-Orient et Asie. Les GeoMarkets offrent aux clients un point de contact local unique pour leurs opérations et mobilisent des équipes régionales pour répondre aux besoins locaux et proposer des solutions sur mesure. Dans le cadre de cette structure, les services et produits de Services pétroliers Schlumberger sont développés par plusieurs lignes de produits technologiques appelées Technologies, qui permettent de tirer parti des synergies techniques. Ces produits et services couvrent toute la durée de vie d'un réservoir et correspondent à un certain nombre de marchés dans lesquels Services pétroliers Schlumberger détient plusieurs positions dominantes. Ces Technologies sont aussi chargées de superviser les processus opérationnels, l'attribution des ressources, l'affectation du personnel et la qualité dans les différents GeoMarkets.

- Logging fournit l'information nécessaire à l'évaluation des roches et des fluides de la formation, à la planification et au contrôle de la construction des puits, ainsi qu'à l'évaluation et la gestion de la production. Ces services sont mis en œuvre aussi bien en trou ouvert qu'en puits tubé. Cette Technologie propose également toute une gamme de services de remédiation des puits.
- Forage et mesures assure des services d'assistance d'ingénierie, de forage dirigé, de mesures en cours de forage, et de logging en cours de forage pour tous les profils de puits.
- Services d'essais propose des services de mesure des débits et des pressions, de fond comme de surface, pour les puits d'exploration et les puits en production. Cette Technologie assure aussi des services de perforation par la colonne de production.
- Services pour les puits assure les services nécessaires au forage et à la complétion des puits de pétrole et de gaz, ainsi qu'à l'optimisation de la production pendant toute la durée de vie d'un puits : services de pompage haute pression, cimentation et stimulation des puits, et interventions sur les puits. La Technologie propose aussi les équipements et les services de coiled tubing.
- Complétions offre des services et des équipements de complétion des puits, dont des systèmes de complétion de tête de puits et de complétion inférieure, des systèmes de contrôle des venues de sable, et des instruments permanents pour tous les types de complétion des puits.
- Production assistée propose des pompes électriques submersibles et des équipements de gas-lift, ainsi que les services associés d'instrumentation, d'ingénierie et d'optimisation de la production.
- Services de données et de conseil assure l'interprétation et l'intégration de tous les types de données d'exploration-production, ainsi que des services de conseil experts pour la caractérisation des réservoirs, l'amélioration de la production, la planification du développement de gisements, et les solutions multidisciplinaires pour les réservoirs et la production.
- Solutions Information Schlumberger (SIS) propose des services de conseil, des logiciels, de la gestion de l'information, et des services d'infrastructure informatique à l'appui des processus opérationnels de base de l'industrie pétrolière et gazière.

- Geoservices fournit des services de diagrapie des boues pour la surveillance géologique et du forage. La surveillance géologique consiste notamment à évaluer les formations pour fournir des informations sur la lithologie et les hydrocarbures rencontrés en cours de forage. La surveillance du forage améliore la sécurité et optimise l'efficacité du forage par toute une série de mesures des paramètres de forage. Geoservices propose aussi des services au slickline pour les interventions mécaniques au fond du puits et la surveillance des réservoirs ainsi que pour l'acquisition des données recueillies au fond.

Les Technologies bénéficient de l'assistance de différents centres d'études et de recherche. Au sein de cette structure, Schlumberger est résolument engagé en faveur de programmes de technologies avancées qui visent à accroître l'efficacité des services pétroliers, abaisser les coûts de découverte et de production, améliorer la productivité, optimiser la récupération des réserves et augmenter la valeur des actifs, chacun de ces objectifs étant soumis au respect de la sécurité et de l'environnement.

Services pétroliers Schlumberger offre aussi ses services aux clients dans le cadre d'un modèle d'activité baptisé Gestion intégrée de projets (IPM). IPM associe les services et produits des Technologies à son expertise de la gestion des appareils de forage et à ses compétences dans le domaine de la gestion de projets pour fournir une solution complète en matière de construction des puits et d'amélioration de la production. Les projets IPM sont généralement d'une durée pluriannuelle et incluent les coûts de démarrage ; ils comportent un volet important que Schlumberger confie à des tiers. Les projets peuvent relever d'un contrat à prix forfaitaire, prévoir des pénalités pour non-exécution ou offrir des possibilités de primes si les performances dépassent les objectifs fixés. IPM fournit aussi une expertise en ingénierie spécialisée et en gestion de projets s'il est demandé à Schlumberger d'assurer ces fonctions, parallèlement à la fourniture des services et produits des Technologies, dans le cadre d'un contrat unique. En toutes circonstances, les projets IPM qui excluent toute possibilité de détenir des participations dans des réserves de pétrole ou de gaz.

Services pétroliers Schlumberger recourt à son propre personnel pour commercialiser ses offres. Les clients, les risques commerciaux et les opportunités de croissance sont globalement les mêmes pour tous les services. Les centres de production, les services d'études et d'ingénierie, les centres de recherche et les personnels sont partagés. Vis-à-vis de la concurrence, l'innovation technologique, la qualité du service et le prix constituent les principaux atouts de Schlumberger. Pour chaque service proposé, la compétition varie selon les secteurs géographiques. Bien que ses concurrents soient nombreux et de toutes tailles, Schlumberger se positionne en leader des services de logging par câble, d'essais des puits, de mesures et de logging en cours de forage et de forage dirigé, ainsi que de logiciels de géosciences et de traitement entièrement informatisé des données de logging. Une part importante de l'offre de Schlumberger n'est pas liée aux appareils de forage ; le chiffre d'affaires n'est donc pas nécessairement corrélé avec les variations du nombre d'appareils en activité.

WesternGeco, la société de sismique de surface la plus technologiquement avancée du monde, fournit une gamme complète de services d'imagerie, de surveillance et de développement des réservoirs ; la société dispose des équipes de sismique et des centres de traitement de données les plus importants de l'industrie, ainsi que d'une banque de données sismiques multiclients de pointe. Les services qu'elle assure vont des campagnes sismiques tridimensionnelles (3D) et des campagnes sismiques tridimensionnelles répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délimitation des gisements potentiels et la gestion des réservoirs. WesternGeco bénéficie de l'intégralité de l'organisation de recherche et développement et d'expertise technologique de Schlumberger, et ce secteur partage avec Services pétroliers Schlumberger les risques commerciaux, les opportunités de croissance, ainsi que l'essentiel des stratégies en matière de concurrence et des moyens de commercialisation. Parmi les solutions de sismique figurent les technologies exclusives à capteur unique pour la description, la caractérisation et la surveillance des réservoirs pendant toute la durée de vie du gisement, de l'exploration à la récupération assistée. Les autres solutions proposées par WesternGeco comprennent notamment les campagnes de sondages électromagnétiques et magnétotelluriques à source contrôlée, et l'intégration de leurs résultats aux données sismiques.

Pour répondre au large éventail des besoins des clients dans le domaine des services à terre, en mer et dans les zones de transition en eau peu profonde, WesternGeco propose une large gamme de technologies et de services :

- Sismique terrestre fournit une gamme complète de moyens d'acquisition des données de sismique à terre et dans les zones de transition en eau peu profonde.
- Sismique marine propose des systèmes d'acquisition et de traitement des données sismiques marines standard, ainsi qu'un système de sismique marine par capteur unique entièrement étalonné sans équivalent dans l'industrie, qui offre la technologie indispensable à la gestion des réservoirs de nouvelle génération.

- Services multicients fournit des données sismiques de haute qualité issues de la banque de données sismiques multicients, dont les données obtenues par la technologie Q, numéro un du secteur.
- Services pour les réservoirs propose les équipes, les outils et les technologies permettant aux clients de bénéficier d'une approche entièrement intégrée pour localiser, définir et surveiller les réservoirs.
- Traitement des données offre des centres de traitement à grande échelle des données sismiques pour les projets complexes.
- Données électromagnétiques offre des services de traitement et d'interprétation des données électromagnétiques et magnétotelluriques à source contrôlée.

M-I SWACO est le leader de la fourniture de systèmes de fluides pour le forage qui en améliorent les performances en anticipant les problèmes inhérents à l'utilisation des fluides ; il fournit également des systèmes de fluides et des outils spécialisés pour optimiser la productivité des puits, des solutions technologiques pour améliorer les taux de production, ainsi que des solutions environnementales qui permettent de gérer dans de bonnes conditions de sécurité les déchets générés par les opérations de forage et de production. Dans son offre de solutions, M-I SWACO associe la connaissance des technologies, des applications et des services pour aider ses clients à réaliser leurs objectifs spécifiques pour chaque projet. Sur le plan opérationnel, ces solutions sont fournies dans le cadre de GeoMarkets, regroupés selon les mêmes secteurs géographiques que Services pétroliers Schlumberger.

Les activités de M-I SWACO sont organisées en quatre grandes offres de solutions : Solutions de forage, Productivité des puits, Technologies de production, et Solutions environnementales. Ces offres de base s'articulent autour des trois activités principales des opérateurs : forage, complétion et production. Solutions environnementales peut se décliner pour chacune d'entre elles, ce qui permet à M-I SWACO de mettre ses technologies environnementales au service de chacune des trois activités d'exploration-production des opérateurs.

- Solutions de forage fournit une offre complète de fluides et d'additifs de forage à base d'huile, d'eau et synthétiques, ainsi que des services d'ingénierie, tels que des systèmes logiciels exclusifs, des bases de données des connaissances, et des capacités de laboratoire.
- Productivité des puits propose un ensemble de services, de produits et d'assistance technique, axés sur la protection des complétions des puits et la stabilité de la formation afin d'assurer la qualité optimale des bords du trou des puits et des systèmes de fluides.
- Technologies de production offre une gamme de produits chimiques spéciaux, d'équipements et de services techniques connexes permettant d'améliorer l'écoulement des hydrocarbures.
- Solutions environnementales propose des stratégies optimales pour gérer les volumes de déchets générés par les opérations de forage, de complétion et de production dans des conditions permettant aux clients de respecter leurs normes de performance environnementale.

Avant d'acquérir Smith, Schlumberger détenait une participation de 40 % dans M-I SWACO dans le cadre d'une coentreprise avec Smith.

Smith Oilfield propose une série complète et technologiquement avancée de produits, de services et d'ingénierie pour le développement des gisements de pétrole et de gaz naturel. Smith Oilfield est un leader mondial en matière de conception, fabrication et commercialisation des trépan et des outils d'alésage du trou de forage, ainsi qu'un fournisseur de premier plan pour les outils et services de forage, les tubulaires, les services de complétion et autres solutions de fond connexes. Smith Oilfield propose en outre sa gamme exclusive de logiciels de modélisation et de conception et de données d'application, ainsi que son offre complète de produits et services indispensables à la construction des bords du trou de forage.

Distribution fournit produits et services aux secteurs de l'énergie, du raffinage, de la pétrochimie, de la production d'électricité et des industries extractives. Ce secteur d'activité se compose des activités de Wilson International, Inc., filiale détenue à 100 % par Schlumberger, et d'une participation majoritaire dans C.E. Franklin Ltd., entreprise publique de distribution canadienne. Distribution opère dans le cadre d'un vaste réseau de fournisseurs, centres de services et agences commerciales, qui lui permet de commercialiser des tuyauteries, vannes et raccords, ainsi que des outils de fraisage, des dispositifs de sécurité et autres produits de maintenance, principalement aux États-Unis et au Canada. En outre, Distribution assure la gestion des entrepôts, l'intégration des fournisseurs et divers services de gestion des stocks.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Brevets

Si Schlumberger cherche à acquérir et détient de nombreux brevets portant sur divers produits et procédés, on considère cependant qu'aucun brevet ou groupe de brevets n'a d'impact significatif sur les activités de Schlumberger.

Saisonnalité

Même si des phénomènes naturels ou météorologiques peuvent affecter temporairement la fourniture de services pétroliers, la très large implantation géographique de ces services ne permet pas de qualifier globalement ces activités de saisonnières.

Clients et commandes

Au 31 décembre 2010, aucun client ne représente à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé. Hormis pour WesternGeco, nous n'avons aucun arriéré de commandes significatif lié à la nature de nos activités. Les arriérés de commandes de WesternGeco, basées sur des contrats signés avec ses clients, s'élevaient à 0,9 milliard de dollars au 31 décembre 2010 (1,0 milliard de dollars au 31 décembre 2009).

Collaborateurs

Au 31 décembre 2010, Schlumberger comptait environ 108 000 collaborateurs.

Informations disponibles

Le site Internet de Schlumberger est accessible à l'adresse suivante : www.slb.com. Schlumberger utilise la page « Investor Relations » à l'adresse www.slb.com/ir, comme canal de diffusion régulier d'informations importantes, notamment de communiqués de presse, de présentations d'analystes, et d'informations financières. Via la page « Investor Relations » consultable à l'adresse www.slb.com/ir, Schlumberger assure un accès gratuit à ses rapports annuels sous la forme du rapport 10-K, à ses rapports trimestriels sous la forme du rapport 10-Q, à ses rapports périodiques sous la forme du rapport 8-K, à ses circulaires d'information (proxy statements) et aux Formulaires 3, 4 et 5 déposés au nom des administrateurs et dirigeants, ainsi qu'aux modifications apportées à ces rapports, dès que cela est matériellement et raisonnablement possible, après que ces documents ont été déposés à la Securities and Exchange Commission (SEC). Il est également possible de consulter ces rapports sur le site Internet de la SEC à l'adresse www.sec.gov.

Les documents Schlumberger relatifs à la gouvernance d'entreprise, notamment les Board Committee Charters (Chartes des Comités du Conseil d'administration), les Corporate Governance Guidelines (Principes directeurs pour la gouvernance d'entreprise) et le Code of Ethics (Code d'éthique), sont aussi consultables en anglais à l'adresse www.slb.com/ir. De temps à autre, la documentation relative à la gouvernance d'entreprise peut être mise à jour pour satisfaire aux règles émises par la SEC et par la Bourse de New York ou, le cas échéant, pour améliorer l'efficacité de la gouvernance de Schlumberger.

Tout actionnaire souhaitant recevoir gratuitement un exemplaire de tous les documents déposés par Schlumberger auprès de la SEC doit adresser une demande écrite au secrétaire du Conseil d'administration de Schlumberger Limited, 5599 San Felipe, 17th Floor, Houston, Texas 77056, États-Unis.

Schlumberger a déposé les certifications requises aux termes de la section 302 du Sarbanes-Oxley Act de 2002 sous la forme des pièces 31.1 et 31.2 jointes à la version américaine du rapport 10-K.

Les informations figurant sur notre site Internet ou tout autre site Internet ne sont pas incorporées par référence dans le présent rapport annuel et ne doivent pas être considérées comme faisant partie de ce rapport annuel ou de tout autre document déposé auprès de la SEC par Schlumberger.

Facteurs de risque

Les commentaires qui suivent contiennent des « déclarations prospectives » qui sont commentées juste après la section intitulée Informations quantitatives et qualitatives sur le risque de marché du présent rapport annuel. Ces facteurs de risque peuvent être importants pour la compréhension de toute déclaration figurant dans ce rapport ou ailleurs. Les informations qui suivent doivent être lues en liaison avec la section intitulée Commentaires et analyse de la situation financière et des résultats opérationnels, ainsi qu'avec les états financiers consolidés et les notes y afférentes figurant dans ce rapport.

Nous vous invitons instamment à prendre en considération les risques détaillés ci-dessous, ainsi que dans les autres rapports et documents que nous déposons auprès de la SEC, et dans les autres informations incorporées par référence dans le rapport 10-K. La survenance d'un des risques détaillés ci-dessous ou dans ce rapport annuel pourrait avoir un impact significatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats opérationnels, nos flux de trésorerie ou les perspectives de la Société. Dans ce cas, le cours de notre action ordinaire pourrait baisser et vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement. D'autres risques et incertitudes non connus à ce jour ou que nous jugeons à ce jour sans importance peuvent également avoir un impact défavorable significatif sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

Pour la majorité de nos services, la demande est tributaire des niveaux de dépenses du secteur pétrolier et gazier. Une baisse importante ou prolongée des prix du pétrole et du gaz pourrait provoquer une réduction de ces dépenses, ce qui pourrait avoir un impact défavorable significatif sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

La demande de la plupart de nos services est essentiellement fonction du niveau des dépenses consacrées par le secteur pétrolier et gazier à l'exploration, au développement et à la production des réserves de pétrole et de gaz naturel. Les niveaux de ces dépenses sont généralement tributaires de la façon dont l'industrie envisage l'évolution future des prix du pétrole et du gaz, et ils sont sensibles à la façon dont elle envisage aussi la croissance économique future et l'impact corollaire sur la demande de pétrole et de gaz. Le recul des prix du pétrole et du gaz, ainsi que l'anticipation de leur recul pourraient aussi entraîner des modifications, des retards ou des annulations de projets, des perturbations dans l'ensemble des activités, et des retards ou des défauts de paiement de montants qui nous sont dus, autant d'incidences qui pourraient avoir un impact défavorable significatif sur notre résultat et notre trésorerie.

Les prix du pétrole et du gaz naturel, qui ont toujours été volatils, pourraient être affectés par un certain nombre de facteurs, parmi lesquels :

- la demande d'hydrocarbures, fonction de l'accroissement de la population mondiale, des taux de croissance économique, et des conditions économiques et commerciales ;
- la capacité des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à fixer et à stabiliser les niveaux de production du pétrole ;
- la production de pétrole et de gaz par les pays non membres de l'OPEP ;
- le niveau des surcapacités de production ;
- les incertitudes politiques et économiques et les désordres sociopolitiques ;
- le niveau de l'activité mondiale d'exploration et de production pétrolière et gazière ;
- le coût de l'exploration, de la production et de la fourniture de pétrole et de gaz ;
- les progrès technologiques ayant une incidence sur la consommation d'énergie ;
- les conditions météorologiques.

L'industrie pétrolière et gazière a connu périodiquement par le passé des ralentissements d'activité qui se sont caractérisés par une réduction de la demande de services pétroliers et par une pression à la baisse sur les prix que nous pratiquons. Un ralentissement marqué de l'activité de l'industrie pourrait provoquer une baisse de la demande de services pétroliers et avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

Une part importante de notre chiffre d'affaires étant générée par nos activités en dehors des États-Unis, nous sommes exposés aux risques inhérents à chacun des quelque 80 pays dans lesquels nous exerçons nos activités.

Nos activités en dehors des États-Unis ont représenté environ 76 % de notre chiffre d'affaires consolidé en 2010, 84 % en 2009 et 78 % en 2008. Ces activités sont soumises à différents risques, parmi lesquels :

- l'instabilité politique et économique dans certaines régions ;
- le risque d'expropriation ou d'autres interventions des pouvoirs publics ;
- les troubles sociaux, les actes de terrorisme, les guerres ou autres conflits armés ;
- les régimes d'imposition confiscatoires et autres politiques fiscales défavorables ;
- la révocation de droits contractuels ;
- les restrictions commerciales ou les mesures d'embargo imposées par les États-Unis ou par des pays tiers ;
- les restrictions liées au Foreign Corrupt Practices Act (loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger) ou à des législations similaires dans d'autres pays ;
- les restrictions apportées au rapatriement de bénéfices ou de capitaux ;
- les contrôles des changes ;
- l'inflation ;
- les fluctuations des taux de change et les dévaluations.

En outre, nous sommes soumis aux risques associés à nos activités dans des pays comme l'Iran, la Syrie, le Soudan et Cuba qui font l'objet de sanctions économiques et commerciales imposées par les États-Unis, par d'autres États ou par des organisations internationales. Les autorités américaines ont engagé une procédure et conduisent actuellement l'enquête y afférente portant sur nos activités dans certains de ces pays. En outre, en 2009, avant sa fusion avec Schlumberger, Smith a reçu une assignation administrative à comparaître relative à ses pratiques commerciales passées dans certains pays qui font l'objet de sanctions économiques et commerciales de la part des États-Unis. Si l'un des risques précités se concrétisait, ou si une enquête gouvernementale débouchait sur des sanctions pénales ou civiles ou autres mesures correctives, il pourrait en résulter une baisse de nos résultats et de notre trésorerie disponible.

Nous sommes aussi soumis à des risques liés aux investissements dans nos actions ordinaires, du fait de la législation de certains États américains limitant les investissements ou les cessions qui s'applique aux sociétés exerçant leurs activités dans ces pays, ou du fait de limites que s'imposeraient des investisseurs privés, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur le cours de notre action ordinaire.

Notre fusion avec Smith continuera d'avoir un effet de dilution sur notre résultat par action à court terme, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur le cours de notre action ordinaire.

Notre fusion avec Smith continuera d'avoir un effet de dilution sur notre résultat par action à court terme. Des circonstances et des événements futurs pourraient réduire ou retarder toute relation, avoir un effet de dilution ou provoquer une dilution plus importante que celle actuellement prévue, notamment en cas d'évolution défavorable des :

- conditions du marché de l'énergie ;
- cours du pétrole, du gaz naturel et des liquides de gaz naturel ;
- niveaux de production ;
- niveaux des réserves ;
- résultats opérationnels ;
- conditions de concurrence ;
- lois et réglementations régissant le secteur de l'énergie ;
- obligations en matière de dépenses d'investissement ;
- conditions économiques générales.

Une dilution, ou une relation moindre ou retardée de notre résultat par action, pourrait faire baisser le cours de notre action ordinaire.

Nos activités pétrolières et gazières en eau profonde pourraient subir l'impact défavorable de l'accident de la plate-forme de forage *Deepwater Horizon* à l'origine d'un déversement de pétrole ; une modification des restrictions ou réglementations relatives au forage en eau profonde et leur application dans la zone américaine du golfe du Mexique et dans d'autres régions du monde pourraient avoir un effet défavorable sur nos activités et nos résultats opérationnels.

Le 20 avril 2010, un incendie et une explosion se sont produits à bord de la plate-forme semi-submersible *Deepwater Horizon*, détenue par Transocean Ltd. et exploitée sous contrat par une filiale de BP plc. À la suite de cet accident et du déversement de pétrole qui en est résulté, le Secrétaire du département de l'Intérieur des États-Unis a chargé le Bureau of Ocean Energy Management, Regulation and Enforcement (BOEMRE) de promulguer une suspension, jusqu'au 30 novembre 2010, des activités de forage faisant appel à certaines configurations et technologies de forage particulières. Malgré la levée de ce moratoire, avec effet immédiat, le 12 octobre 2010, nous ne pouvons pas prévoir avec certitude quand les opérations de forage reprendront véritablement au large de la côte américaine du golfe du Mexique. Le BOEMRE a également publié de nouveaux principes directeurs et réglementations en matière de sécurité, de questions environnementales, d'équipement de forage et de mise à l'arrêt, applicables au forage dans la zone américaine du golfe du Mexique, et il pourrait prendre des mesures supplémentaires susceptibles d'accroître les coûts d'exploration et de production, de réduire la zone d'opérations et d'entraîner des retards dans l'attribution des permis.

À l'heure actuelle, nous ne sommes pas en mesure de prédire avec certitude quel autre impact, à supposer qu'il y en ait, l'accident de la plate-forme *Deepwater Horizon* pourrait avoir sur la réglementation de l'activité d'exploration et de développement d'hydrocarbures, ou sur le coût ou l'offre d'assurances destinées à couvrir les risques inhérents à ces activités. Les effets en cours et les retards liés à la levée de la suspension des activités de forage dans la zone américaine du golfe du Mexique, ou l'entrée en vigueur de réglementations nouvelles ou plus strictes aux États-Unis et dans d'autres pays où nous exerçons nos activités, pourraient avoir un impact défavorable significatif sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

Les coûts et les passifs environnementaux pourraient réduire nos résultats et notre trésorerie disponible.

Nous sommes assujettis à des lois et réglementations de plus en plus strictes régissant l'importation et l'utilisation de matières dangereuses, de matières radioactives et d'explosifs, ainsi que la protection de l'environnement, notamment les lois et règlements régissant les émissions atmosphériques, les rejets dans le milieu aquatique et la gestion des déchets. Nous encourons et nous continuerons à encourir des coûts d'investissement et d'exploitation pour satisfaire aux lois et réglementations sur l'environnement. Les exigences techniques impliquées par ces lois et réglementations sont de plus en plus complexes, contraignantes et coûteuses à mettre en œuvre. Ces lois peuvent prévoir une responsabilité sans faute au titre des dommages causés aux ressources naturelles ou des menaces pour la santé et la sécurité publiques. La responsabilité sans faute peut rendre une partie responsable de dommages sans qu'elle ait commis de négligence ou de faute. Certaines législations environnementales prévoient une responsabilité sans faute et conjointe pour les mesures à prendre en cas de déversements ou de rejets de substances dangereuses.

Nous utilisons et produisons des substances et des déchets dangereux dans l'exercice de nos activités. En outre, bon nombre des biens que nous possédons ou avons possédés sont ou ont été utilisés à des fins industrielles. Dès lors, notre responsabilité pourrait être engagée de façon importante au titre d'investigations liées à des terrains contaminés et de leur réhabilitation, et nous pourrions faire l'objet de poursuites pour dommages corporels ou dégradation de biens provoqués par l'exposition à des substances dangereuses ou par le rejet de substances dangereuses. En outre, une application plus stricte des lois et réglementations existantes, l'adoption de nouvelles lois et réglementations, la découverte de contaminations jusque là ignorées, ou encore l'instauration d'obligations nouvelles ou plus contraignantes pourraient générer des coûts ou accroître les passifs, ce qui pourrait grever nos résultats et notre trésorerie disponible. À l'heure actuelle, nous estimons être en conformité avec les lois et les réglementations environnementales.

Nous pourrions être confrontés à des actions en responsabilité civile importantes qui pourraient avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et notre trésorerie.

Certains équipements utilisés pour la fourniture de services pétroliers, tels que les équipements de forage dirigé, les systèmes de perforation, l'équipement de complétion sous-marine, les matières radioactives et les explosifs ainsi que les systèmes de complétion des puits, sont mis en œuvre dans des environnements hostiles comme le sont ceux de l'exploration, du développement et de la production. Un accident ou la défaillance d'un produit pourrait entraîner des dommages corporels ou des accidents mortels, porter atteinte à des biens, à des équipements ou à l'environnement, et provoquer la suspension des activités. Notre couverture d'assurance pourrait ne pas être appropriée en cas de

responsabilité dans certains types d'événements, notamment des événements entraînant une pollution, ou en cas de pertes provoquées par une interruption d'activité. De surcroît, à l'avenir, il n'est pas certain que nous puissions maintenir le niveau de couverture de risques et les limites de garanties que nous estimons appropriés. La prise en charge par nos polices d'assurance d'actions en justice pourrait entraîner une hausse de nos primes. Tout dommage futur causé par nos produits, qui ne serait pas couvert par l'assurance, ou qui sortirait des limites de garanties fixées par nos polices, ou qui ferait l'objet de franchises importantes, serait susceptible d'avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

Si nous n'étions pas en mesure de conserver la supériorité technologique de nos services et de nos produits, nos atouts concurrentiels pourraient en être affectés.

Si nous n'étions pas en mesure de développer et de produire des technologies compétitives, ou de les fournir à nos clients sous forme de services et de produits à des coûts compétitifs et en temps utile dans les différents marchés que nous desservons, notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie pourraient en être affectés.

Des restrictions de notre capacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle, notamment nos secrets des affaires, pourraient être à l'origine d'un manque à gagner et affecter nos atouts concurrentiels.

Certains de nos produits ou de nos services, ainsi que les processus que nous mettons en œuvre pour les produire ou les fournir, sont protégés par des brevets, sont en attente de brevets, ou constituent des secrets d'affaires. Nos activités pourraient être affectées si nous ne pouvions pas faire respecter nos brevets, ou si les droits couverts par nos brevets ne suffisaient pas pour protéger nos technologies, ou si nos demandes de brevets étaient rejetées, ou si nos secrets des affaires n'étaient pas protégés correctement. Nos concurrents pourraient être en mesure de développer de façon indépendante des technologies similaires aux nôtres sans enfreindre nos brevets ou sans avoir accès à nos secrets des affaires.

Nous pourrions être en litige avec un tiers qui prétendrait que nous avons porté atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

Les outils, les techniques, les méthodologies, les programmes et les composants que nous mettons en œuvre pour fournir nos services pourraient porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers. Les actions pour violation des droits entraînent généralement des frais importants, notamment juridiques, et peuvent détourner la direction de la gestion de nos activités constituant notre cœur de métier. Le paiement de redevances pour des licences octroyées par des tiers pourrait, le cas échéant, augmenter nos charges. L'absence de licence pourrait nous empêcher de continuer à fournir un service ou un produit et, par conséquent, avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats et nos flux de trésorerie. En outre, la mise au point de technologies ne portant pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle augmenterait nos charges.

L'impossibilité de recruter et de fidéliser du personnel technique qualifié pourrait freiner nos activités.

Nous avons besoin de personnel hautement qualifié pour assurer les services techniques et l'assistance opérationnelle nécessaires à nos activités. La concurrence en matière de recrutement s'intensifie avec l'accroissement de l'activité. En période de forte demande, il peut devenir plus difficile de recruter et de fidéliser des collaborateurs qualifiés. Cette situation pourrait augmenter nos charges ou avoir d'autres impacts défavorables sur nos activités.

De mauvaises conditions météorologiques pourraient affecter nos activités.

De mauvaises conditions météorologiques dans les zones où nous opérons pourraient affecter de façon significative nos activités. Elles pourraient nécessiter l'évacuation du personnel et l'interruption des services. De surcroît, si des intempéries graves affectaient des plates-formes ou des structures, il pourrait en résulter une suspension des activités jusqu'à ce que les plates-formes ou les structures soient réparées. Tous ces aléas pourraient avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie.

La demande de nos produits et services pourrait être réduite ou supprimée par une réglementation gouvernementale ou une modification de la législation.

Au niveau international, national et infranational, les autorités et organismes publics évaluent et promulguent actuellement des législations et réglementations relatives au climat, qui sont axées sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Aux États-Unis, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a pris des mesures rendant obligatoires le suivi et

la déclaration des émissions de GES et désignant les GES comme polluants aux termes de la loi sur la pureté de l'air (Clean Air Act – CAA). La règle de l'EPA relative à la déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre a instauré un dispositif réglementaire complet rendant obligatoires le suivi et la déclaration des émissions de GES à compter de 2010. De plus, l'EPA a récemment proposé des règles supplémentaires en matière de déclaration des émissions de GES visant spécifiquement l'industrie pétrolière et gazière. L'EPA a également rendu un avis définitif intitulé « Endangerment Finding » concluant que les GES dans l'atmosphère mettent en danger la santé et le bien-être publics et que les GES émis par des sources mobiles sont à l'origine de l'effet de serre ou y contribuent. À la suite de la publication de cet avis, l'EPA a promulgué le 1^{er} avril 2010 des normes définitives relatives aux émissions automobiles de GES. L'EPA a affirmé que ces normes définitives relatives aux émissions automobiles de GES entraîneront de nouvelles obligations en matière de permis de construction et d'exploitation pour les sources fixes. En outre, la législation relative au changement climatique n'a pas encore fait l'objet d'une décision au Congrès américain. Cette situation pourrait restreindre la production et la demande de combustibles fossiles comme le pétrole et le gaz dans des régions du monde où nos clients opèrent, et elle pourrait donc avoir un impact défavorable sur la demande future de nos services, ce qui pourrait aussi affecter nos résultats opérationnels futurs. De surcroît, la législation relative à la réduction des gaz à effet de serre pourrait avoir un impact défavorable sur nos activités, notamment augmenter les coûts liés aux émissions de carbone. Parmi les activités plus fortement émettrices de carbone figurent entre autres les transports, y compris maritimes, la production de ciment (par des tiers), et la production d'électricité (par des tiers). Enfin, nos activités pourraient être affectées par des transformations du milieu physique liées au changement climatique ou des modifications des conditions météorologiques qui pourraient être à l'origine de dommages à nos actifs physiques ou de la perte de ces actifs, avoir des impacts sur notre capacité à conduire nos activités et/ou perturber les activités de nos clients.

Le Congrès américain pourrait introduire une législation autorisant l'EPA à réglementer la fracturation hydraulique. Par ailleurs, plusieurs États évaluent actuellement l'adoption d'une législation ou de réglementations régissant également la fracturation hydraulique. Ce type de législation ou de réglementations pourrait réduire la demande de services de pompage haute pression. Si des lois ou des réglementations fédérales et/ou des États entrent en vigueur, elles pourraient avoir un impact défavorable sur notre situation financière, nos résultats opérationnels et nos flux de trésorerie. Nous ne sommes pas en mesure de prédire si les législations et réglementations proposées ou toute autre proposition seront finalement appliquées.

Résultats financiers

Commentaires et analyse de la situation financière et des résultats opérationnels

Les commentaires et l'analyse qui suivent contiennent des déclarations prospectives qui se rapportent, sans caractère limitatif, à nos plans, stratégies, objectifs, prévisions, intentions et ressources. Ces déclarations prospectives doivent être lues en liaison avec les informations figurant à la section Facteurs de risque de ce rapport annuel.

Synthèse

Après deux années consécutives de baisse de la demande de pétrole en 2008 et 2009, provoquée par la récession économique mondiale, 2010 a été marquée par une forte reprise. La consommation, qui a enregistré un record historique en décembre avec plus de 89 millions de barils par jour, s'est élevée en moyenne à 87,7 millions de barils par jour, ce qui constitue la deuxième plus forte augmentation annuelle en trois décennies. Le prix du pétrole s'est maintenu dans une fourchette comprise entre 65 et 85 dollars le baril pendant une grande partie de 2010, avec une pointe au-delà des 90 dollars en fin d'année. Selon les principales prévisions publiées au cours de 2010, la demande allait continuer à augmenter sous l'effet de l'amélioration des perspectives économiques, en particulier dans les économies en développement. Du côté de l'offre, le respect des quotas de production par les pays de l'OPEP a contribué à maintenir l'équilibre du marché, même si ces pays ont fait de moins en moins preuve de retenue à mesure que l'année s'avance. La solidité de la production non OPEP, l'accroissement des nouveaux projets mis en œuvre après la diminution des investissements intervenue en 2009, et la baisse des coûts de production ont concouru à apporter un surcroît d'assurance aux marchés.

Les marchés du gaz naturel se sont comportés différemment. La baisse de la demande de gaz durant la récession, l'augmentation de la production de gaz non conventionnel en Amérique du Nord, et la mise en service de plusieurs grandes installations d'exportation de gaz naturel liquéfié dans le monde sont trois facteurs qui se sont conjugués pour créer une situation d'offre excédentaire et faire pression sur les prix spot. Aux États-Unis, premier marché mondial du gaz naturel, le niveau des stocks de gaz naturel se maintient nettement au-dessus de la moyenne quinquennale depuis mars 2010, en dépit d'une réduction des importations de gaz canadien et d'un certain degré de substitution entre sources d'énergie avec le remplacement du charbon par le gaz pour la production d'électricité. Comme d'après les prévisions de l'Energy Information Agency pour 2011, le prix du gaz naturel devrait connaître une baisse de près d'un tiers par rapport aux prévisions du début de l'année, une part croissante des activités de forage et de complétion en Amérique du Nord s'est portée sur les réservoirs de schistes riches en gaz liquides à condensat.

Dans ces conditions de marché, le chiffre d'affaires de 2010 de Services pétroliers Schlumberger a progressé de 8 % par rapport à 2009, pour s'établir à 22,08 milliards de dollars, grâce à la reprise sur le marché du gaz naturel de l'Amérique du Nord, liée à l'augmentation de la demande et à la hausse des prix des services de pompage haute pression. Ce secteur géographique a aussi bénéficié d'un accroissement de l'activité sur les gisements d'hydrocarbures liquides dans plusieurs bassins. Dans le golfe du Mexique, le tragique incident du puits Macondo au large de la côte américaine a porté un coup sévère aux activités de forage en eau profonde, suite à leur interruption aux États-Unis, mais aussi à leur ralentissement dans d'autres régions du monde, qui s'est cependant atténué au cours du quatrième trimestre. Dans la région Moyen-Orient et Asie, le chiffre d'affaires a progressé de 7 % sous l'effet de plusieurs facteurs, dont l'accroissement des activités de logging et le développement des projets IPM. En Amérique latine, le chiffre d'affaires a augmenté de 2 %, la croissance rapide enregistrée au Brésil compensant le fléchissement d'activité au Mexique où les opérations ont subi l'incidence des mauvaises conditions météorologiques, de la montée des préoccupations de sécurité, et de la réduction des budgets des clients. En Europe/CEI/Afrique, le chiffre d'affaires a reculé de 4 % par rapport à 2009. Parmi les Technologies, Services pour les puits est celle qui a le plus fortement contribué à la croissance, en termes de volume et de prix, aidée par l'acquisition de Geoservices.

Les résultats ont été étayés non seulement par l'accroissement de l'activité mais aussi par la poursuite de la pénétration des marchés par les services mettant en œuvre de nouvelles technologies, tels que Scope*, services avancés de mesures de logging en cours de forage, Scanner*, services de technologies de logging, et ACTive*, services de coiled tubing. Les services Scanner ont été stimulés par la commercialisation du dernier membre de la famille, Dielectric Scanner*, qui a été présenté pendant l'année. Sans équivalent dans l'industrie, ce service, qui permet de mesurer la saturation dans différents types de réservoirs, a été mis en œuvre en Arabie Saoudite dans le cadre d'un projet pilote de deux ans, axé sur la surveillance des réservoirs, au cours duquel 35 diagraphies ont été réalisées sur divers

gisements, à terre et en mer, en vue d'évaluer l'efficacité de balayage obtenue par injection d'eau et l'aide apportée par cette technique à la planification du développement de gisements.

Les services ACTIVE de coiled tubing en temps réel, destinés à la production des réservoirs, enregistrent également une progression, en particulier grâce à Flow Scanner*, technologie de logging de production, et à la fibre optique qui transmet les mesures de la température et de la pression recueillies en continu tout au long du trou de forage. Le développement de ce type de technologies intégrées ouvre des perspectives de croissance prometteuses pour tout le portefeuille de technologies de Schlumberger, en particulier pour les puits horizontaux et les puits à long départ.

Toutefois, ce sont les services de forage qui ont très tôt mis en évidence les opportunités créées par les acquisitions de Geoservices et de Smith International annoncées au premier trimestre. Parmi les succès de Forage figure la réalisation d'un projet d'exploration de trois puits dans une zone reculée au large du Groenland, qui a mis en œuvre les technologies de Schlumberger, associées aux produits et services de Smith et de M-I SWACO et aux services de diagraphie des boues de Geoservices. Au Brésil, cette même complémentarité des services a permis d'accélérer sensiblement le taux de pénétration, tout en réalisant la totalité des objectifs du forage dirigé. En l'occurrence, la configuration intégrée de l'assemblage de fond a démontré à quel point l'optimisation technologique peut améliorer les performances du secteur très coûteux du forage en eau profonde. Une troisième opération de ce type au large de l'Indonésie a apporté une preuve supplémentaire de la valeur ajoutée des assemblages de fond intégrés.

Le chiffre d'affaires de WesternGeco, de 1,99 milliard de dollars en 2010, a reculé de 6 % par rapport à 2009, en raison surtout d'une baisse de l'activité de Sismique marine et d'une réduction des tarifs. L'activité de Sismique terrestre a également diminué, mais les fortes ventes de données multiclients, en particulier au quatrième trimestre, ont permis de compenser en partie ces effets. La nouvelle technologie sismique a enregistré des succès importants à la suite de la pénétration de Coil Shooting, technique d'acquisition circulaire qui assure une couverture azimutale complète à partir d'un seul navire, dans plusieurs grands gisements sous-marins du monde. Cette technique Schlumberger sans équivalent améliore la connaissance des formations présalifères, infrasalifères et infrabasaltiques complexes dans différents environnements.

L'intégration de Geoservices et de Smith International s'est déroulée sans difficultés pendant l'année. La complémentarité de nombre de lignes de produits et de services concernés a favorisé le processus, car le réseau des équipes d'intégration et des coordinateurs régionaux a pu rapidement identifier des possibilités de synergies en termes de chiffre d'affaires et de coûts, qui ont contribué aux résultats en 2010 et sont de bon augure pour 2011. Les résultats 2010 de Schlumberger intègrent, sur une période de quatre mois, les activités de Smith acquises qui ont contribué au chiffre d'affaires à hauteur de 3,30 milliards de dollars.

De même, Schlumberger a signé une lettre d'intention avec Eurasia pour des échanges d'actifs en Russie, en vue de constituer une masse critique de services de forage. Aux termes de cet accord, Eurasia acquerra un certain nombre d'appareils de forage dont Schlumberger est propriétaire, tandis que Schlumberger acquerra une gamme d'actifs de services d'Eurasia liés notamment au forage dirigé, aux mesures en cours de forage, à la cimentation des puits et aux fluides de forage. En outre, les deux sociétés ont convenu, une fois la transaction achevée, de conclure une alliance stratégique par laquelle Schlumberger deviendra le fournisseur privilégié d'Eurasia Drilling en matière de services de forage pour 200 appareils sur une période de cinq ans. Cet accord non seulement élargit le marché de nos services au parc d'appareils de la première société russe de forage, mais il nous encourage aussi à développer pour l'assemblage de fond des technologies spécialement adaptées, afin de faire face à l'intensification des activités de forage pour soutenir la production d'hydrocarbures en Russie.

Il y a deux ans, nous avons lancé un programme au service de l'excellence opérationnelle intitulé *Excellence in Execution*. Il a pour objectif de modifier radicalement notre approche de la qualité et de l'efficacité de nos services et, pour ce qui est de l'eau profonde, de permettre aux clients de réduire les risques et les coûts liés à leurs opérations dans cet environnement. Outre l'amélioration des équipements et des procédures, ce programme assure la certification des compétences de tous les personnels participant à ces opérations en eau profonde. Nous avons été encouragés par les premiers résultats de cette initiative pluriannuelle, ainsi que par l'accueil favorable que lui ont réservé nos clients. L'augmentation des coûts, qu'imposera sans aucun doute ce surcroît de contrôle et de surveillance, sera compensée à long terme par les améliorations apportées aux technologies et procédures d'exploitation. Par conséquent, nous nous félicitons des efforts actuellement menés pour affiner la compréhension et la maîtrise des risques associés aux opérations en eau profonde.

Pour 2011, les prévisions économiques relatives à la croissance du PIB réel mondial convergent vers une estimation médiane de 4,2 %, légèrement inférieure au niveau de 2010, mais elles s'accompagnent encore d'un niveau élevé d'incertitude. Un écart considérable existe entre le taux de croissance du PIB des pays de l'Organisation de coopération

et de développement économiques (OCDE) et celui des pays hors zone OCDE, notamment la Chine et les autres économies en développement d'Asie. Toutefois, il existe un accord remarquable entre les différentes prévisions concernant la demande de pétrole pour 2011, qui toutes la situent autour de 1,4 million de barils par jour.

S'agissant des perspectives pour 2011, nous devons donc garder à l'esprit que la demande de pétrole et de gaz a toujours constitué et restera le principal moteur de nos activités. Les cours du pétrole ont évolué vers une fourchette qui encouragera une augmentation des investissements, en particulier dans l'exploration, ces derniers demeurant le facteur décisif dans le budget des opérateurs. Si nous n'anticipons pas de véritable reprise des activités en eau profonde dans la partie américaine du golfe du Mexique, nous prévoyons en revanche une hausse marquée de ces activités dans le reste du monde. Ces facteurs, conjugués à l'intensification des activités de développement et à l'amélioration de la production dans beaucoup d'autres régions, sont annonciateurs d'une hausse des taux de croissance au fil de l'année.

Concernant le gaz naturel, l'activité aux États-Unis devrait rester forte – tout au moins durant le premier semestre de l'année – du fait des engagements au titre des contrats d'exploitation, des commandes relatives à la complétion des puits, et de la contribution économique des liquides de gaz naturel à un projet donné. Toutefois, à un certain moment de l'année, l'accroissement des capacités de services devrait avoir un effet négatif sur les prix.

En dehors de l'Amérique du Nord, et en particulier au Moyen-Orient, l'activité gazière sera tributaire de la capacité de nombreux pays à substituer le gaz au pétrole pour répondre à l'augmentation de la demande d'énergie locale et disposer ainsi d'un volume plus important de pétrole pour l'exportation. Dans les autres régions, un bon niveau d'activité sera maintenu du fait des longs délais nécessaires à l'exécution des grands projets d'exportation de GNL.

Les ressources de gaz non conventionnel continueront de susciter un vif intérêt en dehors de l'Amérique du Nord. L'activité restera dominée par les réservoirs gaziers ultra-compacts et les gisements de gaz de charbon. Dans de nombreuses régions du monde, le potentiel des gaz de schiste sera aussi la cible d'activités d'exploration.

2011 sera une année plus vigoureuse pour Schlumberger, grâce à l'intensification de l'activité, conjuguée à une augmentation des besoins en technologie d'exploration, des dépenses consacrées aux opérations en eau profonde, et des activités liées aux réservoirs gaziers ultra-compacts, en particulier en dehors de l'Amérique du Nord. Dans ce contexte et face aux enjeux que représentent la réduction des risques et la minimisation des coûts de forage, les acquisitions de Geoservices et de Smith constituent des atouts majeurs pour notre croissance future.

Les commentaires et l'analyse des résultats financiers qui suivent doivent être lus conjointement avec les *États financiers consolidés*.

Résultats 2010

(en millions de dollars)

	2010		2009	
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts
SERVICES PÉTROLIERS				
Amérique du Nord	\$ 5 010	\$ 802	\$ 3 707	\$ 216
Amérique latine	4 321	723	4 225	753
Europe/CEI/Afrique	6 882	1 269	7 150	1 707
Moyen-Orient et Asie	5 586	1 696	5 234	1 693
Éliminations/Autres	280	(15)	202	(43)
	<u>22 079</u>	<u>4 475</u>	<u>20 518</u>	<u>4 326</u>
WESTERNGECO	1 987	267	2 122	326
M-I SWACO⁽¹⁾	1 568	197		
SMITH OILFIELD⁽¹⁾	957	132		
DISTRIBUTION⁽¹⁾	774	29		
Éléments non affectés à un secteur ⁽²⁾	82	(405)	62	(344)
Produits d'intérêt ⁽³⁾		43		52
Charges d'intérêt ⁽⁴⁾		(202)		(188)
Charges et crédits ⁽⁵⁾		620		(238)
	<u>\$ 27 447</u>	<u>\$ 5 156</u>	<u>\$ 22 702</u>	<u>\$ 3 934</u>

- (1) 2010 inclut quatre mois d'activité post fusion par suite de la transaction avec Smith, le 27 août 2010. Voir la Note 4 des *États financiers consolidés* pour de plus amples informations.
- (2) Comprennent principalement des frais de siège non affectés à un secteur, les intérêts sur les avantages médicaux postérieurs à l'emploi, les coûts liés aux paiements fondés sur des actions, la charge d'amortissement associée aux immobilisations incorporelles comptabilisées en conséquence de la fusion avec Smith, et certaines autres charges non opérationnelles.
- (3) Ne comprennent pas les produits d'intérêt inclus dans les résultats des secteurs (2010 – 7 millions de dollars ; 2009 – 10 millions de dollars).
- (4) Ne comprennent pas les charges d'intérêt incluses dans les résultats des secteurs (2010 – 5 millions de dollars ; 2009 – 33 millions de dollars).
- (5) Les charges et les crédits sont plus amplement analysés à la Note 3 des *États financiers consolidés*.

(en millions de dollars)

	Quatrième trimestre 2010		Troisième trimestre 2010	
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts
SERVICES PÉTROLIERS				
Amérique du Nord	\$ 1 604	\$ 385	\$ 1 259	\$ 219
Amérique latine	1 050	174	1 071	159
Europe/CEI/Afrique	1 783	339	1 734	317
Moyen-Orient et Asie	1 491	434	1 402	425
Éliminations/Autres	81	(1)	71	(18)
	6 009	1 331	5 537	1 102
WESTERNGECO	560	113	478	40
M-I SWACO ⁽¹⁾	1 185	149	383	48
SMITH OILFIELD ⁽¹⁾	729	106	228	27
DISTRIBUTION ⁽¹⁾	576	21	199	9
	9 059	1 720	6 825	1 226
Éléments non affectés à un secteur ⁽²⁾	8	(156)	20	(81)
Produits d'intérêt ⁽³⁾		9		10
Charges d'intérêt ⁽⁴⁾		(58)		(51)
Charges et crédits ⁽⁵⁾		(180)		836
	\$ 9 067	\$ 1 335	\$ 6 845	\$ 1 940

- (1) Le troisième trimestre de 2010 inclut un mois d'activité post fusion par suite de la transaction avec Smith, le 27 août 2010. Voir la Note 4 des *États financiers consolidés* pour de plus amples informations.
- (2) Comprennent principalement des frais de siège non affectés à un secteur, les intérêts sur les avantages médicaux postérieurs à l'emploi, les coûts liés aux paiements fondés sur des actions, la charge d'amortissement associée aux immobilisations incorporelles comptabilisées en conséquence de la fusion avec Smith, et certaines autres charges non opérationnelles.
- (3) Ne comprennent pas les produits d'intérêt inclus dans les résultats des secteurs (quatrième trimestre 2010 – 1 million de dollars ; troisième trimestre 2010 – 2 millions de dollars).
- (4) Ne comprennent pas les charges d'intérêt incluses dans les résultats des secteurs (quatrième trimestre 2010 – 2 millions de dollars ; troisième trimestre 2010 – 0 dollar).
- (5) Les charges et les crédits sont plus amplement analysés à la Note 3 des *États financiers consolidés*.

Services pétroliers

Le chiffre d'affaires 2010, de 22,08 milliards de dollars, a progressé de 8 % par rapport à 2009. La plus forte progression a été enregistrée en Amérique du Nord sous l'effet d'une hausse de l'activité et des prix des technologies de Services pour les puits dans le GeoMarket à terre aux États-Unis, en partie neutralisée toutefois par une réduction de l'activité dans le GeoMarket Côte américaine du golfe du Mexique. En Amérique latine, le chiffre d'affaires a augmenté en raison d'une forte activité dans les GeoMarkets Brésil et Pérou/Équateur/Colombie, dont l'impact a été toutefois en partie atténué par une réduction de l'activité d'IPM, due aux contraintes budgétaires des clients dans le GeoMarket Mexique/Amérique centrale. Dans le secteur géographique Moyen-Orient et Asie, le chiffre d'affaires est en hausse grâce à un accroissement de l'activité de forage dans les GeoMarkets Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée, Chine/Japon/Corée et Asie de l'Est, ainsi qu'à un accroissement de l'activité d'IPM et à une forte demande de technologies de Services pour les puits dans les GeoMarkets du Moyen-Orient. L'intégration de Geoservices a aussi contribué à la progression du chiffre d'affaires. Toutes ces augmentations ont été en partie neutralisées par une baisse du chiffre d'affaires du secteur Europe/CEI/Afrique dans lequel

l'accroissement de l'activité en Russie a été annulé par le recul de l'activité dans les GeoMarkets Afrique du Nord, Libye, Caspienne et Europe continentale et la baisse générale des prix dans l'ensemble du secteur géographique.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 82 points de base en glissement annuel pour s'établir à 20,3 % car l'amélioration importante des performances en Amérique du Nord n'a pas été suffisante pour compenser le recul de l'activité et la baisse des prix dans le secteur Europe/CEI/Afrique, ainsi que le repli de l'activité d'IPM en Amérique latine.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 5,01 milliards de dollars marque une hausse de 35 % par rapport à l'année dernière, due principalement à une intensification de l'activité liée aux réservoirs de pétrole et de gaz non conventionnels, à une amélioration des prix dans le GeoMarket à terre aux États-Unis pour les technologies de Services pour les puits, et à un accroissement de l'activité dans les bassins pétrolifères du Canada. Ces progressions ont été en partie neutralisées par une baisse du chiffre d'affaires dans le GeoMarket Côte américaine du golfe du Mexique car le moratoire de six mois sur le forage en mer et la persistance de l'incertitude concernant les règles d'exploitation se sont traduits par l'arrêt des activités de forage en eau profonde.

La marge opérationnelle avant impôts a augmenté de 10 points de pourcentage en glissement annuel pour s'établir à 16,0 %, en raison surtout de l'accroissement de l'activité et de l'amélioration des prix dans le GeoMarket à terre aux États-Unis, qui ont été en partie neutralisés par le ralentissement de l'activité dans le GeoMarket Côte américaine du golfe du Mexique.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 4,32 milliards de dollars a augmenté de 2 % par rapport à l'année dernière. La progression la plus forte a été enregistrée dans le GeoMarket Brésil où l'intensification de l'activité en mer a provoqué une augmentation de la demande de technologies de Logging et de Forage et mesures. Le chiffre d'affaires a également enregistré une hausse importante dans le GeoMarket Pérou/Équateur/Colombie, en raison d'une forte activité d'IPM et d'un accroissement des ventes des systèmes de Production assistée. L'intégration de Geoservices a aussi contribué à la progression. Ces augmentations ont été en partie neutralisées par une baisse du chiffre d'affaires dans le GeoMarket Mexique/Amérique centrale, les contraintes budgétaires des clients ayant réduit l'activité d'IPM.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 110 points de base en glissement annuel pour s'établir à 16,7 %, principalement du fait de la baisse de l'activité dans le GeoMarket Mexique/Amérique centrale, qui a été en partie compensée par une réduction des coûts dans le GeoMarket Venezuela/Trinité-et-Tobago.

Europe/CEI/Afrique

Le chiffre d'affaires de 6,88 milliards de dollars a diminué de 4 % par rapport à la même période de l'année dernière. Ce repli est imputable pour l'essentiel à la baisse des prix dans une grande partie de ce secteur géographique et à une réduction de l'activité dans les GeoMarkets Afrique du Nord, Libye, Caspienne et Europe continentale. Ces reculs ont été en partie compensés par des progressions en Russie, dues à un accroissement de l'activité d'IPM. L'intégration de Geoservices a aussi contribué au chiffre d'affaires du secteur.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 543 points de base en glissement annuel pour s'établir à 18,4 %, principalement du fait d'une baisse générale de l'activité et d'une réduction des prix.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 5,59 milliards de dollars est en hausse de 7 % par rapport à l'année dernière, en raison surtout d'une forte activité de forage en Asie, en particulier dans les GeoMarkets Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée, Chine/Japon/Corée et Asie de l'Est, ainsi que d'un accroissement de l'activité d'IPM et d'une forte demande de technologies de Services pour les puits dans les GeoMarkets du Moyen-Orient. L'intégration de Geoservices a aussi contribué à la progression du chiffre d'affaires de ce secteur géographique.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 199 points de base en glissement annuel pour s'établir à 30,4 %, principalement du fait d'une baisse des prix dans l'ensemble du secteur.

WesternGeco

Le chiffre d'affaires 2010, de 1,99 milliard de dollars, accuse un recul de 6 % par rapport à l'année dernière, en raison surtout d'une baisse de l'activité et des prix de Sismique marine. Ce recul a été en partie compensé par une augmentation du chiffre d'affaires de Services multiclients résultant de l'accroissement de l'activité d'acquisition de données sismiques et des ventes de campagnes de sismique à couverture azimutale complète dans le GeoMarket Côte américaine du golfe du Mexique.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 194 points de base en glissement annuel pour s'établir à 13,4 %, sous l'effet d'une baisse des prix et de l'activité de Sismique marine et d'une réduction de la rentabilité de Sismique terrestre et de Traitement des données. Ces reculs ont été en partie compensés par une amélioration des marges de Services multiclients due à une activité accrue.

Résultats 2009

(en millions de dollars)

	2009		2008	
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts
SERVICES PÉTROLIERS				
Amérique du Nord	\$ 3 707	\$ 216	\$ 5 914	\$ 1 371
Amérique latine	4 225	753	4 230	858
Europe/CEI/Afrique	7 150	1 707	8 180	2 244
Moyen-Orient et Asie	5 234	1 693	5 724	2 005
Éliminations/Autres	202	(43)	234	27
	<u>20 518</u>	<u>4 326</u>	<u>24 282</u>	<u>6 505</u>
WESTERNGECO				
Éléments non affectés à un secteur ⁽¹⁾	2 122	326	2 838	836
Produits d'intérêt ⁽²⁾	62	(344)	43	(268)
Charges d'intérêt ⁽³⁾		52		112
Charges et crédits ⁽⁴⁾		(188)		(217)
		(238)		(116)
	<u>\$ 22 702</u>	<u>\$ 3 934</u>	<u>\$ 27 163</u>	<u>\$ 6 852</u>

(1) Comprennent principalement des frais de siège non affectés à un secteur, les intérêts sur les avantages médicaux postérieurs à l'emploi, les coûts liés aux paiements fondés sur des actions, et certaines autres charges non opérationnelles.

(2) Ne comprennent pas les produits d'intérêt inclus dans les résultats des secteurs (2009 – 10 millions de dollars ; 2008 – 7 millions de dollars).

(3) Ne comprennent pas les charges d'intérêt incluses dans les résultats des secteurs (2009 – 33 millions de dollars ; 2008 – 30 millions de dollars).

(4) Les charges et les crédits sont plus amplement analysés à la Note 3 des *États financiers consolidés*.

Services pétroliers

Le chiffre d'affaires 2009, de 20,52 milliards de dollars, a baissé de 16 % par rapport à 2008. En Amérique du Nord, la baisse des prix du gaz naturel et les fondamentaux défavorables du marché ont provoqué un recul de 37 % du chiffre d'affaires, surtout dans le GeoMarket à terre aux États-Unis et dans le GeoMarket Canada. En Europe/CEI/Afrique, le chiffre d'affaires accuse un repli de 13 % dû principalement à un affaiblissement de plusieurs devises locales face au dollar et à une réduction de l'activité dans les GeoMarkets Russie, Mer du Nord, Afrique de l'Ouest et du Sud, et Caspienne, ainsi que chez Framo. Toutefois, ce recul a été compensé en partie par une activité accrue dans le GeoMarket Afrique du Nord. Dans le secteur géographique Moyen-Orient et Asie, le chiffre d'affaires est en repli de 9 % du fait surtout de baisses d'activité dans les GeoMarkets Asie de l'Est, Méditerranée orientale, Arabie, et Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Amérique latine, le chiffre d'affaires n'est que légèrement inférieur à celui de 2008 car l'intensification de l'activité dans les GeoMarkets Mexique/Amérique centrale et Brésil a presque compensé l'affaiblissement des devises locales face au dollar et le recul marqué de l'activité dans les GeoMarkets Venezuela/Trinité-et-Tobago et Pérou/Colombie/Équateur. L'affaiblissement des devises locales par rapport au dollar a réduit d'environ 4 % le chiffre d'affaires de 2009. Dans l'ensemble des secteurs géographiques, toutes les Technologies accusent un recul de leur chiffre d'affaires à l'exception de Services d'essais. L'activité IPM a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires par rapport à 2008.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 5,7 points de pourcentage en 2009 pour s'établir à 21,1 %, du fait d'une réduction notable de l'activité et des pressions exercées sur les prix dans tous les secteurs géographiques, mais surtout en Amérique du Nord.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 3,71 milliards de dollars a diminué de 37 % par rapport à l'année dernière, des reculs étant observés dans l'ensemble du secteur géographique. Les plus fortes baisses ont été enregistrées dans le GeoMarket à terre aux États-Unis et dans le GeoMarket Canada, où les prix du gaz naturel ont provoqué un fort repli de l'activité avec, pour conséquence, des pressions sur la tarification. Dans le GeoMarket Canada, le chiffre d'affaires a aussi baissé en raison de l'affaiblissement du dollar canadien face au dollar américain. Dans le GeoMarket Côte américaine du golfe du Mexique, le chiffre d'affaires a été très affecté par le ralentissement de l'activité de forage du plateau continental et par de fortes pressions sur les prix.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 17,3 points de pourcentage pour s'établir à 5,8 %, sous l'effet d'un recul important de l'activité dans l'ensemble du secteur géographique, associé à une forte érosion des prix.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 4,22 milliards de dollars n'est que légèrement inférieur à celui de 2008. L'affaiblissement des devises locales par rapport au dollar a réduit d'environ 3 % le chiffre d'affaires de 2009. En outre, le chiffre d'affaires du GeoMarket Venezuela/Trinité-et-Tobago a reculé en raison de la forte réduction des dépenses des clients, et le chiffre d'affaires du GeoMarket Pérou/Colombie/Équateur a diminué par suite d'une réduction de la part des gains attribuables aux projets IPM. Ces baisses ont été compensées pour la plupart par une intensification de l'activité IPM dans le GeoMarket Mexique/Amérique centrale et par un accroissement des activités en mer au Brésil.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 245 points de base pour s'établir à 17,8 %, surtout du fait du fort ralentissement de l'activité dans le GeoMarket Venezuela/Trinité-et-Tobago et d'une réduction des gains dans le GeoMarket Pérou/Colombie/Équateur.

Europe/CEI/Afrique

Le chiffre d'affaires de 7,15 milliards de dollars accuse un repli de 13 % dû principalement à un affaiblissement de plusieurs devises face au dollar, qui a produit une diminution d'environ 7 % du chiffre d'affaires. De surcroît, le chiffre d'affaires a subi l'impact négatif d'une réduction des dépenses des clients, qui s'est traduite par une chute marquée de l'activité et par une érosion des prix dans les GeoMarkets Russie et Mer du Nord. Dans les GeoMarkets Afrique de l'Ouest et du Sud, et Caspienne, ainsi que chez Framo, le chiffre d'affaires a aussi subi l'impact négatif d'une baisse d'activité. Toutefois, ces reculs ont été compensés en partie par une hausse du chiffre d'affaires dans le GeoMarket Afrique du Nord, grâce à des ventes importantes de produits de Services d'essais.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 357 points de base pour s'établir à 23,9 %, sous l'effet conjugué d'une baisse générale de l'activité et de fortes pressions sur les prix dans l'ensemble du secteur géographique.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 5,23 milliards de dollars est en baisse de 9 % par rapport à 2008. Il accuse un recul dans la plus grande partie du Moyen-Orient, en particulier dans les GeoMarkets Méditerranée orientale et Arabie, du fait d'une réduction de la demande de technologies de Forage et mesures, de Logging et de Services d'essais. Le chiffre d'affaires est aussi en repli en Asie, principalement en raison d'une diminution de l'activité d'exploration en mer, qui a été particulièrement importante dans les GeoMarkets Asie de l'Est et Australie/Papouasie-Nouvelle-Guinée et qui s'est traduite par une baisse de la demande des technologies de Services d'essais et de Logging ainsi que des produits de Complétions.

La marge opérationnelle avant impôts a diminué de 268 points de base pour s'établir à 32,4 %, principalement du fait d'une baisse d'activité générale et d'une répartition moins favorable du chiffre d'affaires dans ce secteur géographique.

WesternGeco

Le chiffre d'affaires de 2,12 milliards de dollars accuse une chute de 25 % par rapport à 2008. Il a diminué pour toutes les lignes de produits, les plus fortes baisses étant enregistrées pour les activités de Sismique marine et de Services multiclents. Le chiffre d'affaires de Sismique marine a diminué en raison d'une baisse d'activité et d'une réduction des tarifs liée au fléchissement du marché, et celui des Services multiclents a reculé principalement en Amérique du Nord, sous l'effet d'une restriction persistante des dépenses non essentielles de nos clients. Le chiffre d'affaires de Sismique terrestre a baissé du fait d'un moindre recours à ses équipes et celui de Traitement des données par suite d'un repli de l'activité, principalement en Europe et en Afrique ainsi qu'en Amérique du Nord.

La marge avant impôts a diminué de 14,1 points de pourcentage pour s'établir à 15,4 %, en raison surtout de la baisse de l'activité et des tarifs de Sismique marine ainsi que de la réduction des ventes de Services multiclents.

Intérêts et autres produits

Les intérêts et autres produits sont détaillés ci-après :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Produits d'intérêt	\$ 50	\$ 61	\$ 119
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence :			
M-I SWACO	78	131	210
Autres	86	78	83
Autres	—	3	—
	<u>\$ 214</u>	<u>\$ 273</u>	<u>\$ 412</u>

Produits d'intérêt

En 2010, le retour sur investissement moyen a diminué à 1,2 %, alors qu'il s'élevait à 1,4 % en 2009. L'investissement moyen pondéré, qui s'est élevé à 4,0 milliards de dollars en 2010, a diminué de 0,5 milliard de dollars comparativement à 2009.

En 2009, le retour sur investissement moyen a diminué à 1,4 %, alors qu'il s'élevait à 3,5 % en 2008. L'investissement moyen pondéré a augmenté, passant de 1,1 milliard de dollars en 2008 à 4,5 milliards de dollars en 2009.

Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence

La quote-part dans le résultat de la coentreprise M-I SWACO en 2010 correspond à la période de huit mois précédant la réalisation de l'acquisition de Smith. La baisse de la quote-part dans le résultat net observée en 2009 par rapport à 2008 est attribuable à un recul significatif des activités de MI-SWACO, principalement aux États-Unis et dans les régions d'Europe et d'Afrique, ainsi qu'à une pression sur les prix.

Charges d'intérêt

En 2010, les charges d'intérêt, de 207 millions de dollars, ont diminué de 14 millions de dollars comparativement à 2009 du fait d'une baisse des taux d'emprunt moyens pondérés, qui sont passés de 3,9 % à 3,2 %. L'endettement moyen pondéré, de 6,4 milliards de dollars en 2010, a augmenté de 0,8 milliard de dollars comparativement à 2009.

En 2009, les charges d'intérêt, de 221 millions de dollars, ont baissé de 26 millions de dollars comparativement à 2008 principalement en raison d'une diminution des taux d'emprunt moyens pondérés, qui sont passés de 4,5 % à 3,9 %.

Autres

En 2010, la marge brute ressort à 21,7 %, contre 24,0 % en 2009 et 30,2 % en 2008.

Le recul de la marge brute observé en 2010 comparativement à 2009 est principalement attribuable à l'inclusion des activités de Smith acquises, ainsi qu'aux pressions sur les prix affectant Services pétroliers, notamment dans la région Europe/CEI/Afrique, pressions partiellement compensées par une progression des activités et des prix dans la région Amérique du Nord.

Le recul de la marge brute observé en 2009 comparativement à 2008 est principalement imputable à une baisse d'activité, conjuguée à l'impact d'une baisse des prix importante dans l'ensemble des activités de Services pétroliers, plus particulièrement en Amérique du Nord et dans la région Europe/CEI/Afrique. La baisse d'activité et la réduction des tarifs de sismique, et le recul des ventes de données multiclients chez WesternGeco ont également contribué à la diminution de la marge brute.

Les ratios des *Frais d'études et de recherche et des frais généraux et administratifs* rapportés au chiffre d'affaires sont détaillés ci-dessous :

	2010	2009	2008
Études et recherche	3,3 %	3,5 %	3,0 %
Frais généraux et administratifs	2,4 %	2,4 %	2,1 %

Le tableau ci-dessous analyse les *Frais d'études et de recherche* par secteur d'activité :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Services pétroliers	\$ 748	\$ 679	\$ 686
WesternGeco	103	108	118
Activités de Smith acquises	58	—	—
Autres	10	15	15
	<u>\$ 919</u>	<u>\$ 802</u>	<u>\$ 819</u>

Impôts sur le résultat

Le taux d'imposition effectif de Schlumberger s'est établi à 17,3 % en 2010, 19,6 % en 2009 et 20,9 % en 2008.

Le taux d'imposition effectif de Schlumberger est sensible à la répartition géographique des bénéfices. En règle générale, lorsque le pourcentage de bénéfices avant impôts réalisés en dehors de l'Amérique du Nord augmente, le taux d'imposition effectif de Schlumberger diminue. En revanche, une baisse du pourcentage de bénéfices avant impôts réalisés en dehors de l'Amérique du Nord se traduit généralement par une augmentation du taux d'imposition effectif de la Société.

En 2010, le taux d'imposition effectif a été considérablement affecté par les charges et les crédits détaillés à la Note 3 des *États financiers consolidés*. Le taux d'imposition effectif de 2009 a également été affecté par des charges, mais dans des proportions nettement moins importantes. Hors charges et crédits, le taux d'imposition effectif en 2010 s'est établi à environ 20,6 %, contre 19,2 % en 2009. Cette hausse est principalement attribuable à la répartition géographique des bénéfices, ainsi qu'à l'inclusion des résultats de Smith sur une période de quatre mois. Smith est une société américaine et en tant que telle, son taux d'imposition aux États-Unis est applicable à ses activités mondiales, ce qui aura pour effet d'augmenter le taux d'imposition effectif global de Schlumberger.

La baisse du taux d'imposition effectif en 2009 comparativement à 2008 est principalement attribuable à la répartition géographique des bénéfices. En 2009, Schlumberger a dégagé une proportion plus faible de ses bénéfices avant impôts en Amérique du Nord comparativement à 2008. En outre, en dehors de l'Amérique du Nord, différents GeoMarkets bénéficiant de taux d'imposition moins élevés ont représenté une part plus importante des résultats avant impôts en 2009 comparativement à 2008.

Charges et crédits

En 2010, 2009 et 2008, Schlumberger a comptabilisé des charges et crédits importants au titre de ses activités poursuivies. Ces charges et ces crédits, qui sont résumés ci-après, sont plus amplement analysés à la Note 3 des *États financiers consolidés*.

Les charges et les crédits de 2010 sont résumés ci-après :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Participations ne donnant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
<i>Charges de restructuration et de fusion :</i>					
Licenciement et autres	\$ 90	\$ 13	\$ -	\$ 77	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Dépréciation du premier système d'acquisition Q-Land de WesternGeco	78	7	-	71	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Autres charges liées à WesternGeco	63	-	-	63	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Honoraires professionnels et autres	107	1	-	106	<i>Charges de fusion et d'intégration</i>
Avantages du personnel liés aux fusions	58	10	-	48	<i>Charges de fusion et d'intégration</i>
Ajustement de la juste valeur des stocks	153	56	-	97	<i>Coût des ventes</i>
Restructuration mexicaine	40	4	-	36	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Rachat d'obligations	60	23	-	37	<i>Charges de restructuration et autres</i>
<i>Total des charges de restructuration et de fusion</i>	<u>649</u>	<u>114</u>	<u>-</u>	<u>535</u>	
Gain sur la participation dans M-I SWACO	(1 270)	(32)	-	(1 238)	<i>Gain sur la participation dans M-I SWACO</i>
Impact de l'élimination d'une déduction fiscale afférente à la subvention de la Partie D du programme Medicare	-	(40)	-	40	<i>Impôts sur le résultat</i>
	<u>\$ (621)</u>	<u>\$ 42</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ (663)</u>	

Les charges de 2009 sont résumées ci-après :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Participations ne donnant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
Réduction des effectifs	\$ 102	\$ 17	\$ -	\$ 85	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Réduction des avantages postérieurs à l'emploi	136	14	-	122	<i>Charges de restructuration et autres</i>
	<u>\$ 238</u>	<u>\$ 31</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 207</u>	

Les charges de 2008 sont résumées ci-après :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Participations ne donnant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
Réduction des effectifs	\$ 74	\$ 9	\$ -	\$ 65	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Provision pour créances douteuses	32	8	6	18	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Autres	10	-	-	10	<i>Intérêts et autres produits, nets</i>
	<u>\$ 116</u>	<u>\$ 17</u>	<u>\$ 6</u>	<u>\$ 93</u>	

Trésorerie

L'endettement net représente les dettes brutes moins les disponibilités et les placements à court terme ainsi que les placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance. La direction estime que l'endettement net donne des informations utiles sur le niveau d'endettement de Schlumberger en reflétant la trésorerie et les investissements qui pourraient être mobilisés pour rembourser la dette.

L'endettement net est détaillé ci-après :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Endettement net à l'ouverture	\$ (126)	\$ (1 129)	\$ (1 857)
Résultat net	4 266	3 142	5 460
Dotations aux amortissements et aux provisions ⁽¹⁾	2 759	2 476	2 269
Gain sur la participation dans M-I SWACO	(1 270)	–	–
Charge de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	299	306	127
Charge liée à la réduction de régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	–	136	–
Cotisations aux régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	(868)	(1 149)	(318)
Excédent du bénéfice des sociétés mises en équivalence sur les dividendes reçus	(85)	(103)	(235)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	198	186	172
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	327	162	128
Diminution (augmentation) du fonds de roulement	268	(204)	(592)
Dépenses d'investissement	(2 914)	(2 395)	(3 723)
Données sismiques multiclients inscrites à l'actif	(326)	(230)	(345)
Dividendes versés	(1 040)	(1 006)	(964)
Programme de rachat d'actions	(1 717)	(500)	(1 819)
Produits des plans sur actions réservés au personnel	401	206	351
Dette nette reprise dans le cadre de la fusion avec Smith	(1 829)	–	–
Acquisition de Geoservices, nette des dettes reprises	(1 033)	–	–
Autres acquisitions d'activités et de participations ne conférant pas le contrôle	(212)	(514)	(345)
Conversion d'obligations non garanties	320	–	448
Différences de conversion	30	(59)	166
Autres	(86)	549	(52)
Endettement net à la clôture	\$ (2 638)	\$ (126)	\$ (1 129)

(1) Comprend les coûts liés aux données sismiques multiclients.

(en millions de dollars)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Analyse de l'endettement net			
Disponibilités	\$ 1 764	\$ 617	\$ 609
Placements à court terme	3 226	3 999	3 083
Placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance	484	738	470
Emprunts bancaires et fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an	(2 595)	(804)	(1 598)
Obligations non garanties convertibles	–	(321)	(321)
Dettes à long terme	(5 517)	(4 355)	(3 372)
	\$ (2 638)	\$ (126)	\$ (1 129)

Les principaux événements ayant un impact sur la trésorerie en 2010, 2009 et 2008 sont :

- Dans le cadre de la fusion avec Smith, Schlumberger a repris une dette nette de 1,8 milliard de dollars. Ce montant correspond à 2,2 milliards de dollars de dettes (y compris un ajustement de 0,4 milliard de dollars destiné à augmenter la dette à long terme à taux fixe de Smith à sa juste valeur estimée), et 0,4 milliard de dollars de trésorerie.
- Au cours du deuxième trimestre 2010, Schlumberger a achevé l'acquisition de Geoservices pour un montant en trésorerie de 0,9 milliard de dollars. Dans le cadre de cette transaction, Schlumberger a repris la dette nette de 0,1 milliard de dollars de Geoservices.

- Au cours des troisième et quatrième trimestres de 2010, Schlumberger a racheté les dettes suivantes :

(en millions de dollars)

	Valeur comptable
Obligations 6,50 %, échéance 2012	\$ 649
Obligations de premier rang 6,75 %, échéance 2011	224
Obligations de premier rang 9,75 %, échéance 2019	212
Obligations de premier rang 6,00 %, échéance 2016	102
Obligations de premier rang 8,625 %, échéance 2014	88
	\$ 1 275

La prime versée sur l'excédent de la valeur comptable des dettes de 1,275 milliard de dollars reprises s'élevait à environ 67 millions de dollars.

- Au premier trimestre 2009, Schlumberger a lancé un programme de 3,0 milliards d'euros d'obligations à moyen terme. Ce programme prévoit l'émission de différents instruments de dette tels que des obligations à taux variable libellées en euros, en dollars ou dans d'autres monnaies.

Dans le cadre de ce programme, Schlumberger a émis au quatrième trimestre 2010 1,0 milliard d'euros d'obligations garanties, 2,75 %, échéance 2015. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 2,56 %. Les produits de ces obligations serviront à répondre aux besoins généraux de la Société.

Au premier trimestre 2009, Schlumberger a émis 1,0 milliard d'euros d'obligations garanties, 4,50 %, échéance 2014, dans le cadre de ce programme. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 4,95 %. Les produits de ces obligations ont servi à refinancer des dettes existantes et à répondre aux besoins généraux de la Société.

- Au troisième trimestre 2009, Schlumberger a émis 450 millions de dollars d'obligations garanties, 3,00 %, échéance 2013. Les produits de cette émission ont servi à refinancer des dettes existantes.
- En septembre 2008, Schlumberger a émis 500 millions d'euros d'obligations garanties, 5,25 %, échéance 2013. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 4,74 %. Les produits de ces obligations ont servi à rembourser des emprunts sous forme de billets de trésorerie.
- Le 20 avril 2006, le Conseil d'administration de Schlumberger a approuvé un programme de rachat d'actions plafonné à 40 millions de titres devant être rachetés sur le marché avant avril 2010, sous réserve des conditions de marché. Ce programme a été achevé au deuxième trimestre 2008.

Le 17 avril 2008, le Conseil d'administration de Schlumberger a approuvé un programme de rachat de 8 milliards de dollars d'actions ordinaires Schlumberger devant être rachetées sur le marché avant le 31 décembre 2011, dont 3,15 milliards de dollars avaient été rachetés au 31 décembre 2010.

Le tableau ci-après résume les opérations réalisées dans le cadre de ces programmes en 2010, 2009 et 2008 :

(en milliers, sauf pour les données par action)

	Coût total des actions rachetées	Nombre total d'actions rachetées	Prix moyen payé par action
2010	\$ 1 716 675	26 624,8	\$ 64,48
2009	\$ 500 097	7 825,0	\$ 63,91
2008	\$ 1 818 841	21 064,7	\$ 86,35

- La trésorerie générée par les activités opérationnelles s'est établie à 5,5 milliards de dollars en 2010, 5,3 milliards de dollars en 2009 et 6,9 milliards de dollars en 2008. La baisse de la trésorerie générée par les activités opérationnelles observée entre 2009 et 2008 s'explique principalement par le recul du résultat net en 2009 et par les cotisations de retraite significatives versées en 2009, éléments qui ont été compensés par une progression des besoins en fonds de roulement.

Récemment, il est arrivé que certains clients de Schlumberger paient avec retard. Schlumberger exerce ses activités dans environ 80 pays. Au 31 décembre 2010, seuls trois pays représentaient individuellement plus de 5 % du solde des créances de Schlumberger, et seulement l'un d'entre eux, les États-Unis, représentait plus de 10 % de ce solde.

- En 2010, 2009 et 2008, les dividendes versés se sont élevés à respectivement 1,04 milliard de dollars, 1,01 milliard de dollars et 0,96 milliard de dollars.

En janvier 2011, Schlumberger a annoncé que son Conseil d'administration avait approuvé une augmentation de 19 % du dividende trimestriel, à 0,25 dollar.

- Les dépenses d'investissement se sont établies à 2,9 milliards de dollars en 2010, à 2,4 milliards de dollars en 2009 et à 3,7 milliards de dollars en 2008. En 2008, les dépenses d'investissement reflètent le niveau record des activités au cours de cette année. En 2009, la baisse des dépenses d'investissement comparativement à 2008 s'explique principalement par un fléchissement notable de l'activité en 2009. Les dépenses d'investissement devraient avoisiner 4,0 milliards de dollars pour l'ensemble de l'exercice 2011.
- En 2010, 2009 et 2008, les cotisations versées par Schlumberger à ses régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont élevées à respectivement 868 millions de dollars, 1,1 milliard de dollars et 290 millions de dollars. Au 31 décembre 2010, les régimes de retraite aux États-Unis étaient financés à hauteur de 95 % sur la base de la valeur de l'ensemble des droits projetés, alors qu'au 31 décembre 2009, ces régimes étaient financés à concurrence de 92 %.

Au 31 décembre 2010, les régimes de retraite de Schlumberger à l'étranger étaient, sur une base combinée, financés à hauteur de 92 % sur la base de la valeur des droits projetés. Au 31 décembre 2009, ces régimes étaient financés à concurrence de 85 %.

Schlumberger anticipe actuellement d'abonder environ 600 à 650 millions de dollars à ses régimes de retraite à prestations définies en 2011, sous réserve des conditions de marché et des activités.

- En 2010 et 2008, certains détenteurs d'obligations non garanties convertibles de catégorie A, 1,5 % de Schlumberger Limited venant à échéance le 1^{er} juin 2023 et d'obligations non garanties convertibles de catégorie B, 2,125 % venant à échéance le 1^{er} juin 2023 ont converti leurs obligations en actions ordinaires Schlumberger. Le tableau ci-après résume ces conversions :

(en millions)

	2010		2008	
	Conversions	Nombre d'actions émises	Conversions	Nombre d'actions émises
Obligations non garanties 1,5 % de catégorie A	\$ -	-	\$ 353	9,76
Obligations non garanties 2,125 % de catégorie B	321	8,00	95	2,36
	<u>\$ 321</u>	<u>8,00</u>	<u>\$ 448</u>	<u>12,12</u>

Au 31 décembre 2008, aucune obligation non garantie de catégorie A n'était en circulation et 321 millions de dollars d'obligations non garanties de catégorie B étaient en circulation au 31 décembre 2009. En 2010, 320 millions de dollars des obligations convertibles 2.125% de catégorie B venant à échéance le 1^{er} juin 2023 ont été converties par leurs détenteurs en 8,0 millions d'actions ordinaires de Schlumberger et le reliquat, soit 1 million de dollars d'obligations non garanties de catégorie B, a été remboursé en trésorerie.

Au 31 décembre 2010, Schlumberger disposait d'une trésorerie et de placements à court terme d'environ 5,0 milliards de dollars. Schlumberger disposait de facilités de crédit garanties d'un montant total de 6,0 milliards de dollars auprès de banques commerciales, dont 3,7 milliards de dollars étaient disponibles et non tirés au 31 décembre 2010. Ce montant englobe 4,9 milliards de dollars de facilités de crédit garanties qui soutiennent des emprunts en billets de trésorerie aux États-Unis et en Europe. Schlumberger estime que ces montants suffisent pour faire face aux besoins de la Société pendant au moins les douze mois suivants.

Au 31 décembre 2010, le total de l'encours de la dette de Schlumberger s'élevait à 8,1 milliards de dollars, et comprenait environ 1,9 milliard de dollars de billets de trésorerie. Le total de l'encours de la dette a augmenté d'environ 2,6 milliards de dollars comparativement au 31 décembre 2009.

Le 10 janvier 2011, Schlumberger a émis 1,1 milliard de dollars d'obligations de premier rang, 4,200 %, venant à échéance en 2021, et 500 millions de dollars d'obligations de premier rang 2,650 %, venant à échéance en 2016.

Résumé des principaux engagements contractuels

(en millions de dollars)

Engagements contractuels	Total	Échéance			
		2011	2012 - 2013	2014 - 2015	Après 2015
Dettes ⁽¹⁾	\$ 8 112	\$ 2 595	\$ 1 608	\$ 2 915	\$ 994
Contrats de location simple	1 334	325	409	223	377
Engagements d'achat ⁽²⁾	1 874	1 848	26	—	—
	<u>\$ 11 320</u>	<u>\$ 4 768</u>	<u>\$ 2 043</u>	<u>\$ 3 138</u>	<u>\$ 1 371</u>

(1) Hors paiements d'intérêts futurs.

(2) Représente une estimation des engagements contractuels conclus dans le cadre habituel des activités. Bien qu'il soit considéré que ces engagements contractuels sont exécutoires et ont force obligatoire, ils comportent généralement une option permettant à Schlumberger de rééchelonner et d'ajuster les obligations en fonction des besoins de la Société avant la livraison des produits.

La Note 18 des *États financiers consolidés* donne de plus amples informations sur les engagements de Schlumberger au titre des retraites et des avantages postérieurs à l'emploi.

Comme analysé à la Note 14 des *États financiers consolidés*, le *Bilan consolidé* de Schlumberger au 31 décembre 2010 comprend environ 1,17 milliard de dollars de passifs liés à des situations fiscales incertaines dans plus de 100 pays dans lesquels Schlumberger exerce ses activités. Schlumberger n'est pas en mesure d'estimer avec fiabilité le calendrier des sorties de trésorerie liées à ces passifs en raison des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, et de la difficulté de prévoir le moment auquel les contrôles fiscaux sont susceptibles d'être clos dans les différents pays.

Schlumberger a des lettres de crédit ou des garanties en cours correspondant à des engagements de bonne fin/des droits de douane et d'accise, des engagements de location, etc. Ces engagements, qui ont été conclus dans le cadre habituel des activités de la Société, constituent des pratiques courantes dans les différents pays où Schlumberger exerce ses activités.

Estimations et méthodes comptables déterminantes

Lors de la préparation des états financiers et des informations devant être fournies conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis, Schlumberger est amené à faire des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur le montant des actifs et passifs publiés, des produits et des charges publiés et sur les informations concernant les actifs et passifs éventuels publiés. Les méthodes comptables suivantes mettent en jeu des « estimations comptables déterminantes » car elles reposent de façon importante sur des estimations et des

hypothèses retenues par Schlumberger à propos de questions qui sont, de par leur nature, incertaines. Les principales méthodes comptables appliquées par Schlumberger, notamment celles analysées ci-après, sont exposées à la Note 2 des *États financiers consolidés*.

Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Données sismiques multiclients

WesternGeco inscrit à l'actif les coûts liés à l'obtention de données sismiques multiclients. La valeur comptable de la banque de données sismiques multiclients s'élevait à 394 millions de dollars au 31 décembre 2010 et à 288 millions de dollars au 31 décembre 2009. Ces coûts sont imputés au *Coût des ventes et des services* en fonction d'un pourcentage du total des coûts rapporté au total du chiffre d'affaires estimé que Schlumberger prévoit de percevoir dans le cadre de la vente de ces données. Toutefois, la valeur nette comptable d'une campagne individuelle ne peut en aucun cas être supérieure à sa valeur amortie linéairement sur 4 ans.

La valeur comptable des campagnes individuelles est revue une fois par an, et lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. S'il est établi que les produits futurs estimés, processus qui fait largement appel à l'appréciation de Schlumberger, sont inférieurs à la valeur comptable des campagnes, des ajustements de valeur sont comptabilisés. Une modification défavorable significative des flux de trésorerie futurs estimés de Schlumberger pourrait entraîner la constitution de provisions pour dépréciation à l'avenir. Dans le cadre du test annuel de dépréciation de la banque de données multiclients, les flux de trésorerie futurs sont analysés en fonction de deux groupes de campagnes : États-Unis et en dehors des États-Unis. Il a été jugé que ces deux groupes représentaient le niveau le plus pertinent pour réaliser le test de dépréciation en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment (i) différents facteurs macroéconomiques influençant la capacité à commercialiser les campagnes avec succès, et (ii) l'importance de la force de vente et les coûts afférents. Certaines campagnes plus importantes, généralement préfinancées par les clients, sont soumises individuellement à un test de dépréciation.

Provision pour créances douteuses

Schlumberger constitue une provision pour créances douteuses afin de comptabiliser les créances clients à leur valeur de réalisation nette. La comptabilisation et l'ajustement de cette provision font appel au jugement. Des provisions ont été constituées au titre de créances estimées irrécouvrables, notamment des montants liés à la résolution d'éventuels problèmes de crédit et de recouvrement tels que des factures litigieuses. Il est possible que ces provisions nécessitent un ajustement en fonction de l'issue de ces litiges potentiels, ou dans l'hypothèse où la situation financière des clients de Schlumberger se détériorerait et obérerait leur capacité de paiement.

Provision pour dépréciation des stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur de réalisation nette, si celle-ci est inférieure. Schlumberger constitue une provision pour stocks excédentaires et obsolètes. Ceci nécessite que la direction retienne des hypothèses sur la demande future et sur les conditions de marché. Si la demande future et les conditions de marché s'avèrent moins favorables que prévu par la direction, les provisions pour stocks excédentaires ou obsolètes peuvent être augmentées.

Goodwill, immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles

Schlumberger comptabilise dans le goodwill l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles identifiables acquises. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, il existe des indications d'une perte de valeur éventuelle. Le test de dépréciation du goodwill consiste à comparer la juste valeur des unités de reporting de Schlumberger à leur valeur comptable afin d'établir l'existence d'une perte de valeur potentielle. Lorsque la juste valeur de l'unité est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée dans la mesure où la juste valeur implicite du goodwill de l'unité est inférieure à sa valeur comptable.

Dans le cadre de la réalisation du test de dépréciation du goodwill, les unités de reporting de Schlumberger sont principalement les secteurs géographiques comprenant Services pétroliers, outre WesternGeco, M-I SWACO, Smith Oilfield, et Distribution. Schlumberger estime la juste valeur de ces unités en analysant les flux de trésorerie actualisés et/ou en appliquant différents ratios de marché. La détermination de la juste valeur d'une unité de reporting fait appel au jugement et implique souvent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses significatives. Selon les estimations de Schlumberger, la juste valeur de chacune de ses unités de reporting, dont Services pétroliers et WesternGeco, s'est avérée largement supérieure à leur valeur comptable respective au moment de la réalisation des tests de dépréciation pour 2010. La juste valeur des unités de reporting M-I SWACO, Smith Oilfield, et Distribution avoisine leur valeur comptable, ces unités ayant été acquises le 27 août 2010, juste avant d'être soumises à un test annuel de dépréciation.

La dépréciation des immobilisations, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, est évaluée lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Lors de cette évaluation, la valeur comptable de ces actifs est comparée aux flux de trésorerie futurs estimés non actualisés susceptibles de découler de l'utilisation de ces actifs et de leur cession éventuelle. Dans le cas où ces flux de trésorerie ne couvrent pas la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur estimée. La direction est amenée à faire des estimations importantes pour déterminer les flux de trésorerie futurs et la juste valeur des immobilisations. Une évolution importante de la conjoncture économique ou d'autres circonstances influençant l'estimation des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur pourrait contraindre Schlumberger à constituer une provision pour dépréciation à l'avenir. Schlumberger évalue périodiquement la durée d'utilité résiduelle de ses immobilisations incorporelles afin de déterminer si, en raison des événements ou des circonstances, la durée résiduelle d'amortissement estimée doit être révisée.

Impôts sur le résultat

Les déclarations d'impôts de Schlumberger font régulièrement l'objet de contrôles de la part des administrations fiscales de plus d'une centaine de juridictions fiscales dans lesquelles la Société est présente. Ces contrôles peuvent se solder par des redressements fiscaux réglés à l'amiable ou éventuellement par voie judiciaire. Les passifs fiscaux sont comptabilisés sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces charges, qui sont estimées en fonction des données historiques, sont ajustées à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, compte tenu des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges très différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Retraites et avantages postérieurs à l'emploi

Les engagements de Schlumberger au titre des retraites et des avantages postérieurs à l'emploi sont plus amplement détaillés à la Note 18 des *États financiers consolidés*. Les engagements et les coûts afférents sont calculés selon des méthodes actuarielles, qui mettent en jeu des hypothèses déterminantes comme le taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs des régimes de retraite et l'évolution des frais médicaux. Ces hypothèses, qui constituent des éléments importants de l'évaluation des charges et/ou des passifs, sont ajustées chaque année, ou plus fréquemment lorsque des événements importants le nécessitent.

Le taux d'actualisation que Schlumberger utilise reflète le taux de marché d'un portefeuille d'instruments de dette de grande qualité dont les échéances correspondent au calendrier anticipé de paiement des prestations. Les taux d'actualisation utilisés par Schlumberger au titre des différents régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi sont décrits ci-après :

- Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'engagement de Schlumberger au titre des régimes de retraite et des couvertures médicales postérieures à l'emploi aux États-Unis était de 5,50 % au 31 décembre 2010 et de 6,00 % au 31 décembre 2009.
- Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour calculer l'engagement au titre des régimes de retraite en dehors des États-Unis de Schlumberger était de 5,47 % au 31 décembre 2010 et de 5,89 % au 31 décembre 2009.

- Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour calculer la charge au titre des régimes de retraite et des régimes de couverture médicale postérieure à l'emploi de Schlumberger aux États-Unis a diminué, passant de 6,94 % en 2009 à 6,00 % en 2010.
- Le taux d'actualisation moyen pondéré utilisé pour calculer la charge au titre des régimes de retraite en dehors des États-Unis de Schlumberger a diminué, passant de 6,81 % en 2009 à 5,89% en 2010.

Une hausse du taux d'actualisation se traduit par une diminution de la valeur actualisée des engagements, et par une baisse de la charge.

Le taux de rendement attendu de nos régimes de retraite représente le taux de rendement moyen attendu des actifs des régimes de retraite sur la période durant laquelle il est prévu de verser les prestations couvertes par l'engagement. Le taux de rendement attendu des régimes de retraite aux États-Unis de Schlumberger a été déterminé sur la base des rendements futurs anticipés du portefeuille d'investissement, compte tenu de la répartition des investissements par catégorie d'actifs et des taux de rendement historiques de chacune des catégories. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes de retraite de Schlumberger aux États-Unis était de 8,50 % en 2010 et 2009. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes de retraite en dehors des États-Unis était de 8,00 % en 2010 et de 8,35 % en 2009. Un taux de rendement plus faible se traduirait par une hausse de la charge de retraite.

Les hypothèses sur l'évolution du coût des prestations médicales sont fondées sur les coûts historiques, sur les perspectives à court terme et sur une évaluation des évolutions possibles à long terme. Le taux utilisé pour l'évolution du coût des prestations médicales postérieures à l'emploi de 2010 et du passif au titre de la couverture médicale postérieure à l'emploi était de 8 % au 31 décembre 2010, ramené à 5 % sur les six années suivantes.

Le tableau ci-après illustre la sensibilité des régimes de retraite aux États-Unis et en dehors des États-Unis aux variations de certaines hypothèses, toutes autres hypothèses étant égales par ailleurs :

(en millions de dollars)

Variation des hypothèses	Impact sur la charge de retraite de 2010 avant impôts	Impact sur l'engagement au 31 décembre 2010
Diminution de 25 points de base du taux d'actualisation	+ \$ 18	+ \$ 261
Augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation	- \$ 17	- \$ 246
Diminution de 25 points de base du rendement attendu des actifs des régimes	+ \$ 13	-
Augmentation de 25 points de base du rendement attendu des actifs des régimes	- \$ 13	-

Le tableau ci-après illustre la sensibilité des régimes de couverture médicale postérieure à l'emploi aux États-Unis aux variations de certaines hypothèses, toutes autres hypothèses étant égales par ailleurs :

(en millions de dollars)

Variation des hypothèses	Impact sur la charge 2010 avant impôts liée à la couverture médicale	Impact sur l'engagement au 31 décembre 2010
Diminution de 25 points de base du taux d'actualisation	+ \$ 4	+ \$ 39
Augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation	- \$ 4	- \$ 37
Diminution de 100 points de base par an de l'évolution des frais médicaux	- \$ 22	- \$ 145
Augmentation de 100 points de base par an de l'évolution des frais médicaux	+ \$ 26	+ \$ 177

Informations quantitatives et qualitatives sur le risque de marché

Schlumberger est exposé au risque de marché, notamment du fait des fluctuations des taux de change, des cours des matières premières et des taux d'intérêt.

En tant que multinationale, la Société exerce ses activités dans près de 80 pays. La monnaie fonctionnelle de Schlumberger est principalement le dollar des États-Unis, conformément à la pratique dans le secteur du pétrole et du gaz. Environ 80 % du chiffre d'affaires réalisé par Schlumberger en 2010 étaient libellés en dollars des États-Unis. Toutefois, en dehors des États-Unis, une part significative des charges encourues par Schlumberger est libellée en devises. En conséquence, lorsque le dollar des États-Unis s'affaiblit par rapport aux devises des pays dans lesquels la Société exerce ses activités, les charges présentées en dollars des États-Unis augmentent de façon corollaire.

Une augmentation ou une diminution de 5 % en 2010 des taux de change moyens de toutes les devises aurait produit une variation de quelque 1 % du chiffre d'affaires. Si la parité moyenne du dollar des États-Unis face aux autres monnaies s'était appréciée de 5 % en 2010, le résultat des activités poursuivies de Schlumberger serait supérieur d'environ 2 %. En revanche, si la parité moyenne du dollar des États-Unis face aux autres monnaies s'était dépréciée de 5 %, le résultat des activités poursuivies se trouverait diminué d'environ 3 %.

Bien qu'au Venezuela, la monnaie fonctionnelle de Schlumberger soit le dollar des États-Unis, la Société réalise une partie des transactions en monnaie locale. Aux fins du reporting financier, ces transactions sont réévaluées en dollars des États-Unis au taux de change officiel qui, jusqu'en janvier 2010, était fixé à 2,15 bolivars fuerte pour 1 dollar des États-Unis, malgré une inflation importante au cours des dernières années. En janvier 2010, la monnaie vénézuélienne a été dévaluée et un nouveau régime de change a été annoncé. Au premier trimestre 2010, Schlumberger a commencé à appliquer un taux de change de 4,3 bolivars fuerte pour 1 dollar des États-Unis aux transactions réalisées par la Société en monnaie locale au Venezuela. La dévaluation n'a pas eu d'impact significatif immédiat sur Schlumberger. De surcroît, outre le fait que cette dévaluation ne se traduit pas par une baisse du montant publié en dollars des États-Unis des produits et des charges libellés en monnaie locale, son impact sur les états financiers consolidés de Schlumberger n'est pas significatif.

La stratégie de Schlumberger en matière de gestion du risque de change consiste à utiliser des instruments dérivés afin de se prémunir contre les variations imprévues des résultats et des flux de trésorerie dues à la volatilité des taux de change. Les contrats de change à terme et les options de change protègent contre les fluctuations des taux de change affectant soit les actifs/passifs libellés dans une autre devise que la monnaie fonctionnelle, soit les charges.

Au 31 décembre 2010, les contrats en cours, libellés dans diverses devises, représentaient la contre-valeur de 7,3 milliards de dollars.

Schlumberger est exposé au risque de fluctuations du cours de certaines matières premières, telles que les métaux et le carburant. Schlumberger gère une petite partie de cette exposition associée aux achats futurs de métaux au moyen de contrats à terme. Au 31 décembre 2010, les contrats à terme sur les matières premières en cours s'élevaient à 12 millions de dollars.

Schlumberger est exposé au risque de taux d'intérêt au travers de ses dettes et de son portefeuille d'investissement. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise principalement des emprunts à taux fixe et à taux variable combinés à son portefeuille d'investissement et des swaps de taux d'intérêt pour limiter son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2010, la dette à taux fixe de Schlumberger avoisinait 5,4 milliards de dollars et la dette à taux variable s'élevait à environ 2,8 milliard de dollars. Schlumberger a conclu des swaps de taux d'intérêt sur 0,5 milliard de dollars de sa dette à taux fixe au 31 décembre 2010, en vertu desquels Schlumberger recevra des intérêts à un taux fixe et paiera des intérêts à un taux variable.

L'exposition de Schlumberger au risque de taux d'intérêt est également pour partie atténuée par son portefeuille d'investissement. Les *Placements à court terme* et les *Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance*, qui s'élevaient au total à environ 3,7 milliards de dollars au 31 décembre 2010, comprenaient principalement des placements sur le marché monétaire, des dépôts à terme en eurodollars, des certificats de dépôt, des billets de trésorerie, des eurobillets de trésorerie et des euro-obligations, qui étaient pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis. En 2010, le rendement moyen de ces instruments était de 1,1 %.

Le tableau ci-dessous donne la valeur comptable de la dette de Schlumberger au 31 décembre 2010, par échéance :

(en millions de dollars)

	Échéances anticipées							Total
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2019	
Dette à taux fixe								
Obligations garanties, 5,875 %	\$ 334							\$ 334
Obligations garanties, 5,25 %			\$ 659					659
Obligations garanties, 3,00 %			463					463
Obligations garanties, 4,50 %				\$ 1 319				1 319
Obligations de premier rang, 8,625 %				272				272
Obligations garanties, 2,75 %					\$ 1 310			1 310
Obligations de premier rang, 6,00 %						\$ 218		218
Obligations de premier rang, 9,75 %							\$ 776	776
Total de la dette à taux fixe	\$ 334	\$ -	\$ 1 122	\$ 1 591	\$ 1 310	\$ 218	\$ 776	\$ 5 351
Dette à taux variable	2 261	445	41	14	-	-	-	2 761
Total	\$ 2 595	\$ 445	\$ 1 163	\$ 1 605	\$ 1 310	\$ 218	\$ 776	\$ 8 112

Au 31 décembre 2010, la juste valeur de la dette à taux fixe en cours avoisinait 5,5 milliards de dollars. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à taux variable était d'environ 1,0 % au 31 décembre 2010.

Schlumberger n'utilise pas d'instruments dérivés de change ou de taux d'intérêt à des fins spéculatives.

Déclarations prospectives

Ce rapport annuel et diverses autres déclarations contiennent des déclarations prospectives au sens de la loi boursière fédérale, qui ne portent pas sur des faits historiques. Ces déclarations se rapportent à nos prévisions ou nos attentes concernant les perspectives commerciales, la croissance de Schlumberger dans son ensemble, de Services pétroliers et de WesternGeco (et des produits spécifiques ou des zones géographiques dans chaque secteur), l'intégration de Smith et de Geoservices à nos activités, les avantages anticipés de ces transactions, la progression de la demande et de la production de pétrole et de gaz naturel, les prix du pétrole et du gaz naturel, l'amélioration des procédures opérationnelles et les progrès technologiques, les dépenses d'investissement engagées par Schlumberger et par les acteurs du secteur pétrolier et gazier, les stratégies commerciales des clients de Schlumberger, la conjoncture économique mondiale future, et les résultats opérationnels futurs. Ces déclarations sont sujettes à des risques et des incertitudes, y compris, sans caractère limitatif, le ralentissement actuel de l'économie mondiale, les variations des dépenses d'exploration et de production des clients de Schlumberger et l'évolution du niveau de l'exploration et du développement du pétrole et du gaz naturel, les conditions économiques et commerciales dans certaines régions importantes du monde, la baisse des prix, les facteurs saisonniers, la modification de la réglementation et des obligations réglementaires, notamment celles ayant trait à l'exploration de pétrole et de gaz en mer, aux sources radioactives, aux substances explosives, aux produits chimiques, aux services de fracturation hydraulique et aux mesures concernant le changement climatique, les retards opérationnels persistants ou la réduction des programmes du fait du moratoire sur les forages pétroliers dans le golfe du Mexique, l'incapacité de parvenir à intégrer les activités acquises de Smith et de Geoservices, à réaliser les synergies anticipées et à conserver des collaborateurs clés, ainsi que d'autres risques et incertitudes détaillés dans ce rapport annuel à la section Facteurs de risque et dans d'autres documents déposés auprès de la Securities and Exchange Commission. En cas de survenue de l'un ou de plusieurs de ces risques ou de la concrétisation de ces incertitudes (ou des conséquences liées à leur évolution), ou si les hypothèses sous-jacentes s'avéraient inexactes, les résultats pourraient présenter des différences significatives comparativement à nos prévisions. Schlumberger se défend de toute intention ou obligation d'actualiser publiquement ou de réviser ces déclarations en raison d'informations nouvelles, d'événements futurs ou d'autres circonstances.

États financiers et informations complémentaires

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions, sauf pour les données par action)

Exercice clos le 31 décembre	2010	2009	2008
<i>Chiffre d'affaires</i>	\$ 27 447	\$ 22 702	\$ 27 163
<i>Intérêts et autres produits, nets</i>	214	273	412
<i>Gain sur la participation dans M-I SWACO</i>	1 270	–	–
<i>Charges</i>			
Coût des ventes et des services	21 499	17 245	18 957
Études et recherche	919	802	819
Frais généraux et administratifs	650	535	584
Frais de fusion et d'intégration	169	–	–
Coûts de restructuration et autres	331	238	116
Charge d'intérêt	207	221	247
<i>Résultat avant impôts – activités poursuivies</i>	5 156	3 934	6 852
Impôts sur le résultat	890	770	1 430
<i>Résultat des activités poursuivies</i>	4 266	3 164	5 422
<i>Résultat des activités abandonnées</i>	–	(22)	38
<i>Résultat net</i>	4 266	3 142	5 460
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1	(8)	(25)
<i>Résultat net attribuable à Schlumberger</i>	\$ 4 267	\$ 3 134	\$ 5 435
Montants de Schlumberger attribuables aux éléments suivants :			
Résultat des activités poursuivies	\$ 4 267	\$ 3 156	\$ 5 397
Résultat des activités abandonnées	–	(22)	38
Résultat net	\$ 4 267	\$ 3 134	\$ 5 435
Résultat de base par action de Schlumberger :			
Résultat des activités poursuivies	\$ 3,41	\$ 2,63	\$ 4,51
Résultat des activités abandonnées	–	(0,02)	0,03
Résultat net ⁽¹⁾	\$ 3,41	\$ 2,62	\$ 4,54
Résultat dilué par action de Schlumberger :			
Résultat des activités poursuivies	\$ 3,38	\$ 2,61	\$ 4,42
Résultat des activités abandonnées	–	(0,02)	0,03
Résultat net	\$ 3,38	\$ 2,59	\$ 4,45
Nombre moyen d'actions en circulation			
De base	1 250	1 198	1 196
Dilué	1 263	1 214	1 224

(1) Les totaux peuvent présenter des différences en raison des arrondis.

Voir les *Notes aux états financiers consolidés*.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

BILAN CONSOLIDÉ

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2010	2009
ACTIF		
<i>Actif courant</i>		
Disponibilités	\$ 1 764	\$ 617
Placements à court terme	3 226	3 999
Clients et autres débiteurs moins provisions pour créances douteuses (2010 – \$ 185 ; 2009 – \$ 160)	8 278	6 088
Stocks	3 804	1 866
Impôts différés	51	154
Autres actifs courants	975	926
	18 098	13 650
<i>Titres à revenus fixe détenus jusqu'à l'échéance</i>	484	738
<i>Participations dans les sociétés mises en équivalence</i>	1 071	2 306
<i>Immobilisations corporelles, moins amortissements cumulés</i>	12 071	9 660
<i>Données sismiques multiclients</i>	394	288
<i>Goodwill</i>	13 952	5 305
<i>Immobilisations incorporelles</i>	5 162	786
<i>Impôts différés</i>	–	376
<i>Autres actifs</i>	535	356
	\$ 51 767	\$ 33 465
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		
<i>Passif courant</i>		
Fournisseurs et charges à payer	\$ 6 488	\$ 5 003
Provision pour impôts sur le résultat	1 493	878
Fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an	2 214	444
Emprunts à court terme	381	360
Dividendes à payer	289	253
Obligations non garanties convertibles	–	321
	10 865	7 259
<i>Dettes à long terme</i>	5 517	4 355
<i>Avantages postérieurs à l'emploi</i>	1 262	1 660
<i>Impôts différés</i>	1 636	–
<i>Autres passifs</i>	1 043	962
	20 323	14 236
<i>Capitaux propres</i>		
Capital social	11 920	4 777
Actions propres	(3 136)	(5 002)
Résultats non distribués	25 210	22 019
Autres éléments du résultat global	(2 768)	(2 674)
Capitaux propres de Schlumberger	31 226	19 120
Participation ne donnant pas le contrôle	218	109
	31 444	19 229
	\$ 51 767	\$ 33 465

Voir les Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)

Exercice clos le 31 décembre	2010	2009	2008
Flux de trésorerie des activités opérationnelles :			
Résultat net	\$ 4 266	\$ 3 142	\$ 5 460
Ajustements permettant de rapprocher le résultat net de la trésorerie nette provenant des activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements et aux provisions ⁽¹⁾	2 759	2 476	2 269
Gain sur la participation dans M-I SWACO	(1 270)	–	–
Résultat des sociétés mises en équivalence, moins dividendes reçus	(85)	(103)	(235)
Impôts différés	(109)	373	(6)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	198	186	172
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	327	162	128
Charge liée aux retraites et aux avantages postérieurs à l'emploi	299	306	127
Charge liée à la réduction de régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi	–	136	–
Financement des retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi	(868)	(1 149)	(318)
Variations des postes d'actif et de passif : ⁽²⁾			
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs	(289)	155	(944)
(Augmentation) diminution des stocks	(67)	64	(299)
Diminution (augmentation) des autres actifs courants	136	9	(198)
(Diminution) augmentation des fournisseurs et des charges à payer	(103)	(293)	683
Augmentation (diminution) des provisions pour impôts sur le résultat	480	(361)	(94)
(Diminution) augmentation des autres passifs	(89)	43	97
Autres – net	(91)	165	57
TRÉSORERIE NETTE GÉNÉRÉE PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	5 494	5 311	6 899
Flux de trésorerie d'investissement :			
Dépenses d'investissement	(2 914)	(2 395)	(3 723)
Données sismiques multiclients inscrites à l'actif	(326)	(230)	(345)
Trésorerie acquise lors de la fusion avec Smith International, Inc.	399	–	–
Acquisition de Geoservices, nette de la trésorerie acquise	(889)	–	–
Autres acquisitions d'activités et investissements, nets de la trésorerie acquise	(212)	(514)	(345)
Cession (acquisition) d'investissement, nette	1 023	(1 159)	(604)
Autres	(19)	228	(132)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR L'INVESTISSEMENT	(2 938)	(4 070)	(5 149)
Flux de trésorerie de financement :			
Dividendes versés	(1 040)	(1 006)	(964)
Produits des plans d'achat d'actions réservés au personnel	179	96	177
Produits de l'exercice d'options sur actions	222	110	174
Avantage fiscal lié aux options sur actions	14	4	137
Programme de rachat d'actions	(1 717)	(500)	(1 819)
Produits d'émission de dettes à long terme	2 815	1 973	1 281
Diminution des dettes à long terme	(1 814)	(1 754)	(601)
Diminution nette des dettes à court terme	(68)	(111)	(210)
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(1 409)	(1 188)	(1 825)
Trésorerie des activités abandonnées – activités opérationnelles	–	(45)	63
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant différences de conversion	1 147	8	(12)
Différences de conversion	–	–	(2)
Trésorerie à l'ouverture	617	609	623
Trésorerie à la clôture	\$ 1 764	\$ 617	\$ 609

(1) Comprend les coûts de la banque de données sismiques multiclients.

(2) Net de l'impact des acquisitions d'activités.

Voir les *Notes aux états financiers consolidés*.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

TABLEAU DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions de dollars)

	Actions ordinaires		Résultat non distribué	Autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Émises	Actions propres				
Solde au 1 ^{er} janvier 2008	\$ 4 136	\$ (3 549)	\$ 15 462	\$ (1 173)	\$ 62	\$ 14 938
Résultat global :						
Résultat net			5 435		25	
Différences de conversion				(82)	(1)	
Variations de la juste valeur d'instruments dérivés				(135)		
Passifs liés aux avantages du personnel différés				(1 511)		
Total du résultat global						3 731
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	20	154				174
Actions octroyées aux Administrateurs	1					1
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	115	57				172
Programme de rachat d'actions		(1 819)				(1 819)
Coût lié au plan de paiement fondé sur des actions	172					172
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	86	361				447
Autres	1				(14)	(13)
Dividendes déclarés (\$ 0,84 par action)			(1 006)			(1 006)
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	137					137
Solde au 31 décembre 2008	4 668	(4 796)	19 891	(2 901)	72	16 934
Résultat global :						
Résultat net			3 134		8	
Différences de conversion				17	1	
Variations de la juste valeur d'instruments dérivés				143		
Passifs liés aux avantages du personnel différés				67		
Total du résultat global						3 370
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	(22)	132				110
Actions octroyées aux Administrateurs		1				1
Droits acquis sur les actions temporairement inaccessibles	(20)	20				-
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	25	141				166
Programme de rachat d'actions		(500)				(500)
Coût lié au plan de paiement fondé sur des actions	186					186
Autres	(64)				28	(36)
Dividendes déclarés (\$ 0,84 par action)			(1 006)			(1 006)
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	4					4
Solde au 31 décembre 2009	4 777	(5 002)	22 019	(2 674)	109	19 229
Résultat global :						
Résultat net			4 267		(1)	
Différences de conversion				(26)		
Variations de la juste valeur d'instruments dérivés				5		
Passifs liés aux avantages du personnel différés				(73)		
Total du résultat global						4 172
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	(8)	230				222
Actions octroyées aux Administrateurs	1	1				2
Droits acquis sur les actions temporairement inaccessibles	(11)	11				-
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	49	130				179
Programme de rachat d'actions		(1 717)				(1 717)
Coût lié au plan de paiement fondé sur des actions	198					198
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	17	303				320
Acquisition de Smith International, Inc	6 880	2 948			111	9 939
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	3					3
Autres		(40)			(1)	(41)
Dividendes déclarés (\$ 0,84 par action)			(1 076)			(1 076)
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	14					14
Solde au 31 décembre 2010	\$ 11 920	\$ (3 136)	\$ 25 210	\$ (2 768)	\$ 218	\$ 31 444

Voir les Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED ET SES FILIALES

ACTIONS ORDINAIRES

(en millions)

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Solde au 1 ^{er} janvier 2008	1 334	(138)	1 196
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	–	5	5
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	–	2	2
Programme de rachat d'actions	–	(21)	(21)
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	–	12	12
Solde au 31 décembre 2008	1 334	(140)	1 194
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	–	4	4
Droits acquis sur les actions temporairement incessibles	–	1	1
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	–	4	4
Programme de rachat d'actions	–	(8)	(8)
Solde au 31 décembre 2009	1 334	(139)	1 195
Acquisition de Smith International, Inc.	100	76	176
Exercice des options d'achat d'actions, moins les actions échangées	–	6	6
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	–	3	3
Programme de rachat d'actions	–	(27)	(27)
Actions émises lors de la conversion d'obligations non garanties	–	8	8
Solde au 31 décembre 2010	<u>1 434</u>	<u>(73)</u>	<u>1 361</u>

Voir les *Notes aux états financiers consolidés*.

Notes aux états financiers consolidés

1. Description des activités

Schlumberger Limited (Schlumberger N.V., immatriculé à Curaçao) et ses filiales consolidées (collectivement dénommés «Schlumberger») constituent la première société mondiale de services pétroliers et fournissent des technologies, des services de gestion intégrée de projets et des solutions d'information à des clients de l'industrie pétrolière et gazière à l'échelle mondiale, offrant la plus large gamme de services d'exploration et de production du secteur.

2. Méthodes comptables adoptées

Les *États financiers consolidés* de Schlumberger ont été préparés conformément au référentiel comptable en vigueur aux États-Unis.

Principes de consolidation

Les *États financiers consolidés* comprennent les comptes de Schlumberger, de ses filiales détenues à 100 % et des filiales sur lesquelles Schlumberger exerce un contrôle financier. Toutes les transactions et tous les soldes intragroupe significatifs ont été éliminés. Les participations dans les entités sur lesquelles Schlumberger n'exerce pas de contrôle mais a une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de Schlumberger dans le résultat après impôts des sociétés mises en équivalence est incluse dans les *Intérêts et autres produits nets*. Les participations dans des entités sur lesquelles Schlumberger n'est pas à même d'avoir une influence notable sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition. Les participations dans les sociétés mises en équivalence et les participations comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition sont classées dans les *Participations dans les sociétés affiliées*.

Reclassements

Certaines données des exercices précédents ont été reclassées afin de respecter la présentation adoptée en 2010.

Estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, la direction est amenée à effectuer des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur les actifs et passifs inscrits dans les états financiers, sur la présentation des passifs éventuels à la clôture, ainsi que sur les produits et les charges de l'exercice, tels qu'ils figurent dans les états financiers. Schlumberger évalue constamment ces estimations, notamment celles concernant le recouvrement des créances douteuses, la valorisation des stocks et l'évaluation des participations, le caractère recouvrable du goodwill, les immobilisations incorporelles et les participations dans les sociétés affiliées, les impôts sur le résultat, les données sismiques multiclients, les actifs et passifs éventuels et les hypothèses actuarielles retenues pour les régimes d'avantages du personnel. Schlumberger base ses estimations sur des informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Constatation du chiffre d'affaires

Schlumberger comptabilise le chiffre d'affaires sur la base de bons de commandes, de contrats ou autres preuves manifestes d'un accord avec le client en vertu desquels les prix sont fixes ou déterminables, et lorsque le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. Le chiffre d'affaires dégagé sur la vente de services est constaté une fois les services fournis. Le chiffre d'affaires réalisé sur la vente de produits est comptabilisé lors de la livraison, lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés au client. Certains produits sont vendus en consignation, auquel cas le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les produits sont consommés, sous réserve que tous les autres critères de comptabilisation soient satisfaits.

Le chiffre d'affaires réalisé sur les contrats de services sismiques facturés à la journée est comptabilisé au fur et à mesure que les prestations sont fournies. Le chiffre d'affaires provenant des autres contrats de services, notamment les campagnes multiclients qui sont préfinancées, est comptabilisé au fur et à mesure que les données sismiques sont acquises et/ou traitées en proportion de la réalisation des travaux. Selon cette méthode, le chiffre d'affaires doit être constaté sur la base de mesures quantifiables de l'évolution des travaux, telles que des kilomètres carrés acquis. Les données sismiques multiclients sont concédées sous licence ou vendues aux clients et sont non cessibles. Le chiffre d'affaires découlant des campagnes sismiques multiclients réalisées est comptabilisé lors de l'obtention d'un contrat de licence signé et lorsque les données sont rendues accessibles aux clients.

De temps à autre, le chiffre d'affaires provient de contrats impliquant des prestations groupées ; le cas échéant, le chiffre d'affaires, est constaté au fur et à mesure que chaque prestation est fournie sur la base de la juste valeur relative de chaque prestation et lorsque les éléments livrés ont une valeur individuelle pour les clients.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de licences d'exploitation de logiciels peut englober des services d'installation, de maintenance, de conseil et de formation. Lorsque les services fournis ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel, le chiffre d'affaires lié à chaque volet du contrat est constaté séparément en fonction de sa juste valeur, déterminée selon des critères objectifs et propres au fournisseur lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies : le contrat est signé, la livraison est effectuée, le prix est fixe et déterminable, et le recouvrement de la créance afférente est probable.

Conversion des devises autres que le dollar des États-Unis

La monnaie fonctionnelle de Schlumberger est principalement le dollar des États-Unis. Les postes du bilan enregistrés dans des monnaies fonctionnelles autres que le dollar des États-Unis sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice (taux de change courant). Les différences de conversion sont imputées directement aux *Capitaux propres* dans le *Bilan consolidé*. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice concerné. Tous les profits ou pertes de change latents ou réalisés sont imputés au résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent. Des pertes de change, nettes des opérations de couverture, de 27 millions de dollars ont été comptabilisées en 2010. Des gains de change, nets des opérations de couverture, de respectivement 73 millions de dollars et 8 millions de dollars ont été comptabilisés en 2009 et en 2008.

Actifs financiers

Le *Bilan consolidé* reflète le portefeuille d'investissements de Schlumberger, répartis entre court et long terme en fonction des échéances. Les *Placements à court terme* et les *Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance* comprennent principalement des placements dans des fonds monétaires, des dépôts à terme en eurodollars, des certificats de dépôt, des billets de trésorerie, des eurobillets et des euro-obligations, et sont pour l'essentiel libellés en dollars des États-Unis. Dans les circonstances habituelles, l'intention de Schlumberger est de détenir ces investissements jusqu'à leur échéance, à l'exception des investissements détenus à des fins de transaction (189 millions de dollars au 31 décembre 2010 et 184 millions de dollars au 31 décembre 2009). Les investissements à court terme détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur, qui est estimée à l'aide des prix cotés de ces instruments ou d'instruments similaires. Tous les autres investissements sont comptabilisés à leur coût d'achat majoré des intérêts courus, qui avoisine leur valeur de marché. Aux 31 décembre 2010 et 2009, les profits et les pertes latents sur les investissements détenus à des fins de transaction n'étaient pas significatifs.

Dans le cadre de l'établissement du *Tableau consolidé des flux de trésorerie*, Schlumberger ne considère pas les placements à court terme comme des équivalents de trésorerie, car les échéances initiales d'une grande partie de ces instruments sont supérieures à trois mois.

Les échéances des *Titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance*, qui s'élèvent à 484 millions de dollars au 31 décembre 2010, sont les suivantes : 289 millions en 2012, 80 millions en 2013 et 115 millions en 2014.

Stocks

Les *Stocks* sont comptabilisés au coût moyen ou à la valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Les coûts imputés aux *Stocks* comprennent le matériel, les coûts directs de la main-d'œuvre et de la production.

Immobilisations corporelles et amortissements

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué du montant cumulé des amortissements, qui sont calculés et imputés au résultat selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée de ces actifs. Le coût de fabrication de l'équipement technique pétrolier fabriqué ou assemblé par des filiales de Schlumberger est inclus dans les immobilisations corporelles. Les dépenses encourues pour les remises en état, remplacements et modernisations des immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif. Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées au fur et à mesure aux charges opérationnelles. Lors de la vente ou de la mise au rebut d'une immobilisation corporelle, son coût d'acquisition et le montant cumulé des amortissements correspondants sont déduits des comptes du bilan et le montant net, diminué du prix de vente, est enregistré dans le compte de résultat.

Données sismiques multicients

La banque de données multicients est constituée de campagnes sismiques achevées et en cours, dont l'exploitation est concédée sous licence sur une base non exclusive. Les campagnes multicients sont principalement réalisées à partir des ressources de Schlumberger. La Société inscrit à l'actif les coûts directement engagés pour l'achat et le traitement des données sismiques multicients. Ces coûts sont imputés au *Coût des ventes et des services* à hauteur d'un pourcentage du total des coûts rapporté au total du chiffre d'affaires estimé que Schlumberger anticipe de recevoir lors de la commercialisation de ces données. Toutefois, la valeur nette comptable d'une campagne individuelle ne peut en aucun cas être supérieure à sa valeur amortie linéairement sur quatre ans.

La valeur comptable de la banque de données multicients fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année et des ajustements sont apportés lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de sa valeur comptable est mis en doute. Lorsqu'il est établi que les flux de trésorerie futurs estimés, processus qui fait largement appel à l'appréciation de Schlumberger, sont inférieurs à la valeur comptable des campagnes, des ajustements de valeur sont comptabilisés. Une modification défavorable significative des flux de trésorerie futurs estimés de Schlumberger pourrait contraindre la Société à constituer des provisions pour dépréciation au cours d'exercices futurs.

Goodwill, autres immobilisations incorporelles et actifs à long terme

Schlumberger comptabilise dans le goodwill l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles identifiables acquises. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de sa valeur comptable est mis en doute. Le test de dépréciation du goodwill est réalisé en comparant la juste valeur des unités de reporting de Schlumberger à leur valeur comptable afin d'établir l'existence d'une éventuelle dépréciation. Lorsque la juste valeur de l'unité est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée dans la mesure où la juste valeur implicite du goodwill de l'unité est inférieure à sa valeur comptable.

La dépréciation des actifs à long terme, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, est évaluée lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Lors de cette évaluation, la valeur comptable de ces actifs est comparée aux flux de trésorerie futurs estimés non actualisés susceptibles de découler de l'utilisation de ces actifs et de leur cession éventuelle. Dans le cas où ces flux de trésorerie ne couvrent pas la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée afin de ramener la valeur comptable de l'immobilisation à sa juste valeur estimée. La direction est amenée à faire des estimations significatives pour déterminer les flux de trésorerie futurs et la juste valeur estimée des actifs à long terme. Une évolution importante de la conjoncture économique ou d'autres circonstances influençant l'estimation des flux de trésorerie futurs ou de la juste valeur pourrait contraindre Schlumberger à constituer une provision pour dépréciation à l'avenir.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des relations avec la clientèle, de la technologie, du savoir-faire technique et des marques acquises lors de regroupements d'entreprises. En règle générale, les durées

d'amortissement s'échelonnent de 7 à 28 ans pour les relations avec les clients, de 5 à 18 ans pour la technologie et les connaissances techniques acquises, et de 5 à 30 ans pour les marques.

Impôts sur le résultat

Schlumberger calcule l'impôt sur le résultat en fonction des divers codes et réglementations fiscales en vigueur dans les nombreux pays dans lesquels les bénéfices sont réalisés. Les taux d'imposition fixés par l'administration fiscale de ces pays varient considérablement. Le résultat imposable peut être différent du résultat avant impôts tel qu'il ressort des états financiers. Des provisions appropriées pour impôts différés sur le résultat sont constituées lorsque certains produits et charges sont imputables à un exercice donné pour le calcul de l'impôt et à un autre exercice pour la détermination du résultat comptable. Les impacts liés à la modification des taux d'imposition ou de la législation fiscale sont imputés aux provisions pour impôts sur le résultat au cours de la période durant laquelle ces changements sont promulgués. Lorsqu'il est plus probable qu'improbable que tout ou partie de l'actif d'impôt différé ne sera pas réalisé à l'avenir, Schlumberger constitue une provision pour dépréciation de l'actif d'impôt différé.

Les déclarations d'impôts de Schlumberger font régulièrement l'objet de contrôles réalisés par l'administration fiscale dans la plupart des juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités. Ces contrôles peuvent se solder par des redressements fiscaux réglés à l'amiable ou éventuellement par voie judiciaire. Schlumberger comptabilise l'impact d'une situation fiscale s'il est plus probable qu'improbable qu'elle ne sera pas remise en cause en cas de contrôle fiscal, sur la base de la validité technique de cette situation fiscale. Les passifs fiscaux sont comptabilisés sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces passifs, qui sont estimés en fonction de données historiques, sont ajustés à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, en raison des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges très différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Schlumberger ne constitue pas de provision au titre des impôts liés à ses résultats non distribués, ceux-ci étant tous considérés comme réinvestis indéfiniment, ou ne seraient pas imposables au moment de leur distribution.

Concentration du risque de crédit

Les actifs de Schlumberger qui sont exposés à une concentration du risque de crédit sont principalement des liquidités, des placements à court terme, des titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance, des créances clients et des instruments financiers dérivés. Schlumberger place sa trésorerie, achète ses titres à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance et effectue ses placements à court terme auprès d'institutions financières et d'entreprises, et limite le risque de crédit auquel la Société est exposée auprès de chacun de ces établissements. Schlumberger évalue régulièrement la solvabilité des émetteurs dans lesquels la Société investit. Les créances sont imputables à de nombreux clients et sont réparties dans différents pays. Schlumberger constitue une provision pour créances irrécouvrables en fonction des recouvrements anticipés et évalue en permanence la solvabilité et la situation financière de ses clients. En recourant à des instruments financiers dérivés pour se prémunir contre les variations des taux de change et des matières premières, Schlumberger encourt un certain risque de crédit. Schlumberger minimise ce risque de crédit en concluant des transactions avec des contreparties de premier ordre, en limitant l'exposition à chaque contrepartie et en effectuant un suivi de la situation financière de ses contreparties.

Études et recherche

Tous les frais d'études et de recherche sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en réintégrant d'abord les charges d'intérêt afférentes aux obligations non garanties convertibles au résultat net attribuable à Schlumberger, puis en divisant le

résultat net ajusté ainsi obtenu par la somme : (i) des actions temporairement inaccessibles non acquises ; et (ii) du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation compte tenu de la dilution. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation compte tenu de la dilution présuppose (a) que toutes les options sur actions qui sont dans la monnaie sont levées en début d'exercice et que les produits sont utilisés par Schlumberger pour racheter des actions au prix de marché moyen de l'exercice, et (b) que les obligations non garanties convertibles sont converties.

Le tableau ci-après rapproche le résultat de base par action du résultat dilué par action pour les trois derniers exercices :

(en millions, sauf pour les données par action)

	Résultat de Schlumberger – activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	Résultat par action – activités poursuivies
2010 :			
Résultat de base	\$ 4 267	1 250	\$ 3,41
Conversion présumée des obligations non garanties	3	2	
Levée présumée des options d'achat d'actions	–	9	
Actions temporairement inaccessibles non acquises	–	2	
Résultat dilué	\$ 4 270	1 263	\$ 3,38
2009 :			
Résultat de base	\$ 3 156	1 198	\$ 2,63
Conversion présumée des obligations non garanties	8	8	
Levée présumée des options d'achat d'actions	–	7	
Actions temporairement inaccessibles non acquises	–	1	
Résultat dilué	\$ 3 164	1 214	\$ 2,61
2008 :			
Résultat de base	\$ 5 397	1 196	\$ 4,51
Conversion présumée des obligations non garanties	12	13	
Levée présumée des options d'achat d'actions	–	13	
Actions temporairement inaccessibles non acquises	–	2	
Résultat dilué	\$ 5 409	1 224	\$ 4,42

Aux 31 décembre 2010, 2009 et 2008, environ 12,5 millions, 17,1 millions et 5,8 millions d'options sur actions ordinaires étaient respectivement en circulation mais n'étaient pas incluses dans le calcul du résultat dilué par action, car le prix d'exercice des options était supérieur au cours boursier moyen de l'action, et que leur effet sur le résultat dilué par action aurait été anti-dilutif.

3. Charges et crédits

Schlumberger a comptabilisé les charges et crédits suivants pour les activités poursuivies en 2010, 2009 et 2008 :

2010

Quatrième trimestre de 2010 :

- Dans le cadre de la fusion de Schlumberger avec Smith International, Inc. («Smith») (voir la Note 4 – *Acquisitions*), la Société a comptabilisé les charges avant impôts suivantes : 115 millions de dollars (73 millions de dollars après impôts) au titre de l'amortissement d'ajustement liés à la méthode de l'acquisition associés à la réévaluation de stocks acquis à leur juste valeur estimée, 17 millions de dollars (16 millions de dollars après impôts) d'honoraires professionnels et autres, et 16 millions de dollars (12 millions de dollars après impôts) au titre d'avantages du personnel.

- Schlumberger a racheté les dettes suivantes :

(en millions de dollars)

	Valeur comptable
Obligations 6,50 %, échéance 2012	\$ 297
Obligations de premier rang 6,75 %, échéance 2011	\$ 123
Obligations de premier rang 9,75 %, échéance 2019	\$ 212
Obligations de premier rang 6,00 %, échéance 2016	\$ 102
Obligations de premier rang 8,625 %, échéance 2014	\$ 88

Du fait de ces transactions, Schlumberger a comptabilisé des charges avant impôts de 32 millions de dollars (20 millions de dollars après impôts).

Troisième trimestre de 2010 :

- Du fait de la décision de rationaliser les coûts administratifs dans l'ensemble de la Société et de restructurer les activités à terre en Amérique du Nord dans le but d'accroître l'efficacité opérationnelle, Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 90 millions de dollars (77 millions de dollars après impôts).
- À l'issue de la récente introduction réussie d'UniQ, un système nouvelle génération d'acquisition de sismique terrestre à capteur unique, Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 78 millions de dollars (71 millions de dollars après impôts), au titre de la dépréciation des actifs du système Q-Land première génération de WesternGeco.
- Une charge de 63 millions de dollars avant et après impôts se rapportant principalement à la résiliation anticipée d'un contrat de location de navire associé à l'offre de services électromagnétiques de WesternGeco et aux actifs afférents, y compris une provision pour dépréciation de 30 millions de dollars au titre d'une participation mise en équivalence.
- Dans le cadre de la fusion de Schlumberger avec Smith (voir la Note 4 – *Acquisitions*), Schlumberger a comptabilisé les charges avant impôts suivantes : 56 millions de dollars (55 millions de dollars après impôts) de coûts de transactions afférents à la fusion, dont des honoraires de conseil et des honoraires juridiques, 41 millions de dollars (35 millions de dollars après impôts) au titre d'avantages du personnel correspondant à des paiements effectués dans le cadre du changement de contrôle et à des primes de fidélisation, et 38 millions de dollars (24 millions de dollars après impôts) se rapportant à l'amortissement d'ajustements liés à la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition associés à la réévaluation de stocks à leur juste valeur estimée.
- Une charge avant impôts de 40 millions de dollars (36 millions de dollars après impôts) au titre de la résiliation anticipée de contrats de location d'appareils de forage et de la réduction des effectifs au Mexique du fait du ralentissement de projets.
- Schlumberger a racheté 352 millions de dollars de ses obligations 6,50 % venant à échéance en 2012 et a de ce fait encouru une charge avant impôts de 28 millions de dollars (18 millions de dollars après impôts).
- Schlumberger a comptabilisé un gain avant impôts de 1,27 milliard de dollars (1,24 milliard de dollars après impôts) au titre de la réévaluation de sa participation dans la coentreprise M-I SWACO, précédemment de 40 %. Voir la Note 4 – *Acquisitions* pour de plus amples informations.

Premier trimestre de 2010 :

- Dans le cadre des transactions Smith et Geoservices, Schlumberger a comptabilisé des coûts de fusion de 35 millions de dollars avant et après impôts (voir la Note 4 – *Acquisitions*). Ces coûts correspondent principalement à des honoraires de conseil et à des honoraires juridiques.
- En mars 2010, la loi américaine sur la protection des patients et l'accessibilité des soins médicaux, *Patient Protection and Affordable Care Act* (« PPACA »), a été promulguée aux États-Unis. Entre autres, la loi PPACA abroge la déductibilité fiscale de la subvention dont les entreprises telles que Schlumberger bénéficiaient au

titre du financement de régimes de couverture médicale au profit des retraités au moins équivalents à la partie D du programme Medicare. Du fait de cette modification de la législation, Schlumberger a comptabilisé une charge de 40 millions de dollars afin d'ajuster ses actifs d'impôts différés au titre de la suppression de cette déduction fiscale future.

Le tableau suivant résume les charges et les crédits de 2010 :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Participations ne donnant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
<i>Charges de restructuration et de fusion :</i>					
Coûts de licenciement et autres	\$ 90	\$ 13	\$ -	\$ 77	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Dépréciation liée au système d'acquisition de sismique terrestre de première génération Q-Land de WesternGeco	78	7	-	71	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Autres charges liées à WesternGeco	63	-	-	63	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Honoraires professionnels et autres	107	1	-	106	<i>Fusion et intégration</i>
Avantages du personnel liés à la fusion	58	10	-	48	<i>Fusion et intégration</i>
Ajustement de la juste valeur des stocks	153	56	-	97	<i>Coût des ventes et des services</i>
Restructuration au Mexique	40	4	-	36	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Remboursement d'obligations	60	23	-	37	<i>Charges de restructuration et autres</i>
<i>Total des charges de restructuration et autres</i>	<u>649</u>	<u>114</u>	<u>-</u>	<u>535</u>	
Gain sur la participation dans M-I SWACO	(1 270)	(32)	-	(1 238)	<i>Gain sur la participation dans M-I SWACO</i>
Impact de l'élimination de la déduction fiscale afférente à la partie D du programme du programme Medicare	-	(40)	-	40	<i>Impôts sur le résultat</i>
	<u>\$ (621)</u>	<u>\$ 42</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ (663)</u>	

Environ 165 millions de dollars des 649 millions de dollars de charges de restructuration et de fusion avant impôts décrites ci-dessus sont des charges sans incidence sur la trésorerie. Les charges ont en grande majorité été payées, ou devraient être payées au cours des trois prochains mois.

2009

Deuxième trimestre de 2009 :

- Schlumberger a continué à réduire ses effectifs au plan mondial sous l'effet de la baisse des dépenses d'exploration et de production pétrolières et gazières et de son impact sur l'activité dans le secteur des services pétroliers. Ces mesures ont conduit Schlumberger à comptabiliser une charge avant impôts de 102 millions de dollars (85 millions de dollars après impôts). Ces réductions d'effectifs ont été achevées fin 2009.
- Du fait de ces baisses d'effectifs, Schlumberger a comptabilisé des charges sans contrepartie en trésorerie au titre de la réduction des retraites et des autres avantages postérieurs à l'emploi de 136 millions de dollars avant impôts (122 millions de dollars après impôts). Voir la Note 18 – *Retraites et avantages assimilés* pour de plus amples informations.

Le tableau ci-dessous résume ces charges :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Participations ne donnant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
Réduction des effectifs	\$ 102	\$ 17	\$ -	\$ 85	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Réduction des avantages postérieurs à l'emploi	136	14	-	122	<i>Charges de restructuration et autres</i>
	<u>\$ 238</u>	<u>\$ 31</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 207</u>	

2008

Quatrième trimestre de 2008 :

- Compte tenu de la baisse persistante des dépenses d'exploration et de production de pétrole et de gaz et de son impact sur les activités dans le secteur des services pétroliers, Schlumberger a pris des mesures pour alléger ses effectifs mondiaux. En conséquence, Schlumberger a enregistré une charge avant impôts de 74 millions de dollars (65 millions de dollars après impôts).
- Schlumberger a sorti certains actifs de son bilan, notamment des créances se rapportant à un client confronté à des problèmes de trésorerie. En conséquence, Schlumberger a comptabilisé une charge avant impôts de 42 millions de dollars (28 millions de dollars après impôts et participations ne donnant pas le contrôle).

Le tableau ci-dessous résume ces charges :

(en millions de dollars)

	Avant impôts	Impôts	Participations ne donnant pas le contrôle	Net	Classification au compte de résultat
Réduction des effectifs	\$ 74	\$ 9	\$ –	\$ 65	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Provision pour créances douteuses	32	8	6	18	<i>Charges de restructuration et autres</i>
Autres	10	–	–	10	<i>Charges de restructuration et autres</i>
	<u>\$ 116</u>	<u>\$ 17</u>	<u>\$ 6</u>	<u>\$ 93</u>	

4. Acquisitions

Fusion avec Smith International, Inc.

Le 27 août 2010, Schlumberger a acquis l'intégralité des actions en circulation de Smith, une société leader dans la fourniture de produits et de services de grande qualité au secteur de l'exploration et de la production pétrolière et gazière. La fusion permet de regrouper l'expertise et les technologies de forage et de mesure complémentaires de Schlumberger et de Smith afin de faciliter l'ingénierie de systèmes de forage complets optimisant tous les composants du train de tiges. Ces systèmes permettront aux clients de Schlumberger, qui sont confrontés à des environnements de plus en plus complexes, d'accroître l'efficacité des opérations de forage, de placement des puits et de garantir la continuité de la production. En outre, la présence géographique de Schlumberger facilitera le développement d'offres conjointes à l'échelle mondiale.

Aux termes du contrat de fusion, Smith est devenu une filiale à 100 % de Schlumberger. Chaque action ordinaire de Smith émise et en circulation immédiatement avant la prise d'effet de la fusion a été convertie en un droit de recevoir 0,6966 action ordinaire de Schlumberger, les rompus d'actions étant distribués en numéraire.

À la date d'effet de la fusion, chaque option en circulation permettant d'acheter des actions ordinaires de Smith a été convertie, en vertu du contrat de fusion, en une option permettant d'acquérir des actions ordinaires de Schlumberger dans des conditions identiques à celles qui prévalaient immédiatement avant la réalisation de la fusion. Le nombre d'actions ordinaires de Schlumberger correspondant à chaque option sur actions de Smith convertie a été déterminé en multipliant le nombre d'options sur actions de Smith par le ratio d'échange de 0,6966, puis en arrondissant le résultat ainsi obtenu au nombre entier d'actions le plus proche. Le prix d'exercice par action de chaque option sur actions convertie de Smith a été déterminé en divisant le prix d'exercice par action de ces options sur actions par le ratio d'échange de 0,6966, puis en arrondissant le résultat ainsi obtenu au centime le plus proche. Les options sur actions de Smith, qu'elles aient ou non été acquises et exerçables à ce moment, sont devenues pleinement acquises et exerçables par Schlumberger à la date d'effet de la fusion, conformément aux dispositions préexistantes sur les changements de contrôle. Les options sur actions de Smith ont été converties en 0,6 million d'options sur actions de Schlumberger.

À la date d'effet de la fusion, les actions temporairement incessibles non encore émises de Smith, qu'elles aient ou non été acquises à ce moment, sont devenues pleinement acquises (hormis pour les attributions intervenues entre la date du contrat de fusion et la réalisation de la fusion, qui n'étaient pas significatives ni automatiquement acquises) et

ont été converties en actions ordinaires de Schlumberger dans le cadre de la fusion, leur nombre étant déterminé en multipliant le nombre d'actions ordinaires de Smith pour chaque attribution par le ratio d'échange de 0,6966, puis en arrondissant le résultat ainsi obtenu au nombre entier d'actions le plus proche (en présumant que, dans le cas des attributions d'actions liées à la performance temporairement incessibles de Smith, les objectifs de performance prévus dans le cadre de l'attribution ont été atteints).

Calcul de la contrepartie transférée

Le tableau ci-après détaille la juste valeur de la contrepartie transférée au titre de la fusion avec Smith.

(en millions de dollars, sauf pour le ratio d'échange et les données par action)

Nombre d'actions ordinaires de Smith en circulation à la date d'acquisition	248
Nombre d'actions temporairement incessibles non encore émises de Smith en circulation à la date d'acquisition	4
	252
Multiplié par le ratio d'échange	0,6966
Nombre équivalent d'actions ordinaires de Schlumberger émises	176
Cours de clôture de l'action Schlumberger le 27 août 2010	\$ 55,76
Contrepartie en actions ordinaires	\$ 9 812
Juste valeur des options sur actions de Schlumberger émises	\$ 16
Total de la juste valeur de la contrepartie transférée	<u>\$ 9 828</u>

Certains montants ont été arrondis.

Affectation préliminaire de la contrepartie transférée aux actifs nets acquis

Les montants ci-après représentent les estimations préliminaires de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés lors de la fusion. La détermination définitive de la juste valeur de certains actifs et passifs sera achevée dès que les informations nécessaires pour terminer l'analyse auront été obtenues. Ces montants seront finalisés dès que possible, mais au plus tard au premier anniversaire de la date d'acquisition.

(en millions de dollars)

Disponibilités	\$ 399
Clients et autres débiteurs	1 831
Stocks ⁽¹⁾	2 013
Immobilisations corporelles	2 017
Immobilisations incorporelles :	
Marques (durée de vie moyenne pondérée de 25 ans)	1 560
Technologie (durée de vie moyenne pondérée de 16 ans)	1 170
Relations avec la clientèle (durée de vie moyenne pondérée de 23 ans)	1 360
Autres actifs	429
Fournisseurs et charges à payer	(1 460)
Dette à long terme ⁽²⁾	(2 141)
Impôts différés ⁽³⁾	(1 936)
Autres passifs	(528)
sous-total	\$ 4 714
Moins :	
Participation dans M-I SWACO ⁽⁴⁾	(1 429)
Participations ne donnant pas le contrôle	(111)
Total des actifs nets identifiables	\$ 3 174
Gain sur la participation dans M-I SWACO ⁽⁴⁾	(1 238)
Goodwill ⁽⁵⁾	7 892
Total de la contrepartie transférée	<u>\$ 9 828</u>

(1) Schlumberger a enregistré un ajustement d'environ 155 millions de dollars au titre de la réévaluation à leur juste valeur estimée des stocks acquis. Cet ajustement a été imputé au *Coût des ventes et des services de Schlumberger*, les stocks ayant été vendus. En conséquence, les marges de Schlumberger ont été temporairement réduites durant les périodes initiales suivant la fusion.

(2) Dans le cadre de la fusion, Schlumberger a repris l'intégralité des dettes de Smith, y compris ses obligations à long terme à taux fixe comprenant : 220 millions de dollars d'obligations de premier rang, 6,75 %, échéance 2011, 300 millions de dollars d'obligations de premier rang, 8,625 %, échéance 2014, 275 millions de dollars d'obligations de premier rang, 6,00 %, échéance 2016, et 700 millions

de dollars d'obligations de premier rang, 9,75 %, échéance 2019. Schlumberger a comptabilisé un ajustement de 417 millions de dollars au titre de l'augmentation de la valeur comptable de ces obligations à leur juste valeur estimée. Cet ajustement sera amorti sur la durée de vie résiduelle des obligations en déduction de la charge d'intérêt.

- (3) Dans le cadre de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition, Schlumberger a provisionné des impôts différés se rapportant, entre autres, aux ajustements estimés de la juste valeur des immobilisations incorporelles et des stocks acquis et des dettes reprises. Les provisions pour impôts différés comprennent des montants au titre de différences temporelles associées à des participations dans certaines filiales étrangères de Smith pour lesquelles aucun impôt n'avait été provisionné. Schlumberger anticipe que ces différences temporelles se renverseront principalement à la faveur de la réorganisation de ces filiales ainsi que du rapatriement des bénéfices, qui ne seront plus réinvestis indéfiniment. À ce titre, Schlumberger procède à l'évaluation de certains facteurs affectant le montant définitif des impôts différés devant être comptabilisé. Le montant des impôts différés comptabilisé sera probablement révisé une fois cette évaluation achevée. Toute révision du montant des impôts différés aura un impact sur le montant du goodwill comptabilisé.
- (4) Avant la fusion, Smith et Schlumberger géraient M-I SWACO, une coentreprise de fluides de forage détenue à 40 % par Schlumberger et à 60 % par Smith. Depuis la date de réalisation de la fusion, M-I SWACO est détenue à 100 % par Schlumberger. Ayant acquis le contrôle de cette coentreprise, Schlumberger a dû, conformément au référentiel comptable, réévaluer la participation détenue précédemment par la Société dans la coentreprise à sa juste valeur à la date de la fusion et a comptabilisé à ce titre dans le résultat un gain avant impôts de 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard de dollars après impôts). Ce gain est classé en *Gain sur la participation dans M-I SWACO* dans le *Compte de résultat consolidé*. Avant l'acquisition de Smith, Schlumberger comptabilisait sa quote-part dans le résultat de cette coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2009, la valeur comptable de la participation de Schlumberger dans la coentreprise, de 1,4 milliard de dollars, était incluse dans les *Participations dans les sociétés affiliées* dans le *Bilan consolidé*. La quote-part de Schlumberger dans le résultat de cette coentreprise s'élevait à 78 millions de dollars en 2010 (correspondant à la période du 1^{er} janvier 2010 au 27 août 2010), à 131 millions de dollars en 2009 et à 210 millions de dollars en 2008. Schlumberger a reçu des distributions de trésorerie de la coentreprise d'un montant de 50 millions de dollars en 2010, de 106 millions de dollars en 2009 et de 57 millions de dollars en 2008.
- (5) Le goodwill comptabilisé est principalement attribuable aux synergies attendues du regroupement des activités de Schlumberger et de Smith, ainsi que des immobilisations incorporelles qui ne satisfont pas aux critères d'une comptabilisation distincte. Environ 0,2 milliard de dollars du goodwill sont déductibles aux fins de l'impôt sur le résultat.

Acquisition de Geoservices

Le 23 avril 2010, Schlumberger a réalisé l'acquisition de Geoservices, une société de services pétroliers non cotée spécialisée dans le forage de boues, les services au slickline et les activités de contrôle de la production, pour un montant en numéraire de 915 millions de dollars.

Le prix d'acquisition a été affecté aux actifs nets acquis sur la base de leur juste valeur estimée comme suit :

(en millions de dollars)

Disponibilités	\$ 26
Autres actifs	184
Immobilisations corporelles	90
Goodwill	599
Immobilisations incorporelles	377
Dettes à long terme	(145)
Passifs d'impôts différés	(64)
Autres passifs	(152)
	<u>\$ 915</u>

Les dettes à long terme ont été remboursées lors de la réalisation de la transaction.

Les immobilisations incorporelles comptabilisées dans le cadre de cette transaction, qui correspondent principalement à des relations avec la clientèle, seront amorties sur une durée moyenne pondérée d'environ 17 ans. Le montant affecté au goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets acquis, et n'est pas déductible fiscalement.

Autres acquisitions

Schlumberger a réalisé d'autres acquisitions et achats de participations minoritaires dont aucun n'a été, pris individuellement, significatif, pour un montant en numéraire, net de la trésorerie acquise, de 212 millions de dollars en 2010, 514 millions de dollars en 2009 et 345 millions de dollars en 2008.

Informations supplémentaires pro forma

Le résultat opérationnel de Smith a été inclus dans les états financiers de Schlumberger pour les périodes postérieures à la date d'effet de la fusion. Pour la période s'échelonnant de la réalisation de la fusion au 31 décembre 2010, Smith a contribué au chiffre d'affaires de Schlumberger à hauteur de 3,3 milliards de dollars et au résultat net de Schlumberger à concurrence de 160 millions de dollars (y compris l'impact récurrent de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition). Les informations supplémentaires pro forma non auditées (les « informations pro forma ») présentent les informations consolidées comme si la fusion avec Smith et l'acquisition de Geoservices avaient été réalisées le 1^{er} janvier 2009 :

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

	2010	2009
Chiffre d'affaires	\$ 33 468	\$ 31 182
Résultat net	\$ 3 376	\$ 3 271
Résultat net attribuable à Schlumberger	\$ 3 370	\$ 3 244
Résultat dilué par action	\$ 2,44	\$ 2,34

Les informations pro forma ont été préparées sur la base des informations financières historiques de Schlumberger, de Smith et de Geoservices, et ont été modifiées au titre des ajustements pro forma qui sont (i) directement attribuables aux transactions, (ii) factuellement justifiables et (iii) dont on s'attend à ce qu'elles aient un impact durable sur les résultats combinés. Les informations pro forma ne sont pas obligatoirement représentatives des résultats opérationnels que Schlumberger aurait enregistré si les transactions avaient été réalisées le 1^{er} janvier 2009. En outre, les informations pro forma n'ont pas pour objectif de projeter les résultats opérationnels futurs de la société combinée, de même qu'elles n'intègrent pas la réalisation de synergies anticipées découlant de ces transactions. Les informations pro forma intègrent les ajustements suivants :

- L'élimination du gain découlant de la réévaluation par Schlumberger de la participation dans M-I SWACO précédemment détenue à hauteur de 40 %, considéré comme non récurrent.
- Une charge d'amortissement supplémentaire associée à des ajustements de juste valeur des immobilisations incorporelles et corporelles identifiables acquises.
- L'élimination de charges encourues en 2010 au titre des ajustements de juste valeur de stocks de Smith qui ont été vendus et seront sans impact durable.
- La réduction de la charge d'intérêt du fait de l'augmentation de la valeur comptable des dettes acquises à leur juste valeur estimée.
- L'élimination des coûts de transaction directement liés aux transactions engagés en 2010, et qui n'ont pas d'impact durable sur le résultat opérationnel de la société combinée.
- L'émission de 176 millions d'actions ordinaires de Schlumberger.

Les charges et les crédits présentés ci-dessous ont été inclus dans le résultat net pro forma attribuable à Schlumberger et le résultat par action de 2010 et 2009 :

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

	2010		2009	
	Impact sur le résultat net	Impact sur le résultat dilué par action*	Impact sur le résultat net	Impact sur le résultat dilué par action*
Réduction des effectifs et autres ⁽¹⁾	\$ 77	\$ 0,06	\$ 85	\$ 0,06
Dépréciation liée au système d'acquisition de première génération Q-Land de WesternGeco ⁽¹⁾	71	0,05	–	–
Autres charges liées à WesternGeco ⁽¹⁾	63	0,05	–	–
Impact de l'élimination de la déduction fiscale de la subvention liée à la partie D du programme Medicare ⁽¹⁾	40	0,03	–	–
Restructuration au Mexique ⁽¹⁾	36	0,03	–	–
Pertes de change vénézuéliennes ⁽²⁾	35	0,03	–	–
Rachat d'obligations ⁽¹⁾	37	0,03	–	–
Gain lié à la réévaluation de la participation dans @Balance ⁽²⁾	(18)	(0,01)	–	–
Réduction des avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	–	–	122	0,09
Réduction des effectifs ⁽²⁾	–	–	32	0,02
	\$ 341	\$ 0,25	\$ 239	\$ 0,17

* Les totaux présentent des différences en raison des arrondis.

(1) Concerne les activités historiques de Schlumberger. Voir la Note 3 – *Charges et crédits* pour de plus amples informations.

(2) Concerne les activités historiques de Smith.

5. Stocks

Le tableau ci-dessous présente un résumé des stocks :

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2010	2009
Matières premières et fournitures de terrain	\$ 1 833	\$ 1 646
Travaux en cours	249	74
Produits finis	1 722	146
	\$ 3 804	\$ 1 866

6. Immobilisations corporelles

Elles se répartissent comme suit :

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2010	2009
Terrains	\$ 314	\$ 141
Immeubles et agencements	2 631	1 806
Matériel et équipement	21 873	17 939
Navires sismiques et équipements afférents	1 861	924
Navires sismiques en cours de construction	–	695
	26 679	21 505
Moins : montant cumulé des amortissements	14 608	11 845
	\$ 12 071	\$ 9 660

Les durées d'utilité estimées des immeubles et agencements s'échelonnent principalement de 30 à 40 ans. Les matériels et équipements ont des durées d'utilité estimées de 5 à 10 ans. Les navires sismiques sont amortis sur des périodes de 20 à 30 ans et en règle générale, les équipements afférents sont amortis sur une période de 5 ans.

En 2010, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles s'est élevée à 2,4 milliards de dollars, contre 2,1 milliards de dollars en 2009 et 1,9 milliard de dollars en 2008.

7. Données sismiques multiclients

Le tableau ci-après indique les variations de la valeur comptable des données sismiques multiclients :

(en millions de dollars)

	2010	2009
Solde à l'ouverture	\$ 288	\$ 287
Inscrites à l'actif au cours de l'exercice	326	230
Imputées en charge	(220)	(229)
	<u>\$ 394</u>	<u>\$ 288</u>

8. Goodwill

Le tableau ci-après indique les variations de la valeur comptable du goodwill par secteur d'activité :

(en millions de dollars)

	Services pétroliers	Western Geco	M-I SWACO	Smith Oilfield	Distribution	Total
Solde au 1 ^{er} janvier 2009	\$ 4 174	\$ 1 015	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 5 189
Acquisitions	121	-	-	-	-	121
Impact des fluctuations des taux de change	(5)	-	-	-	-	(5)
Solde au 31 décembre 2009	4 290	1 015	-	-	-	5 305
Acquisitions de Smith	1 030	-	3 443	3 349	70	7 892
Acquisitions	740	17	4	-	-	761
Transferts	58	(58)	-	-	-	-
Impact des fluctuations des taux de change	(6)	-	-	-	-	(6)
Solde au 31 décembre 2010	<u>\$ 6 112</u>	<u>\$ 974</u>	<u>\$ 3 447</u>	<u>\$ 3 349</u>	<u>\$ 70</u>	<u>\$ 13 952</u>

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement de la technologie/du savoir-faire technique, des marques et des relations avec les clients. Le tableau ci-après détaille la valeur comptable brute et le montant cumulé des amortissements des immobilisations incorporelles au 31 décembre :

(en millions de dollars)

	2010			2009		
	Valeur comptable brute	Montant cumulé des amortissements	Valeur nette comptable	Valeur comptable brute	Montant cumulé des amortissements	Valeur nette comptable
Technologie/savoir-faire technique	\$ 1 846	\$ 215	\$ 1 631	\$ 527	\$ 163	\$ 364
Marques	1 678	61	1 617	84	32	52
Relations avec les clients	1 963	129	1 834	355	80	275
Autres actifs	378	298	80	376	281	95
	<u>\$ 5 865</u>	<u>\$ 703</u>	<u>\$ 5 162</u>	<u>\$ 1 342</u>	<u>\$ 556</u>	<u>\$ 786</u>

La charge d'amortissement s'élevait à 190 millions de dollars en 2010, 114 millions de dollars en 2009 et à 124 millions de dollars en 2008.

La durée d'amortissement moyenne pondérée avoisine 21 ans pour toutes les immobilisations incorporelles.

La charge d'amortissement pour les cinq années suivantes est estimée à : 323 millions de dollars en 2011, 316 millions de dollars en 2012, 298 millions de dollars en 2013, 292 millions de dollars en 2014 et 277 millions de dollars en 2015.

10. Dettes à long terme et facilités de crédit

Les dettes à long terme sont présentées ci-après :

(en millions de dollars)

Au 31 décembre	2010	2009
Obligations garanties, 4,50 %, échéance 2014	\$ 1 319	\$ 1 449
Obligations garanties, 2,75 %, échéance 2015	1 310	–
Obligations garanties, 5,25 %, échéance 2013	659	727
Obligations de premier rang, 9,75 %, échéance 2019 ⁽¹⁾	776	–
Obligations garanties, 3,00 %, échéance 2013	450	449
Obligations de premier rang, 8,625 %, échéance 2014 ⁽¹⁾	272	–
Obligations de premier rang, 6,00 %, échéance 2016 ⁽¹⁾	218	–
Obligations, 6,5 %, échéance 2012	–	649
Obligations garanties, 5,875 %, échéance 2011	–	362
Billets de trésorerie	367	358
Autres dettes à taux variable	133	360
	\$ 5 504	\$ 4 354
Ajustement de juste valeur - couverture	13	1
	\$ 5 517	\$ 4 355

(1) Représente des dettes à long terme à taux fixe reprises dans le cadre de la fusion avec Smith, net des montants rachetés postérieurement à la réalisation de la transaction.

L'ajustement de juste valeur présenté ci-dessus représente des variations de la juste valeur de la partie de la dette à taux fixe de Schlumberger qui est couverte par des swaps de taux d'intérêt.

Aux troisième et quatrième trimestres 2010, Schlumberger a racheté l'intégralité de ses 650 millions de dollars d'obligations, 6,50 %, venant à échéance en 2012.

Durant le premier trimestre 2009, Schlumberger a mis en place un programme de 3,0 milliards d'euros d'obligations à moyen terme. Ce programme prévoit l'émission de différents types d'instruments de dette tels que des obligations à taux fixe et variable libellées en euros, en dollars des États-Unis, et dans d'autres monnaies.

Au quatrième trimestre 2010, Schlumberger a émis 1,0 milliard d'euros d'obligations garanties, 2,75 %, venant à échéance en 2015 dans le cadre de ce programme. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 2,56 %. Au premier trimestre 2009, Schlumberger a émis 1,0 milliard d'euros d'obligations garanties, 4,50 %, échéance 2014 dans le cadre de ce programme. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 4,95 %.

Au troisième trimestre 2009, Schlumberger a émis 450 millions de dollars d'obligations garanties, 3,00 %, échéance 2013.

En septembre 2008, Schlumberger a émis 500 millions d'euros d'obligations garanties, 5,25 %, échéance 2013. À la date d'émission, Schlumberger a conclu un contrat permettant d'échanger ces obligations libellées en euros contre des dollars des États-Unis jusqu'à l'échéance, transformant ainsi cet emprunt en une dette libellée en dollars des États-Unis sur laquelle Schlumberger versera des intérêts en dollars des États-Unis au taux de 4,74 %.

Les emprunts sous forme de billets de trésorerie en cours aux 31 décembre 2010 et 2009 comprennent certaines obligations émises dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, qui ont été échangés contre des dollars des États-Unis et des livres sterling à la date d'émission et jusqu'à l'échéance. Les emprunts sous forme de billets de trésorerie sont classés dans les dettes à long terme dans la mesure où ils sont garantis par des facilités de crédit garanties disponibles et non tirées ayant une échéance supérieure à un an et où Schlumberger a l'intention de conserver ces engagements pendant une période supérieure à un an.

Au 31 décembre 2010, Schlumberger disposait de facilités de crédit garanties d'un montant total de 6,0 milliards de dollars auprès de banques commerciales, dont 3,7 milliards de dollars étaient disponibles et non tirés. Ce montant comprend des lignes de crédit garanties de 4,9 milliards de dollars couvrant des emprunts entrant dans le cadre des programmes de billets de trésorerie aux États-Unis et en Europe, dont 2,5 milliards de dollars arrivent à échéance en décembre 2011 et 2,4 milliards de dollars viennent à échéance en avril 2012. Les taux d'intérêt et autres conditions d'emprunt de ces lignes de crédit varient d'un pays à l'autre. Au 31 décembre 2010, les emprunts entrant dans le cadre des programmes de billets de trésorerie s'élevaient à 1,9 milliard de dollars (0,4 milliard de dollars au 31 décembre 2009). Au 31 décembre 2010, 1,5 milliard de dollars d'emprunts entrant dans le cadre du programme de billets de trésorerie étaient classés dans la *Fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an* dans le *Bilan consolidé*.

Le 10 janvier 2011, Schlumberger a émis 1,1 milliard de dollars d'obligations de premier rang, 4,200 %, échéance 2021, et 500 millions de dollars d'obligations de premier rang, 2,650 %, échéance 2016.

Le tableau ci-dessous analyse par devises les *Autres dettes à long terme* au 31 décembre réparties en obligations, billets de trésorerie et autres. Comme plus amplement détaillé ci-après, les devises sont présentées en tenant compte des swaps de change conclus à la date d'émission et jusqu'à l'échéance.

(en millions de dollars)

	2010				2009			
	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total
Dollar des États-Unis	\$ 5 017	\$ –	\$ 104	\$ 5 121	\$ 3 275	\$ –	\$ 59	\$ 3 334
Euro	–	183	–	183	362	135	231	728
Livre sterling	–	184	–	184	–	223	51	274
Couronne norvégienne	–	–	17	17	–	–	19	19
Autres devises	–	–	12	12	–	–	–	–
	<u>\$ 5 017</u>	<u>\$ 367</u>	<u>\$ 133</u>	<u>\$ 5 517</u>	<u>\$ 3 637</u>	<u>\$ 358</u>	<u>\$ 360</u>	<u>\$ 4 355</u>

Au 31 décembre 2010, le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à taux variable était de 1,0 %.

Au 31 décembre 2010, les échéances des *Autres dettes à long terme* étaient les suivantes : 445 millions de dollars en 2012, 1,163 milliard de dollars en 2013, 1,605 milliard de dollars en 2014, 1,310 milliard de dollars en 2015 et 994 millions de dollars après 2015.

Au 31 décembre 2010, la juste valeur des *Autres dettes à long terme* était de 5,6 milliards de dollars, contre 4,6 milliards de dollars au 31 décembre 2009, et était estimée sur la base des prix de marché cotés.

Obligations non garanties convertibles

En 2003, Schlumberger Limited a émis des obligations non garanties convertibles 1,5 % de catégorie A, échéance le 1^{er} juin 2023 d'un montant en principal totalisant 975 millions de dollars et des obligations non garanties convertibles 2,12 % de catégorie B, échéance le 1^{er} juin 2023, d'un montant en principal de 450 millions de dollars. Les obligations non garanties de catégorie A étaient convertibles, au gré de leur détenteur, en actions ordinaires Schlumberger Limited selon une parité de 27,651 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars du montant en principal des obligations non garanties de catégorie A (ce qui équivaut à un prix initial de conversion de 36,165 dollars par action). Les obligations non garanties de catégorie B pouvaient être converties en actions ordinaires selon une parité de 25,000 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars du montant en principal des obligations non garanties de catégorie B (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 40,00 dollars par action).

En 2008, le reliquat de 353 millions de dollars des obligations non garanties de catégorie A en circulation ont été converties en 9,8 millions d'actions ordinaires de Schlumberger.

En 2008, 95 millions de dollars des obligations non garanties de catégorie B ont été convertis en 2,4 millions d'actions ordinaires Schlumberger. Au 31 décembre 2009, 321 millions de dollars des obligations non garanties de catégorie B étaient en circulation. En 2010, 320 millions de dollars de ces obligations non garanties ont été convertis par leurs détenteurs en 8,0 millions d'actions ordinaires Schlumberger et le reliquat de 1 million de dollars d'obligations non garanties de catégorie B a été remboursé en numéraire. En conséquence, aucune obligation non garantie convertible n'était en circulation au 31 décembre 2010.

11. Instruments dérivés et opérations de couverture

Schlumberger est exposé aux risques de marché associés aux fluctuations des taux de change, des cours des matières premières et des taux d'intérêt. Pour atténuer ces risques, Schlumberger utilise des instruments dérivés. La Société ne recourt pas aux instruments dérivés à des fins spéculatives.

Risque de change

En tant que multinationale, la Société exerce ses activités dans près de 80 pays. La monnaie fonctionnelle de Schlumberger est principalement le dollar des États-Unis, conformément à la pratique dans le secteur du pétrole et du gaz. Environ 80 % du chiffre d'affaires réalisé par Schlumberger en 2010 étaient libellés en dollars des États-Unis. Toutefois, en dehors des États-Unis, une part significative des charges encourues par Schlumberger est libellée en devises. En conséquence, lorsque le dollar se déprécie/s'apprécie par rapport aux devises des pays dans lesquels la Société poursuit ses activités, les charges présentées en dollars des États-Unis augmentent/diminuent de façon corollaire.

Les flux de trésorerie futurs de Schlumberger sont soumis à des risques dans la mesure où les charges en monnaie locale sont supérieures aux produits libellés dans des devises autres que la monnaie locale. Schlumberger utilise des contrats de change à terme et des options de change pour se prémunir contre une partie de ces risques liés aux flux de trésorerie. Ces contrats sont comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie et la partie efficace de la couverture des variations de juste valeur de l'instrument couvert est comptabilisée dans les *Autres éléments du résultat global* dans le *Bilan consolidé*. Les montants imputés aux *Autres éléments du résultat global* sont reclassés dans le compte de résultat de la période durant laquelle l'élément couvert est comptabilisé en résultat. La partie inefficace des variations de juste valeur de l'élément couvert est directement rapportée en résultat.

Au 31 décembre 2010, Schlumberger a comptabilisé un gain net cumulé de 45 millions de dollars dans les *Autres éléments du résultat global* au titre de la réévaluation des contrats de change à terme et des options de change désignées comme des couvertures de flux de trésorerie, qui devraient pour la plupart être reclassés dans le compte de résultat au cours des douze prochains mois.

Schlumberger est par ailleurs exposé aux variations de juste valeur des actifs et passifs libellés dans des devises autres que la monnaie fonctionnelle de la Société, y compris d'une partie de sa dette à long terme. Schlumberger utilise des contrats de change à terme et des options de change pour couvrir l'exposition dans certaines devises. Ces contrats sont comptabilisés comme des couvertures de juste valeur ; la juste valeur des contrats est comptabilisée au *Bilan consolidé* et les variations de juste valeur sont imputées au *Compte de résultat consolidé* en même temps que les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Au 31 décembre 2010, les contrats en cours, libellés dans diverses devises, représentaient la contre-valeur de 7,3 milliards de dollars.

Risque de prix des marchandises

Schlumberger est exposé à l'impact des fluctuations des cours de certaines marchandises, telles que les métaux et les carburants. La Société utilise des contrats de change à terme sur ces marchandises afin de gérer un petit pourcentage du risque de prix associé aux achats de métaux qu'elle prévoit d'effectuer. Ces contrats ont pour objectif de réduire les variations des flux de trésorerie associés à un achat prévu de marchandises. Ces contrats ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture et en conséquence, les variations de juste valeur des contrats de change à terme sont rapportées directement en résultat.

Au 31 décembre 2010, 12 millions de dollars de contrats à terme sur marchandises étaient en cours.

Risque de taux d'intérêt

Schlumberger est exposé au risque de taux d'intérêt au travers de ses dettes et de son portefeuille d'investissement. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise des emprunts à taux fixe et à taux variable combinés à son portefeuille d'investissement et à des swaps de taux d'intérêt pour limiter son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt.

Au cours du troisième trimestre 2009, Schlumberger a conclu des swaps de taux d'intérêt portant sur deux de ses instruments de dette. Le premier swap, d'un montant notionnel de 450 millions de dollars, était destiné à couvrir une partie des variations de juste valeur des 450 millions de dollars d'obligations 3,00 %, échéance 2013, de Schlumberger. Aux termes du contrat de swap, Schlumberger recevra un taux d'intérêt annuel fixe de 3,0 % et paiera chaque trimestre des intérêts variables au taux du LIBOR 3 mois plus un spread de 0,765 %. Ce swap de taux d'intérêt est désigné comme une couverture de juste valeur de la dette sous-jacente. Cet instrument dérivé est indexé à sa valeur de marché, les gains et les pertes étant rapportés en résultat pour compenser les pertes et les gains comptabilisés au titre des variations de la juste valeur de la dette couverte. Ainsi, aucun gain ou perte nets n'est comptabilisé dans le *Compte de résultat consolidé*.

Le second swap, d'un montant notionnel de 600 millions de dollars, était destiné à couvrir une partie des variations de juste valeur des 650 millions de dollars d'obligations 6,50 %, échéance 2012, de Schlumberger. Aux termes du contrat de swap, Schlumberger recevait un taux d'intérêt semestriel fixe de 6,50 % et payait chaque semestre des intérêts variables au taux du LIBOR 1 mois plus un spread de 4,84 %. Au cours des troisième et quatrième trimestres 2010, Schlumberger a remboursé l'intégralité des 650 millions de dollars d'obligations 6,50 % en circulation, échéance 2012. En conséquence, ce swap de taux d'intérêt, précédemment désigné comme couverture de juste valeur de la dette sous-jacente, a été dénoué au quatrième trimestre et Schlumberger a reçu des produits d'environ 10 millions de dollars.

Au 31 décembre 2010, la dette à taux fixe de Schlumberger avoisinait 4,9 milliards de dollars et sa dette à taux variable s'élevait à environ 3,2 milliards de dollars, compte tenu de l'impact des swaps de taux d'intérêt.

Les justes valeurs des instruments dérivés en cours sont résumées ci-dessous :

(en millions de dollars)

	Juste valeur des instruments dérivés		Classement
	31 décembre 2010	31 décembre 2009	
Instruments dérivés - actif			
Désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change	\$ 4	\$ 14	<i>Autres actifs courants</i>
Contrats de change	37	216	<i>Autres actifs</i>
Swaps de taux d'intérêt	14	–	<i>Autres actifs</i>
	<u>\$ 55</u>	<u>\$ 230</u>	
Non désignés comme instruments de couverture :			
Contrats sur marchandises	\$ 3	\$ 1	<i>Autres actifs courants</i>
Contrats de change	9	11	<i>Autres actifs courants</i>
Contrats de change	9	28	<i>Autres actifs</i>
	<u>\$ 21</u>	<u>\$ 40</u>	
	<u>\$ 76</u>	<u>\$ 270</u>	
Instruments dérivés - passif			
Désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change	\$ 9	\$ 15	<i>Fournisseurs et charges à payer</i>
Contrats de change	77	51	<i>Autres passifs</i>
Swaps de taux d'intérêt	7	–	<i>Fournisseurs et charges à payer</i>
	<u>\$ 93</u>	<u>\$ 66</u>	
Non désignés comme instruments de couverture :			
Contrats sur marchandises	\$ –	\$ 3	<i>Fournisseurs et charges à payer</i>
Contrats de change	14	–	<i>Fournisseurs et charges à payer</i>
Contrats de change	–	25	<i>Autres passifs</i>
	<u>\$ 14</u>	<u>\$ 28</u>	
	<u>\$ 107</u>	<u>\$ 94</u>	

La juste valeur de tous les instruments dérivés en circulation, est déterminée à l'aide d'un modèle comportant des données observables sur le marché ou qui peuvent être extrapolées de ou corroborées par des données observables.

L'impact des instruments dérivés désignés et non désignés comme couverture de juste valeur sur le *Compte de résultat consolidé* est présenté ci-après :

(en millions de dollars)

	Gain/(perte) comptabilisé en résultat		Classement
	2010	2009	
Désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change	\$ (8)	\$ 105	<i>Coût des ventes et des services</i>
Swaps de taux d'intérêt	22	6	<i>Charge d'intérêt</i>
	<u>\$ 14</u>	<u>\$ 111</u>	
Non désignés comme instruments de couverture :			
Contrats de change	\$ (13)	\$ 32	<i>Coût des ventes et des services</i>
Contrats sur marchandises	1	2	<i>Coût des ventes et des services</i>
	<u>\$ (12)</u>	<u>\$ 34</u>	

L'impact des instruments dérivés utilisés comme couverture des flux de trésorerie sur le résultat et les autres éléments du résultat global est présenté ci-après :

(en millions de dollars)

	Gain (perte) reclassé des autres éléments du résultat global dans le résultat		Classement
	2010	2009	
Contrats de change	\$ (260)	\$ 95	<i>Coût des ventes et des services</i>
Contrats de change	(14)	(15)	<i>Études et recherche</i>
	<u>\$ (274)</u>	<u>\$ 80</u>	

(en millions de dollars)

	Gain (perte) comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	
	2010	2009
Contrats de change	<u>\$ (269)</u>	<u>\$ 223</u>

12. Capitaux propres

Schlumberger est autorisé à émettre 3 000 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 dollar, dont 1 361 171 428 et 1 194 812 901 actions étaient respectivement en circulation aux 31 décembre 2010 et 2009. Schlumberger est également autorisé à émettre 200 000 000 d'actions privilégiées d'une valeur nominale de 0,01 dollar, qui peuvent être émises par tranche selon les conditions définies par le Conseil d'administration. Aucune action privilégiée n'a encore été émise. Les détenteurs d'actions ordinaires disposent d'une voix par action détenue.

Le tableau ci-après présente un rapprochement des *Autres éléments du résultat global* :

(en millions de dollars)

	Autres éléments du résultat global			Total
	Différences de conversion	Juste valeur des dérivés	Passifs différés liés aux avantages du personnel	
Solde au 1 ^{er} janvier 2008	\$ (821)	\$ 32	\$ (384)	\$ (1 173)
Différences de conversion	(82)			(82)
Variation de la juste valeur d'instruments dérivés		(135)		(135)
Amortissement du coût des services passés			(20)	(20)
Amortissement de la perte actuarielle nette			34	34
Coût des services passés non comptabilisés de l'exercice			(1 077)	(1 077)
Perte nette actuarielle de l'exercice			(725)	(725)
Impôts différés			277	277
Solde au 31 décembre 2008	(903)	(103)	(1 895)	(2 901)
Différences de conversion	17			17
Variation de la juste valeur d'instruments dérivés		143		143
Amortissement du coût des services passés			97	97
Amortissement de la perte actuarielle nette			32	32
Impact de réduction			96	96
Coût des services passés non comptabilisés de l'exercice			27	27
Perte nette actuarielle de l'exercice			(237)	(237)
Impôts différés			52	52
Solde au 31 décembre 2009	(886)	40	(1 828)	(2 674)
Différences de conversion	(26)			(26)
Variation de la juste valeur d'instruments dérivés		5		5
Amortissement du coût des services passés			96	96
Amortissement de la perte actuarielle nette			90	90
Coût des services passés non comptabilisés de l'exercice			(162)	(162)
Perte nette actuarielle de l'exercice			(117)	(117)
Impôts différés			20	20
Solde au 31 décembre 2010	\$ (912)	\$ 45	\$ (1 901)	\$ (2 768)

13. Plans de paiement en actions

Schlumberger dispose de trois plans de paiements fondés sur des actions : un plan d'options sur actions, un plan d'attribution d'actions temporairement inaccessibles et d'actions temporairement inaccessibles non encore émises, (dénommées conjointement les « actions temporairement inaccessibles ») et un plan d'achat d'actions à prix d'exercice réduit (*discounted stock purchase plan* - « DSPP »).

Options sur actions

Schlumberger octroie à ses cadres supérieurs des options sur actions entrant dans le cadre des plans d'options sur actions de la Société. Pour la totalité des options octroyées, le prix d'exercice de chaque option équivaut à la moyenne des cours plus haut et plus bas de l'action de Schlumberger à la date d'attribution, l'échéance d'une option est plafonnée à dix ans, et les droits sur les options s'acquièrent généralement prorata temporis sur quatre ou cinq ans.

La juste valeur de chaque tranche d'options sur actions accordée est évaluée à la date d'octroi selon la méthode de détermination des prix d'options de Black-Scholes ; les hypothèses moyennes pondérées retenues et la juste valeur moyenne pondérée par action qui en résultent sont indiquées ci-après :

	2010	2009	2008
Rendement du dividende	1,3 %	1,2 %	1,0 %
Volatilité anticipée	35 %	34 %	31 %
Taux d'intérêt sans risque	2,9 %	2,2 %	3,2 %
Durée de vie anticipée de l'option	6,9 ans	6,9 ans	7,0 ans
Juste valeur moyenne pondérée par action	\$ 24,13	\$ 13,92	\$ 29,33

Le tableau ci-après résume les informations concernant les options actuellement en circulation et celles pouvant être exercées en fonction de cinq fourchettes de prix d'exercice au 31 décembre 2010 :

(nombre d'actions en milliers)

Fourchettes de prix d'exercice	OPTIONS EN CIRCULATION			OPTIONS EXERÇABLES	
	Nombre d'options en circulation	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ 16,87 – \$ 32,46	5 281	1,78	\$ 27,41	5 281	\$ 27,41
\$ 32,62 – \$ 37,85	6 907	7,50	\$ 37,25	1 887	\$ 35,65
\$ 38,53 – \$ 55,69	7 714	5,83	\$ 52,60	6 197	\$ 53,25
\$ 56,61 – \$ 74,00	12 289	8,03	\$ 64,86	2 546	\$ 60,96
\$ 84,93 – \$ 110,78	5 308	7,05	\$ 88,57	2 083	\$ 89,33
	<u>37 499</u>	<u>6,47</u>	<u>\$ 55,33</u>	<u>17 994</u>	<u>\$ 49,09</u>

La durée de vie résiduelle moyenne pondérée des options sur actions pouvant être exercées au 31 décembre 2010 était de 4,6 ans.

Le tableau ci-dessous donne des informations sur les options sur actions pour les exercices clos les 31 décembre 2010, 2009 et 2008 :

(nombre d'actions en milliers)

	2010		2009		2008	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture	35 500	\$ 50,30	32 301	\$ 50,36	35 719	\$ 41,02
Attribuées	8 283	\$ 66,67	7 981	\$ 40,87	5 422	\$ 84,95
Reprises dans le cadre de l'acquisition de Smith	581	\$ 28,77	–	\$ –	–	\$ –
Exercées	(5 962)	\$ 37,60	(3 851)	\$ 29,00	(5 444)	\$ 32,69
Caduques	(903)	\$ 61,28	(931)	\$ 58,82	(3 396)	\$ 42,68
En circulation à la clôture	<u>37 499</u>	<u>\$ 55,33</u>	<u>35 500</u>	<u>\$ 50,30</u>	<u>32 301</u>	<u>\$ 50,36</u>

Au 31 décembre 2010, le total de la valeur intrinsèque des options sur actions en circulation avoisinait 1,08 milliard de dollars. Le total de la valeur intrinsèque des options sur actions exerçables s'élevait à environ 630 millions de dollars à la même date.

Le total de la valeur intrinsèque des options exercées durant les exercices clos les 31 décembre 2010, 2009 et 2008 s'élevait respectivement à environ 188 millions de dollars, 103 millions de dollars et 119 millions de dollars.

Actions temporairement incessibles

Les droits sur les actions temporairement incessibles s'acquièrent généralement à l'issue d'une période de trois ans. Il n'y a à ce jour pas eu d'attribution d'actions temporairement incessibles dont les droits étaient subordonnés à des conditions de performance.

Le tableau ci-dessous donne des informations résumées sur les transactions sur les actions temporairement inaccessibles :

(nombre d'actions en milliers)

	2010		2009		2008	
	Actions temporairement inaccessibles	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi	Actions temporairement inaccessibles	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi	Actions temporairement inaccessibles	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi
Non acquises à l'ouverture	1 343	\$ 62,75	1 701	\$ 66,49	885	\$ 65,14
Octroyées	1 261	65,79	304	48,14	863	68,04
Acquises	(286)	63,92	(580)	65,15	(18)	65,35
Caduques	(95)	64,16	(82)	69,23	(29)	72,44
Non acquises à la clôture	2 223	\$ 64,27	1 343	\$ 62,75	1 701	\$ 66,49

Plan d'achat d'actions à prix d'exercice réduit

Aux termes du plan DSPP, les membres du personnel peuvent choisir d'épargner une partie de leur salaire, sous certaines conditions, pour acheter des actions ordinaires Schlumberger. Le prix d'achat de l'action représente 92,5 % de son cours le plus bas au début ou à l'issue de la période couverte par le plan, à des intervalles de six mois.

La juste valeur des droits acquis par les membres du personnel dans le cadre de ce plan a été estimée à l'aide du modèle de Black-Scholes ; les hypothèses moyennes pondérées retenues et la juste valeur moyenne pondérée par action en résultant sont indiquées ci-après :

	2010	2009	2008
Rendement du dividende	1,6 %	1,1 %	0,9 %
Volatilité anticipée	36 %	44 %	34 %
Taux d'intérêt sans risque	0,3 %	0,3 %	2,7 %
Juste valeur moyenne pondérée par action	\$ 10,30	\$ 9,76	\$ 17,21

Total du coût de rémunération des paiements fondés sur des actions

Le tableau ci-après résume le coût de rémunération des paiements fondés sur des actions comptabilisé en résultat :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Options sur actions	\$ 121	\$ 118	\$ 111
Actions temporairement inaccessibles	44	32	31
Plan DSPP	33	36	30
	\$ 198	\$ 186	\$ 172

Au 31 décembre 2010, le total des coûts de rémunération se rapportant à des paiements fondés sur des actions dont les droits n'étaient pas acquis s'élevait à 382 millions de dollars. Environ 156 millions de dollars devraient être comptabilisés en 2011, 122 millions en 2012, 65 millions en 2013, 35 millions en 2014 et 4 millions en 2015.

14. Impôts sur le résultat

Schlumberger exerce ses activités dans plus de cent juridictions fiscales différentes, dans lesquelles les taux d'imposition varient entre 0 % et 50 %.

Le *Résultat avant impôts des activités poursuivies* assujéti à l'impôt sur les bénéfices aux États-Unis et dans le reste du monde, pour chacun des trois exercices clos le 31 décembre, est analysé ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
États-Unis	\$ 638	\$ 86	\$ 1 432
En dehors des États-Unis	4 518	3 848	5 420
	\$ 5 156	\$ 3 934	\$ 6 852

Schlumberger a comptabilisé des crédits avant impôts de 621 millions de dollars en 2010 (226 millions de dollars de charges nettes aux États-Unis et 847 millions de dollars de crédits nets en dehors des États-Unis). Schlumberger a comptabilisé des charges avant impôts de 238 millions de dollars en 2009 (73 millions de dollars aux États-Unis et 165 millions de dollars en dehors des États-Unis) et de 116 millions de dollars en 2008 (15 millions de dollars aux États-Unis et 101 millions de dollars en dehors des États-Unis). Ces charges et ces crédits, qui sont inclus dans le tableau ci-dessus, sont plus amplement détaillés à la Note 3, *Charges et crédits*.

Les actifs (passifs) nets d'impôts différés sont analysés ci-après :

(en millions de dollars)

	2010	2009
Avantages postérieurs à l'emploi, nets	\$ 327	\$ 447
Données sismiques multicients	43	104
Immobilisations incorporelles	(1 674)	(122)
Participations dans des filiales en dehors des États-Unis	(353)	-
Autres, net	72	101
	<u>\$ (1 585)</u>	<u>\$ 530</u>

Les actifs et passifs nets d'impôts différés figurent déduction faite d'une provision pour dépréciation dans certains pays, se rapportant à des pertes opérationnelles nettes aux 31 décembre 2010 et 2009 de respectivement 263 millions de dollars et 251 millions de dollars. Les actifs et passifs nets d'impôts différés figurent également déduction faite d'une provision pour dépréciation se rapportant à un report de pertes de 30 millions de dollars au 31 décembre 2009.

Les éléments de la charge d'impôts sont analysés ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Charge de l'exercice :			
États-Unis – impôt fédéral	\$ 76	\$ (191)	\$ 453
États-Unis – impôt des États	14	(6)	34
Autres pays	909	594	949
	<u>\$ 999</u>	<u>\$ 397</u>	<u>\$ 1 436</u>
Impôts différés :			
États-Unis – impôt fédéral	\$ 183	\$ 247	\$ 23
États-Unis – impôt des États	2	13	1
Autres pays	(281)	86	(12)
Provision pour dépréciation	(13)	27	(18)
	<u>\$ (109)</u>	<u>\$ 373</u>	<u>\$ (6)</u>
Impôts consolidés sur le résultat	<u>\$ 890</u>	<u>\$ 770</u>	<u>\$ 1 430</u>

Le tableau ci-dessous fournit un rapprochement entre le taux d'imposition fédéral aux États-Unis (35 %) et le taux d'imposition consolidé effectif :

	2010	2009	2008
Taux de l'impôt fédéral aux États-Unis	35 %	35 %	35 %
Impôts sur le résultat – impôt des États	-	-	1
Bénéfices hors États-Unis imposés à des taux différents	(14)	(16)	(13)
Impact de la participation mise en équivalence	-	-	(1)
Charges et crédits (voir la Note 3)	(3)	1	-
Autres	(1)	-	(1)
Taux d'imposition effectif	<u>17 %</u>	<u>20 %</u>	<u>21 %</u>

Schlumberger exerce ses activités dans plus de 100 juridictions fiscales dont certaines disposent de lois fiscales incomplètes et conduites à évoluer. Compte tenu du périmètre géographique des activités de Schlumberger, de nombreux contrôles fiscaux peuvent avoir lieu dans le monde à n'importe quel moment. Les passifs fiscaux sont comptabilisés sur la base d'estimations des impôts supplémentaires qui seront exigibles à l'issue de ces contrôles. Ces passifs, qui sont estimés en fonction des données historiques, sont ajustés à la lumière de l'évolution des faits et des circonstances. Toutefois, compte tenu des incertitudes et de la complexité inhérentes à l'application de la

réglementation fiscale, il est possible que la résolution finale de ces contrôles se solde par des charges très différentes de ces estimations. Le cas échéant, Schlumberger comptabilisera une charge ou un crédit d'impôt supplémentaire durant l'exercice au cours duquel le contrôle fiscal est résolu.

Le tableau ci-après rapproche les montants d'ouverture et de clôture des passifs associés à des situations fiscales incertaines pour les exercices clos les 31 décembre 2010, 2009 et 2008 :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Solde au 1 ^{er} janvier	\$ 1 026	\$ 877	\$ 858
Augmentations basées sur les situations fiscales de l'exercice	190	178	217
Augmentations au titre des situations fiscales des exercices précédents	8	36	19
Augmentations liées aux acquisitions	115	–	6
Impact des fluctuations des taux de change	(3)	39	(72)
Règlements avec l'administration fiscale	(36)	(16)	(20)
Diminutions au titre des situations fiscales des exercices précédents	(99)	(68)	(111)
Diminutions liées à l'échéance des délais de prescription applicables	(36)	(20)	(20)
Solde au 31 décembre	<u>\$ 1 165</u>	<u>\$ 1 026</u>	<u>\$ 877</u>

Les montants ci-dessus ne comprennent pas les intérêts et les pénalités de respectivement 210 millions de dollars, 168 millions de dollars et 136 millions de dollars aux 31 décembre 2010, 2009 et 2008. La comptabilisation de tous les avantages fiscaux non comptabilisés aurait un impact sur le taux d'imposition effectif de Schlumberger.

Schlumberger classe les intérêts et les pénalités afférents aux situations fiscales incertaines dans les *Impôts sur le résultat* dans le *Compte de résultat consolidé*. En 2010, 2009 et 2008, Schlumberger a comptabilisé respectivement environ 42 millions de dollars, 32 millions de dollars et 25 millions de dollars au titre des intérêts et des pénalités.

Le tableau ci-après résume les exercices faisant actuellement l'objet d'un contrôle fiscal ou qui peuvent encore être contrôlés par l'administration fiscale dans les juridictions les plus importantes dans lesquelles Schlumberger exerce des activités :

Brésil	2004 – 2010
Canada	2003 – 2010
Mexique	2005 – 2010
Norvège	2003 – 2010
Russie	2007 – 2010
Arabie Saoudite	2001 – 2010
Royaume-Uni	2008 – 2010
États-Unis	2005 – 2010

Dans certaines des juridictions précitées, Schlumberger exerce des activités au travers de plusieurs entités juridiques ayant chacune des délais de reprise différents. Le tableau ci-dessus présente les délais de reprise des entités juridiques les plus importantes dans chaque juridiction. En outre, point important, les années fiscales restent techniquement contrôlables jusqu'à échéance du délai de prescription dans chaque juridiction. Dans les juridictions indiquées ci-dessus, le délai de prescription peut être étendu au-delà des années contrôlables.

15. Contrats de location et engagements de location

Le total de la charge locative s'élevait à 1,2 milliard de dollars en 2010, 1,0 milliard de dollars en 2009 et 1,1 milliard de dollars en 2008. Les engagements minima de location au titre des contrats de location simples non résiliables pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

(en millions de dollars)

2011	\$ 325
2012	242
2013	167
2014	124
2015	99
Au-delà	377
	<u>\$ 1 334</u>

16. Actifs et passifs éventuels

En 2007, Schlumberger a reçu du Ministère américain de la Justice une demande d'informations entrant dans le cadre d'une enquête sur une éventuelle violation du *Foreign Corrupt Practices Act* (loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger) par Panalpina, Inc., et d'autres sociétés pétrolières et de services pétroliers, notamment Schlumberger, fournissant des services d'acheminement de fret et de dédouanement. Schlumberger coopère avec le Ministère de la Justice et les pouvoirs publics et n'est actuellement pas en mesure de prédire l'issue de cette affaire.

En 2009, Schlumberger a appris que des représentants des pouvoirs publics américains avaient saisi un grand jury afin de mener une investigation et une enquête réglementaire associée, ces deux procédures étant liées à certaines activités de Schlumberger dans certains pays faisant l'objet de sanctions commerciales et économiques de la part des États-Unis. Par ailleurs, Schlumberger a reçu en 2009 une assignation à comparaître concernant ses activités historiques dans certains pays faisant l'objet de sanctions commerciales et économiques de la part des États-Unis. Schlumberger coopère avec les pouvoirs publics et n'est actuellement pas en mesure de prévoir l'issue de cette affaire.

Le 20 avril 2010, un incendie et une explosion se sont produits sur la plateforme de forage semisubmersible *Deepwater Horizon*, sous contrat avec une filiale de BP plc et dont Transocean Ltd. est propriétaire. Aux termes d'un contrat conclu entre M-I SWACO et BP, M-I SWACO fournissait certains services sous la direction de BP. Plusieurs poursuites judiciaires, dont certaines impliquent une entité de M-I SWACO en tant que défendeur, ont été intentées dans le cadre de l'accident de la plateforme *Deepwater Horizon*, et d'autres procès pourraient être intentés à l'avenir. Sur la base des informations dont nous avons actuellement connaissance, le montant de toute perte potentielle attribuable à M-I SWACO au titre des passifs potentiels liés à l'accident ne devraient pas être significatif au regard de la situation financière consolidée de Schlumberger.

Schlumberger et ses filiales sont engagés dans divers autres procès. Une provision est constituée lorsqu'une perte est probable et peut être raisonnablement estimée. La direction estime que la probabilité d'une perte significative est faible et en conséquence, que tout passif qui pourrait en résulter ne devrait pas affecter de manière significative sa trésorerie, sa situation financière et ses résultats consolidés futurs. Toutefois, les litiges étant, de par leur nature, incertains, il n'est pas possible de présager de l'issue de ces procès.

17. Informations sectorielles

Au 31 décembre 2010, Schlumberger se compose de cinq secteurs d'activité : Services pétroliers (OFS), WesternGeco, M-I SWACO, Smith Oilfield et Distribution.

L'activité OFS, qui couvre quatre secteurs économiques et géographiques clairement définis, est évaluée sur la base suivante : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Europe, qui comprend la CEI et l'Afrique, et le Moyen-Orient et l'Asie. Le secteur OFS offre quasiment tous les services d'exploration et de production nécessaires pendant la durée de vie d'un gisement de pétrole ou de gaz.

WesternGeco fournit à l'échelle mondiale une large gamme de services d'imagerie, de contrôle et de développement de réservoirs et dispose d'équipes de sismique étoffées ainsi que d'une importante banque de données sismiques multiclients. Ces services vont des campagnes sismiques tridimensionnelles (3D) et des campagnes sismiques tridimensionnelles et répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délinéation de gisements potentiels et la gestion des réservoirs.

M-I SWACO est un fournisseur de premier plan de systèmes de fluides de forage destinés à accroître la qualité du trou foré et la performance du forage. La société fournit également une large gamme d'équipements et de services de traitement des déchets, ainsi que des fluides et des outils de complétion et des produits chimiques utilisés pour la production pétrolière.

Le secteur Smith Oilfield fournit une gamme complète de produits et services de grande qualité utilisés pour les activités de développement de pétrole et de gaz naturel. Il englobe des services de forage et de complétion, qui comprennent des forages, des services de forage directionnel et des outils de fond.

Le secteur Distribution est constitué des activités de distribution de Wilson International Inc. et d'une participation majoritaire dans CE Franklin Ltd., une société cotée canadienne de distribution. Il fournit des produits et des services aux secteurs de l'énergie, du raffinage, de la pétrochimie, de la production d'électricité et de l'extraction minière.

Informations financières par secteur d'activité pour les exercices clos les 31 décembre 2010, 2009 et 2008 :

(en millions de dollars)

	2010				
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Actifs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Dépenses d'investissement
OFS					
Amérique du Nord	\$ 5 010	\$ 802	\$ 2 725	\$ 412	\$ 451
Amérique latine	4 321	723	2 947	289	417
Europe/CEI/Afrique	6 882	1 269	4 917	715	849
Moyen-Orient et Asie	5 586	1 696	3 509	517	597
Éliminations/Autres ⁽¹⁾	280	(15)	1 639	31	131
	<u>22 079</u>	<u>4 475</u>	<u>15 737</u>	<u>1 964</u>	<u>2 445</u>
WESTERNGECO	1 987	267	2 896	579	276
M-I SWACO	1 568	197	2 786	43	80
SMITH OILFIELD	957	132	2 329	76	110
DISTRIBUTION	774	29	780	2	2
Goodwill et immobilisations incorporelles			19 114		
Autres actifs			1 580		
Éléments non affectés à un secteur ⁽²⁾	82	(405)	6 545	95	1
Produits d'intérêt ⁽³⁾		43			
Charges d'intérêt ⁽⁴⁾		(202)			
Charges et crédits ⁽⁵⁾		620			
	<u>\$ 27 447</u>	<u>\$ 5 156</u>	<u>\$ 51 767</u>	<u>\$ 2 759</u>	<u>\$ 2 914</u>

(en millions de dollars)

	2009				
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Actifs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Dépenses d'investissement
OFS					
Amérique du Nord	\$ 3 707	\$ 216	\$ 2 264	\$ 433	\$ 272
Amérique latine	4 225	753	3 117	261	393
Europe/CEI/Afrique	7 150	1 707	4 603	653	824
Moyen-Orient et Asie	5 234	1 693	3 162	531	417
Éliminations/Autres ⁽¹⁾	202	(43)	1 630	1	21
	<u>20 518</u>	<u>4 326</u>	<u>14 776</u>	<u>1 879</u>	<u>1 927</u>
WESTERNGECO	2 122	326	3 065	566	463
Goodwill et immobilisations incorporelles			6 091		
Autres actifs			1 873		
Éléments non affectés à un secteur ⁽²⁾	62	(344)	7 660	31	5
Produits d'intérêt ⁽³⁾		52			
Charges d'intérêt ⁽⁴⁾		(188)			
Charges et crédits ⁽⁵⁾		(238)			
	<u>\$ 22 702</u>	<u>\$ 3 934</u>	<u>\$ 33 465</u>	<u>\$ 2 476</u>	<u>\$ 2 395</u>

(en millions de dollars)

	2008				
	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôts	Actifs	Dotation aux amortissements et aux provisions	Dépenses d'investissements
OFS					
Amérique du Nord	\$ 5 914	\$ 1 371	\$ 2 728	\$ 433	\$ 750
Amérique latine	4 230	858	2 529	223	414
Europe/CEI/Afrique	8 180	2 244	4 410	600	988
Moyen-Orient et Asie	5 724	2 005	3 503	496	762
Éliminations/Autres ⁽¹⁾	234	27	2 014	(9)	128
	<u>24 282</u>	<u>6 505</u>	<u>15 184</u>	<u>1 743</u>	<u>3 042</u>
WESTERNGECO	2 838	836	2 956	518	680
Goodwill et immobilisations incorporelles			6 009		
Autres actifs			1 914		
Éléments non affectés à un secteur ⁽²⁾	43	(268)	6 031	8	1
Produits d'intérêt ⁽³⁾		112			
Charges d'intérêt ⁽⁴⁾		(217)			
Charges et crédits ⁽⁵⁾		(116)			
	<u>\$ 27 163</u>	<u>\$ 6 852</u>	<u>\$ 32 094</u>	<u>\$ 2 269</u>	<u>\$ 3 723</u>

- (1) Comprend certains coûts administratifs du siège qui ne sont pas affectés à un secteur géographique, des activités de production et autres, et d'autres produits et charges maintenus dans OFS.
- (2) La rubrique *Éléments non affectés à un secteur* comprend principalement des frais de siège non affectés à un secteur, outre les intérêts sur les avantages médicaux postérieurs à l'emploi, les coûts liés aux paiements fondés sur des actions, la charge d'amortissement associée à des immobilisations incorporelles comptabilisée dans le cadre de la fusion avec Smith, ainsi que et certaines autres charges non opérationnelles. Les actifs non attribuables à un secteur comprennent principalement des disponibilités, des placements à court terme, des placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance et des participations dans des sociétés affiliées.
- (3) Les produits d'intérêt ne comprennent pas les montants inclus dans les résultats des secteurs (2010 – 7 millions de dollars ; 2009 – 10 millions de dollars ; 2008 – 7 millions de dollars).
- (4) Les charges d'intérêt ne comprennent pas les montants inclus dans les résultats des secteurs (2010 – 5 millions de dollars ; 2009 – 33 millions de dollars ; 2008 – 30 millions de dollars).
- (5) Voir la Note 3 – *Charges et crédits*.

Les actifs des secteurs correspondent à des créances, des stocks, des immobilisations corporelles et des données sismiques multiclients.

La dotation aux amortissements et aux provisions comprend les coûts des données sismiques multiclients.

Au cours des trois exercices clos les 31 décembre 2010, 2009 et 2008, aucun client ne représentait à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Au cours des trois derniers exercices, Schlumberger n'a dégagé aucun chiffre d'affaires autre qu'intragroupe dans son pays de domiciliation. Le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis s'est élevé à 6,5 milliards de dollars en 2010, 3,7 milliards de dollars en 2009 et 5,9 milliards de dollars en 2008.

18. Retraites et avantages assimilés

Régimes de retraite

Schlumberger dispose de plusieurs régimes de retraite à prestations définies en faveur de la quasi-totalité du personnel aux États-Unis embauché avant le 1^{er} octobre 2004. La valeur des droits est déterminée en fonction de l'ancienneté et de la moyenne des rémunérations.

Outre les régimes de retraite à prestations définies aux États-Unis, Schlumberger dispose de plusieurs autres régimes de retraite à prestations définies en dehors des États-Unis. Les plus importants d'entre eux sont l'*International Staff Pension Plan*, qui était un régime à cotisations définies et a été transformé en régime à prestations définies au quatrième trimestre 2008, et le régime de retraite britannique (collectivement dénommés les « Régimes en dehors des États-Unis »). L'*International Staff Pension Plan*, qui couvre certains membres du personnel de différentes

nationalités, est basé sur l'ancienneté et la moyenne des rémunérations. Le régime britannique, qui couvre les membres du personnel embauchés avant le 1^{er} avril 1999, est basé sur l'ancienneté et le salaire en fin de carrière.

Le taux d'actualisation moyen pondéré, le taux d'augmentation des rémunérations et le rendement à long terme attendu des actifs des régimes de retraite retenus pour calculer la charge de retraite nette pour les régimes aux États-Unis et les régimes en dehors des États-Unis sont détaillés ci-après :

	États-Unis			En dehors des États-Unis		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Taux d'actualisation	6,00 %	6,94 %	6,50 %	5,89 %	6,81 %	5,80 %
Taux d'augmentation des rémunérations	4,00 %	4,00 %	4,00 %	4,93 %	4,93 %	4,90 %
Rendement des actifs des régimes	8,50 %	8,50 %	8,50 %	8,00 %	8,00 %	8,00 %

Le montant de la charge de retraite nette pour 2010, 2009 et 2008 est analysé ci-après :

(en millions de dollars)

	États-Unis			En dehors des États-Unis		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 56	\$ 52	\$ 56	\$ 51	\$ 67	\$ 33
Charge d'intérêt sur le coût des prestations projetées	142	143	130	208	189	58
Rendement attendu des actifs des régimes	(191)	(166)	(162)	(228)	(181)	(75)
Amortissement de la perte nette	60	29	13	19		11
Amortissement du coût des services passés	4	5	7	113	117	1
	71	63	44	163	192	28
Charge de réduction	–	32	–	–	98	–
	\$ 71	\$ 95	\$ 44	\$ 163	\$ 290	\$ 28

En 2009, du fait des mesures prises par Schlumberger pour réduire ses effectifs mondiaux (voir la Note 3 – *Charges et crédits*), le nombre anticipé d'années futures de service des salariés de Schlumberger dans certains de ses régimes de retraite et de couverture médicale postérieure à l'emploi a fortement diminué. En conséquence, Schlumberger a comptabilisé une charge de réduction de 136 millions de dollars au deuxième trimestre de 2009 (130 millions de dollars au titre des régimes de retraite et 6 millions de dollars au titre du régime de couverture médicale postérieure à l'emploi). Cette charge comprend la comptabilisation de la modification de l'engagement de retraite, ainsi qu'une partie du coût des services passés non comptabilisé précédemment, reflétant la réduction du nombre d'années futures de service pour les plans concernés. Du fait de cette réduction, Schlumberger a réévalué les régimes affectés sur la base d'un taux d'actualisation de 7,25 % (contre 6,50 % au 31 décembre 2008). Au 31 décembre 2008, date de l'évaluation, toutes les autres hypothèses étaient inchangées.

La charge de retraite au titre de l'*International Staff Pension Plan* a été négligeable en 2008 car ce régime a été transformé en régime de retraite à prestations définies au cours du quatrième trimestre 2008.

Le taux d'actualisation moyen pondéré et le taux d'augmentation des rémunérations utilisés pour calculer l'engagement au titre des droits projetés pour les régimes aux États-Unis et les régimes en dehors des États-Unis sont les suivants :

	États-Unis		En dehors des États-Unis	
	2010	2009	2010	2009
Taux d'actualisation	5,50 %	6,00 %	5,47 %	5,89 %
Taux d'augmentation des rémunérations	4,00 %	4,00 %	4,91 %	4,93 %

Les variations de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des régimes de retraite et le niveau de financement étaient les suivants :

(en millions de dollars)

	États-Unis		En dehors des États-Unis	
	2010	2009	2010	2009
Variation de l'ensemble des droits projetés				
Valeur de l'ensemble des droits projetés à l'ouverture	\$ 2 439	\$ 2 150	\$ 3 518	\$ 2 767
Coût des services	56	52	51	67
Charge d'intérêts	142	143	208	189
Cotisations des adhérents	–	–	76	61
Déficits actuariels	172	191	310	449
Impact de change	–	–	(28)	69
Prestations versées	(122)	(110)	(121)	(97)
Modifications des régimes	82	–	74	16
Impact de la réduction	–	13	–	(3)
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	<u>\$ 2 769</u>	<u>\$ 2 439</u>	<u>\$ 4 088</u>	<u>\$ 3 518</u>
Variations des actifs des régimes				
Actifs des régimes à leur juste valeur à l'ouverture	\$ 2 254	\$ 1 490	\$ 2 976	\$ 1 913
Rendement réel des actifs des régimes	316	358	426	444
Impact de change	–	–	(26)	69
Cotisations patronales	187	516	433	586
Cotisations des adhérents	–	–	76	61
Prestations versées	(122)	(110)	(121)	(97)
Actifs des régimes à leur juste valeur à la clôture	<u>\$ 2 635</u>	<u>\$ 2 254</u>	<u>\$ 3 764</u>	<u>\$ 2 976</u>
Passif non financé	<u>\$ (134)</u>	<u>\$ (185)</u>	<u>\$ (324)</u>	<u>\$ (542)</u>
Montants comptabilisés au bilan				
Avantages postérieurs à l'emploi	\$ (134)	\$ (185)	\$ (367)	\$ (542)
Autres actifs	–	–	43	–
	<u>\$ (134)</u>	<u>\$ (185)</u>	<u>\$ (324)</u>	<u>\$ (542)</u>
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global				
Pertes actuarielles	\$ 819	\$ 833	\$ 447	\$ 335
Coût des services passés	114	36	840	881
	<u>\$ 933</u>	<u>\$ 869</u>	<u>\$ 1 287</u>	<u>\$ 1 216</u>
Engagement de retraite	<u>\$ 2 568</u>	<u>\$ 2 226</u>	<u>\$ 3 785</u>	<u>\$ 3 257</u>

Le déficit/l'excédent de financement représente la différence entre la valeur des actifs des régimes et la valeur de l'ensemble des droits projetés. La valeur de l'ensemble des droits projetés représente la valeur actuarielle des avantages en fonction des services rendus et des salaires des membres du personnel, et intègre une hypothèse sur les niveaux futurs de rémunération. L'engagement de retraite, qui représente la valeur actuarielle des prestations en fonction de l'ancienneté et de la rémunération, n'intègre pas d'hypothèse sur la progression des salaires.

Le tableau ci-dessous présente l'objectif d'allocation moyenne pondérée des actifs des fonds de pension par catégorie d'actifs :

	États-Unis			En dehors des États-Unis		
	Objectif	2010	2009	Objectif	2010	2009
Actions	50 – 60 %	52 %	48 %	55 – 70 %	61 %	59 %
Obligations	28 – 38 %	40 %	38 %	20 – 35 %	31 %	32 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	2 %	8 %	–	3 %	4 %
Autres investissements	0 – 12 %	6 %	6 %	0 – 10 %	5 %	5 %
	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>

La politique d'investissement de Schlumberger intègre différents principes et procédures destinés à assurer que les actifs sont investis prudemment et de façon à pouvoir répondre aux engagements de retraite futurs. La politique n'autorise pas d'investir directement les actifs des fonds de pension dans des actions Schlumberger. Schlumberger a un horizon d'investissement long terme et en conséquence, l'objectif d'allocation d'actifs intègre une perspective stratégique à long terme sur les marchés financiers, les profils de risque/rendement attendu et l'évolution future de la conjoncture économique. Les principes clés d'investissement sont la diversification, l'évaluation des risques et la réalisation de rendements les plus élevés possibles compte tenu d'un niveau de risque donné. L'allocation fixée comme objectif, qui est revue régulièrement, est basée sur une projection à long terme des évolutions des marchés financiers, des taux d'inflation, des rendements obligataires, des rendements, de la volatilité et des corrélations. L'inclusion d'une catégorie d'actifs donnée dans l'objectif d'allocation est envisagée à la lumière de son impact sur le profil de risque/rendement global, ainsi que de son impact sur le rendement global. Dans le cadre de sa stratégie, Schlumberger peut utiliser certains instruments financiers dérivés, tels que les options, les contrats de futures, les swaps et les contrats à terme pour gérer les risques (risque de change, risque de taux d'intérêt, etc.) ou comme un substitut de titres physiques ou encore pour obtenir une exposition à certains marchés.

La performance des actifs est suivie fréquemment en regard d'anticipations globales de réalisation ou de dépassement de l'indice pondéré de son objectif d'allocation et de son indice de référence sur des périodes glissantes de cinq ans.

Les hypothèses de rendement à long terme attendu des actifs des régimes reflètent le taux de rendement moyen attendu sur les fonds investis ou devant être investis. Les hypothèses ont été déterminées par référence aux anticipations de rendements futurs du portefeuille compte tenu de l'allocation des actifs et des taux de rendement historiques. La pertinence des hypothèses est revue chaque année.

La juste valeur des actifs des régimes de retraite de Schlumberger au 31 décembre 2010 par catégorie d'actifs est présentée ci-après :

Les justes valeurs présentées ci-dessous ont été déterminées à partir des techniques d'évaluation suivantes :

- Niveau 1 : utilisation de prix cotés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : utilisation de prix cotés d'instruments similaires négociés sur des marchés actifs ou de prix cotés d'instruments similaires ou identiques négociés sur des marchés qui ne sont pas actifs, ou autres données observables sur le marché ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables.
- Niveau 3 : utilisation de données importantes non observables nécessitant généralement que la direction fasse des estimations et retienne des hypothèses sur lesquelles les acteurs de marché se fonderaient pour déterminer le prix des instruments concernés.

(en millions de dollars)

	Actifs des régimes aux États-Unis							
	2010				2009			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Catégorie d'actifs :								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 67	\$ 35	\$ 32	\$ –	\$ 191	\$ 191	\$ –	\$ –
Instruments de capitaux propres :								
États-Unis ^(a)	885	885			710	710		
En dehors des États-Unis ^(b)	473	370	103		355	280	75	
Instruments de dette :								
Obligations d'entreprise ^(c)	220		220		193		193	
Emprunts d'État et assimilés ^(d)	554	148	406		462	161	301	
Obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires d'organismes gouvernementaux ^(e)	201		201		136		136	
Autres obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires ^(f)	67		67		71		71	
Autres investissements :								
Capital-investissement ^(g)	128			128	99			99
Immobiliers ^(h)	40			40	37			37
Total	\$ 2 635	\$ 1 438	\$ 1 029	\$ 168	\$ 2 254	\$ 1 342	\$ 776	\$ 136

(en millions de dollars)

	Actifs des régimes en dehors des États-Unis							
	2010				2009			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Catégorie d'actifs :								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 106	\$ 106	\$ –	\$ –	\$ 111	\$ 111	\$ –	\$ –
Instruments de capitaux propres :								
États-Unis ^(a)	1 268	1 268			1 113	1 113		
En dehors des États-Unis ^(b)	1 031	1 031			643	643		
Instruments de dette :								
Obligations d'entreprise ^(c)	289	15	274		257	11	246	
Emprunts d'État et assimilés ^(d)	693	522	171		492	378	114	
Obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires d'organismes gouvernementaux ^(e)	125	44	81		137	20	117	
Autres obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires ^(f)	74		74		70		70	
Autres investissements :								
Capital-investissement ^(g)	114			114	87			87
Immobiliers ^(h)	64			64	66			66
Total	\$ 3 764	\$ 2 986	\$ 600	\$ 178	\$ 2 976	\$ 2 276	\$ 547	\$ 153

- (a) Les actions américaines englobent des entreprises bien diversifiées sur le plan sectoriel et sur celui du type de valeur (valeur de croissance et valeurs de rendement). Des stratégies de gestion active et passive sont utilisées. Les investissements portent principalement sur les valeurs de grande capitalisation et, dans une moindre mesure, sur les valeurs de moyenne et petite capitalisation.
- (b) Les actions internationales sont investies dans des entreprises qui sont négociées sur des bourses en dehors des États-Unis et sont bien diversifiées sur le plan sectoriel, par région et par style de gestion. Des stratégies de gestion active et passive sont utilisées. La grande majorité des investissements portent sur des entreprises présentes dans des marchés développés, une modeste proportion étant investie dans les marchés émergents.
- (c) Les obligations d'entreprise correspondent pour l'essentiel à des obligations appartenant à la catégorie des placements sûrs d'émetteurs présents dans différents secteurs d'activités.
- (d) Les emprunts d'État et assimilés comprennent essentiellement des bons du Trésor américain protégés contre l'inflation et, dans une moindre mesure, d'autres obligations assimilées.

- (e) Les obligations adossées à des créances hypothécaires et les titres adossés à des créances hypothécaires d'organismes gouvernementaux sont des titres de dette représentant un droit sur les flux de trésorerie de prêts hypothécaires qui sont achetés à des banques, des sociétés de crédit hypothécaire et d'autres établissements initiateurs, puis regroupés dans des pools par des entités publiques ou parapubliques.
- (f) Les autres obligations adossées à des créances hypothécaires et titres adossés à des créances hypothécaires sont des titres de dette représentant un droit sur les flux de trésorerie de prêts hypothécaires qui sont achetés à des banques, à des sociétés de crédit hypothécaire et d'autres établissements initiateurs, puis regroupés en pools par des entités privées.
- (g) Le capital-investissement englobe des investissements dans différents fonds de fonds structurés en « *limited partnerships* » (sociétés de personnes).
- (h) L'immobilier englobe principalement des investissements dans des « *limited partnerships* » immobiliers axés sur l'immobilier commercial.

La politique de financement consiste à abonder chaque année à concurrence de montants basés sur différents facteurs, notamment la charge actuarielle cumulée, les montants déductibles fiscalement, les contraintes légales en matière de cotisations et la trésorerie disponible. À l'heure actuelle, Schlumberger anticipe de cotiser à hauteur d'environ 600 millions à 650 millions de dollars à ses régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en 2011, sous réserve des conditions de marché et du niveau d'activité de la Société.

Autres avantages postérieurs à l'emploi

Schlumberger fait bénéficier les anciens membres de son personnel aux États-Unis de certaines prestations de couverture des frais médicaux.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'engagement cumulé au titre des avantages postérieurs à l'emploi et la charge nette de l'exercice pour le régime de couverture médicale postérieure à l'emploi aux États-Unis sont présentées ci-après :

	Engagement de retraite au 31 décembre		Charge périodique nette de l'exercice		
	2010	2009	2010	2009	2008
Taux d'actualisation	5,50 %	6,00 %	6,00 %	6,94 %	6,50 %
Rendements des actifs des régimes	—	—	8,00 %	8,00 %	8,00 %
Taux d'évolution actuelle des coûts médicaux	8,00 %	8,00 %	8,00 %	8,00 %	9,00 %
Taux d'évolution ultime des coûts médicaux	5,00 %	5,00 %	5,00 %	5,00 %	5,00 %
Année durant laquelle le taux d'évolution atteint le taux ultime	2017	2016	2016	2015	2012

La charge nette des exercices 2010, 2009 et 2008 au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux États-Unis est analysée ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 23	\$ 19	\$ 23
Charge d'intérêt sur l'engagement cumulé	58	56	52
Rendement attendu des actifs des régimes	(6)	(2)	(3)
Amortissement du crédit relatif aux services passés	(21)	(25)	(27)
Amortissement de la perte nette	11	3	10
	<u>65</u>	<u>51</u>	<u>55</u>
Charge de réduction	—	6	—
	<u>\$ 65</u>	<u>\$ 57</u>	<u>\$ 55</u>

Les variations des engagements cumulés, des actifs des régimes et du niveau de financement au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont analysées ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2010	2009
Variation des engagements cumulés au titre des avantages postérieurs à l'emploi		
Engagements cumulés au titre des avantages postérieurs à l'emploi à l'ouverture	\$ 991	\$ 862
Coût relatif aux services rendus	23	19
Charge d'intérêt	58	56
Cotisations des adhérents	4	5
Pertes actuarielles	8	67
Prestations versées	(33)	(31)
Impact de la réduction	–	13
Engagements cumulés à la clôture	<u>\$ 1 051</u>	<u>\$ 991</u>
Variations des actifs des régimes		
Valeur au cours du marché des actifs des régimes à l'ouverture	\$ 58	\$ 29
Cotisations	248	47
Cotisations des adhérents	5	5
Prestations versées	(33)	(31)
Rendement réel des actifs des régimes	12	8
Valeur au cours du marché des actifs des régimes à la clôture	<u>\$ 290</u>	<u>\$ 58</u>
Passif non financé	<u>\$ (761)</u>	<u>\$ (933)</u>
Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global		
Pertes actuarielles	\$ 212	\$ 223
Coût relatif aux services passés	(35)	(56)
	<u>\$ 177</u>	<u>\$ (167)</u>

Le déficit de financement est inclus au poste *Avantages postérieurs à l'emploi* du *Bilan consolidé*.

Les actifs du régime d'avantages postérieurs à l'emploi aux États-Unis sont investis de la façon suivante : 60 % en actions américaines et 40 % en obligations d'État et assimilées. La juste valeur de ces actifs a été déterminée sur la base des prix cotés sur des marchés actifs d'instruments identiques.

Le taux de progression du coût des prestations liées aux frais médicaux a un impact significatif sur le régime de couverture médicale postérieure à l'emploi aux États-Unis. Une variation de 1 point de pourcentage du coût des prestations de santé aurait l'impact suivant :

(en millions de dollars)

	Hausse de un point de pourcentage	Baisse de un point de pourcentage
Impact sur le coût relatif aux services rendus et sur la charge d'intérêt	\$ 15	\$ (12)
Impact sur l'engagement cumulé au titre des avantages postérieurs à l'emploi	\$ 177	\$ (145)

Autres informations

Le tableau ci-après analyse les prestations devant être servies au titre des régimes de retraite aux États-Unis et en dehors des États-Unis et du régime de couverture médicale postérieure à l'emploi (présenté net des subventions au profit des personnes à faibles revenus prévues par la partie D du *Medicare Modernization Act*, et se situant dans une fourchette de 3 à 7 millions de dollars par an) :

(en millions de dollars)

	Avantages de retraite		Régime de couverture médicale postérieure à l'emploi
	États-Unis	En dehors des États-Unis	
2011	\$ 125	\$ 134	\$ 40
2012	129	146	43
2013	134	158	46
2014	139	170	50
2015	145	182	53
2016 – 2020	856	1 083	312

Au 31 décembre 2010, les *Autres éléments du résultat global* comprennent des charges avant impôts sans incidence sur la trésorerie qui n'ont pas encore été comptabilisées dans la charge de retraite périodique nette. Les montants estimés qui seront amortis de chaque partie estimée des *Autres éléments du résultat global* qui devraient être comptabilisés comme une composante de la charge de retraite nette périodique durant l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars)

	Régimes de retraite	Régime de couverture médicale postérieure à l'emploi
Pertes actuarielles nettes	\$ 89	\$ 11
Coût/(crédit) des services passés	\$ 132	\$ (12)

Outre des régimes de retraite et un régime de couverture médicale postérieure à l'emploi, Schlumberger et ses filiales disposent d'autres régimes d'avantages différés, principalement des plans d'intéressement et des régimes de retraite à cotisations définies. En 2010, 2009 et 2008, les charges au titre de ces programmes se sont élevées à respectivement 403 millions de dollars, 418 millions de dollars et 482 millions de dollars.

19. Informations complémentaires

Les charges d'intérêt et les impôts sur le résultat payés sont les suivants :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Charges d'intérêt	\$ 234	\$ 249	\$ 289
Impôts sur le résultat	\$ 571	\$ 665	\$ 1 158

Le poste *Fournisseurs et charges à payer* se ventile comme suit :

(en millions de dollars)

	2010	2009
Rémunérations, congés payés et autres frais de personnel	\$ 1 414	\$ 1 047
Fournisseurs	2 649	1 793
Autres	2 425	2 163
	<u>\$ 6 488</u>	<u>\$ 5 003</u>

Les *Intérêts et autres produits* sont détaillés ci-dessous :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Produits d'intérêt	\$ 50	\$ 61	\$ 119
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence :			
M-I SWACO	78	131	210
Autres	86	78	83
Autres	-	3	-
	<u>\$ 214</u>	<u>\$ 273</u>	<u>\$ 412</u>

La *Provision pour créances douteuses* est analysée ci-après :

(en millions de dollars)

	2010	2009	2008
Solde à l'ouverture	\$ 160	\$ 133	\$ 86
Augmentation	38	54	65
Comptabilisation en pertes	(13)	(27)	(18)
Solde à la clôture	<u>\$ 185</u>	<u>\$ 160</u>	<u>\$ 133</u>

Activités abandonnées

Au quatrième trimestre 2009, Schlumberger a comptabilisé une charge de 22 millions de dollars au titre de la résolution d'un contrôle douanier relatif à son ancienne activité de forage contractuel offshore, ainsi qu'à la résolution de certaines questions associées à d'autres activités précédemment cédées. Cette charge est incluse dans le *Résultat – activités abandonnées* du *Compte de résultat consolidé*.

Au premier trimestre 2008, Schlumberger a comptabilisé un gain de 38 millions de dollars au titre de la résolution d'un litige se rapportant à une activité cédée précédemment. Ce gain est inclus dans le *Résultat – activités abandonnées* du *Compte de résultat consolidé*.

Rapport de la direction sur le contrôle interne exercé sur le reporting financier

Il appartient à la direction de Schlumberger Limited de mettre en place et de maintenir un contrôle interne adéquat sur le reporting financier, comme précisé dans la Règle 13a – 15(f) du *Securities and Exchange Act* de 1934 (loi boursière américaine). Le contrôle interne du reporting financier de Schlumberger Limited est un processus destiné à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité du reporting financier et des états financiers établis à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis.

Du fait des limites inhérentes au contrôle interne, il est possible que des fausses déclarations ne soient pas systématiquement détectées ou évitées. Par ailleurs, l'évaluation de l'efficacité projetée sur des périodes futures est soumise au risque d'une inadéquation des contrôles provoquée par une évolution des conditions, ou d'une éventuelle détérioration du niveau de respect des politiques et procédures.

La direction de Schlumberger Limited a évalué l'efficacité du contrôle interne de la Société sur son reporting financier au 31 décembre 2010. Lors de cette évaluation, elle a utilisé les critères préconisés par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) dans son ouvrage intitulé *Contrôle interne – Infrastructure intégrée*. L'évaluation faite par la direction de Schlumberger Limited lui permet de conclure qu'au 31 décembre 2010, le contrôle interne de la Société sur le reporting financier est efficace, sur la base de ces critères.

L'évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur le reporting financier au 31 décembre 2010 conduite par Schlumberger Limited a été auditée par PricewaterhouseCoopers LLP, société d'expertise comptable indépendante, ainsi qu'exposé dans son rapport qui figure en page 85 de ce rapport annuel.

Rapport de la société d'expertise comptable indépendante

Aux administrateurs et actionnaires
de Schlumberger Limited

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints, bilan, compte de résultat, tableau des capitaux propres consolidés et tableau des flux de trésorerie, donnent une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, de la situation financière de Schlumberger Limited et de ses filiales aux 31 décembre 2010 et 2009, ainsi que des résultats et flux de trésorerie pour les trois exercices clos les 31 décembre 2010, 2009 et 2008, conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique. Par ailleurs, à notre avis, la Société a exercé, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace sur le reporting financier au 31 décembre 2010 sur la base des critères préconisés par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) dans son ouvrage intitulé *Contrôle interne – Infrastructure intégrée*. La direction de la Société est responsable de la préparation de ces états financiers, du maintien d'un contrôle interne efficace sur le reporting financier et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur le reporting financier, inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne exercé sur le reporting financier ci-joint. Notre responsabilité consiste, sur la base de nos audits intégrés, à émettre une opinion sur ces états financiers et sur le contrôle interne exercé par la Société sur le reporting financier. Nos audits ont été effectués conformément aux normes préconisées par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Selon ces normes, nous devons planifier et réaliser les audits de façon à obtenir une assurance raisonnable que ces états financiers ne comportent pas d'anomalie significative et qu'un contrôle interne efficace a été maintenu, dans tous ses aspects significatifs, sur le reporting financier. Un audit d'états financiers comprend l'examen par sondage des éléments probants qui justifient les montants et informations figurant dans les états financiers, l'appréciation de la validité des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la direction, ainsi que l'appréciation de la présentation des états financiers dans leur ensemble. Notre audit du contrôle interne exercé sur le reporting financier a englobé la compréhension du contrôle interne exercé sur le reporting financier, l'évaluation du risque de faiblesse importante, et des tests et une évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne en regard des risques évalués. Nous avons également mis en œuvre les autres procédures jugées nécessaires au vu des circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

Le contrôle interne d'une entreprise sur le reporting financier est un processus destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité du reporting financier et des états financiers établis à des fins externes conformément aux principes comptables généralement admis. Le contrôle interne d'une société sur son reporting financier comprend les politiques et procédures qui (i) portent sur la tenue de registres reflétant, de façon raisonnablement détaillée, exacte et fidèle, les transactions sur et les cessions d'actifs de la société ; (ii) donnent l'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées de façon adéquate pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, et que les recettes et les dépenses de la société sont réalisées dans le respect des autorisations de la direction et des administrateurs de la société ; et (iii) donnent une assurance raisonnable quant à la prévention ou la détection précoce de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourraient avoir un impact significatif sur les états financiers.

Du fait des limites inhérentes au contrôle interne, il est possible que des fausses déclarations ne soient pas systématiquement détectées ou évitées. Par ailleurs, l'évaluation de l'efficacité projetée sur des périodes futures est soumise au risque d'une inadéquation des contrôles provoquée par une évolution des conditions, ou d'une éventuelle détérioration du niveau de respect des politiques et procédures.

/s/ PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP

PricewaterhouseCoopers LLP

Houston, Texas

Le 4 février 2011

Résultats trimestriels

(non audités)

Le tableau ci-dessous résume les résultats trimestriels des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

	Chiffre d'affaires	Marge brute ^{1,2}	Résultat net attribuable à Schlumberger ²	Résultat par action de Schlumberger ²	
				De base	Dilué
Trimestres – 2010					
Premier ³	\$ 5 598	\$ 1 256	\$ 672	\$ 0,56	\$ 0,56
Deuxième	5 937	1 361	818	0,69	0,68
Troisième ⁴	6 845	1 461	1 734	1,39	1,38
Quatrième ⁵	9 067	1 870	1 043	0,76	0,76
	<u>\$ 27 447</u>	<u>\$ 5 948</u>	<u>\$ 4 267</u>	<u>\$ 3,41</u>	<u>\$ 3,38</u>
Trimestres – 2009					
Premier	\$ 6 000	\$ 1 490	\$ 938	\$ 0,78	\$ 0,78
Deuxième ⁶	5 528	1 333	613	0,51	0,51
Troisième	5 430	1 286	787	0,66	0,65
Quatrième	5 744	1 346	795	0,66	0,65
	<u>\$ 22 702</u>	<u>\$ 5 457</u>	<u>\$ 3 134</u>	<u>\$ 2,62</u>	<u>\$ 2,59</u>

1. La marge brute représente le *Chiffre d'affaires* diminué du *Coût des ventes et des services*.
2. Les totaux peuvent présenter des différences en raison des arrondis.
3. Le résultat net du premier trimestre 2010 comprend des charges après impôts de 75 millions de dollars.
4. Le résultat net du troisième trimestre 2010 comprend des crédits nets après impôts de 859 millions de dollars.
5. Le résultat net du quatrième trimestre 2010 comprend des charges après impôts de 121 millions de dollars.
6. Le résultat net du deuxième trimestre 2009 comprend des charges après impôts de 207 millions de dollars.

Résumé des principales données financières sur cinq ans

Les principales données financières consolidées doivent être lues en liaison avec la section Commentaires et analyse de la situation financière et des résultats opérationnels, et avec la section États financiers et informations complémentaires toutes les deux contenues dans ce rapport annuel afin de comprendre différents facteurs, tels que les regroupements d'entreprises et les charges et crédits, qui peuvent affecter la comparabilité des principales données financières.

(en millions de dollars, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2010	2009	2008	2007	2006
Chiffre d'affaires	\$ 27 447	\$ 22 702	\$ 27 163	\$ 23 277	\$ 19 230
Résultat des activités poursuivies	\$ 4 266	\$ 3 164	\$ 5 422	\$ 5 177	\$ 3 759
Résultat dilué par action - activités poursuivies	\$ 3,38	\$ 2,61	\$ 4,42	\$ 4,20	\$ 3,01
Fonds de roulement	\$ 7 233	\$ 6 391	\$ 4 811	\$ 3 551	\$ 2 731
Total de l'actif	\$ 51 767	\$ 33 465	\$ 32 094	\$ 27 853	\$ 22 832
Endettement net ⁽¹⁾	\$ 2 638	\$ 126	\$ 1 129	\$ 1 857	\$ 2 834
Dette à long terme	\$ 5 517	\$ 4 355	\$ 3 694	\$ 3 794	\$ 4 664
Capitaux propres de Schlumberger	\$ 31 226	\$ 19 120	\$ 16 862	\$ 14 876	\$ 10 420
Dividende en numéraire déclaré par action	\$ 0,84	\$ 0,84	\$ 0,84	\$ 0,70	\$ 0,50

(1) L'endettement net représente les dettes brutes moins les disponibilités et les placements à court terme ainsi que les placements à revenu fixe détenus jusqu'à l'échéance. La direction estime que l'endettement net donne des informations utiles sur le niveau d'endettement de Schlumberger en reflétant la trésorerie et les investissements qui pourraient être mobilisés pour rembourser la dette.

Conseil d'administration

Philippe Camus ^{1,3}

Cogérant
Société Lagardère
Senior Managing Director
Evercore Partners Inc.
New York, New York

Peter L. S. Currie ¹

Président, Currie Capital LLC
Palo Alto, Californie

Andrew Gould

Président-directeur général
Schlumberger

Tony Isaac ^{2,4}

Retraité
Ancien Directeur général
The BOC Group plc
Surrey, Royaume-Uni

K. Vaman Kamath ^{1,3}

Président non exécutif
du Conseil d'administration
ICICI Bank Limited
Mumbai, Inde

Nikolay Kudryavtsev ^{1,5}

Recteur
Institut de physique et
de technologie de Moscou
Moscou, Russie

Adrian Lajous ^{1,2,4}

Consultant en Énergie
McKinsey & Company
Houston, Texas
Président Petrometrica
Mexico, Mexique

Michael E. Marks ^{2,4}

Directeur
Riverwood Capital LLC
Palo Alto, Californie

Elizabeth Anne Moler ²

Retraîtée
Ancienne Directrice générale adjointe,
Affaires et politiques publiques
Exelon Corporation
McLean, Virginie

Leo Rafael Reif ^{4,5}

Doyen, Directeur des formations
et Directeur du budget
Massachusetts Institute
of Technology
Cambridge, Massachusetts

¹ Membre du Comité d'audit

² Membre du Comité de rémunération

³ Membre du Comité financier

⁴ Membre du Comité des nominations
et de gouvernance d'entreprise

⁵ Membre du Comité technologique

Tore I. Sandvold ^{3,4}

Président-directeur général
Sandvold Energy AS
Oslo, Norvège

Henri Seydoux ^{3,5}

Président-directeur général
Parrot S.A.
Paris, France

Direction

Andrew Gould

Président-directeur général

Paal Kibsgaard

Directeur opérationnel

Simon Ayat

Directeur général adjoint
Directeur financier

Alexander C. Juden

Secrétaire du Conseil d'administration
Directeur juridique

Satish Pai

Directeur Opérations

Kjell-Erik Oestdahl

Directeur Opérations

Ashok Belani

Directeur Technologies

Doug Pferdehirt

Directeur Communication
institutionnelle et développement
de l'entreprise

Patrick Schorn

Président, Groupe Production
des réservoirs

Jean-Francois Poupeau

Président, Groupe Forage

Krishna Shivram

Directeur et Trésorier

Stephanie Cox

Directeur Personnel

Clive Eckersley

Directeur

Mark Danton

Directeur Fiscalité

Rodney Nelson

Directeur Communication,
innovation et collaboration

Malcolm Theobald

Directeur Relations
avec les investisseurs

Howard Guild

Directeur comptable

Saul Laureles

Secrétaire adjoint
du Conseil d'administration

Eileen Hardell

Secrétaire adjointe
du Conseil d'administration

Informations générales

Informations aux actionnaires

L'action Schlumberger est cotée
à la Bourse de New York
(symbole SLB), sur Euronext
Paris, à la Bourse de Londres
et sur les bourses suisses.

Pour obtenir en anglais les résultats trimestriels et les annonces de dividende, ainsi que des informations sur la Société, appelez le numéro 00 1 813 774 5043. Consultez également notre site Internet : www.slb.com/ir et inscrivez-vous pour recevoir des alertes électroniques.

Agent de transfert et agent chargé des registres

Computershare Trust
Company, N.A.
P.O. Box 43078
Providence, Rhode Island
02940-3078
Tél. 00 1 877 785 9341
ou 00 1 781 575 2707

Des informations destinées aux actionnaires sont disponibles sur le site Internet de Computershare : www.computershare.com

Rapport 10-K

Il est possible d'obtenir le rapport annuel 2010 de Schlumberger, sous la forme du rapport 10-K déposé à la Securities and Exchange Commission, en appelant le 00 1 813 774 5043. Il est également possible de consulter tous les documents déposés à la SEC à l'adresse suivante : www.slb.com/ir ou en s'adressant au secrétaire du Conseil d'administration de Schlumberger Limited, 5599 San Felipe, 17th Floor, Houston, Texas 77056.

Alertes électroniques

Pour recevoir les communiqués de presse de Schlumberger, des informations sur l'actualité de la Société et des nouvelles quotidiennes de l'industrie, inscrivez-vous à l'adresse suivante : www.slb.com/ir

Envois multiples

Un actionnaire détenant des actions sur plusieurs comptes, ou des actionnaires habitant à la même adresse, risquent de recevoir le rapport annuel en plusieurs exemplaires. Le cas échéant, il est possible d'éviter des frais superflus en demandant l'envoi d'un seul exemplaire. Vous êtes alors invité à contacter Computershare Trust Company, N.A., agent de transfert et agent chargé des registres.

Schlumberger sur Internet

Pour tout renseignement sur les technologies, les services et les solutions de Schlumberger, et pour connaître l'actualité de l'industrie, consultez notre site Internet : www.slb.com

Recrutement

Visitez notre site
www.careers.slb.com

Programmes d'intérêt général à but non lucratif

Schlumberger soutient et encourage plusieurs programmes d'intérêt général à but non lucratif, tant à l'échelle mondiale que locale, qui sont souvent lancés et mis en œuvre par ses collaborateurs. Nous avons choisi de faire porter notre effort sur l'éducation et sur le développement social. Pour de plus amples informations sur ces programmes, visitez les sites www.seed.slb.com et www.foundation.slb.com

*Marque de Schlumberger

Photographies de John Amedick (première de couverture), John Borowski (pages 4-5, 10), Philippe Charliat (page 12, quatrième de couverture), Ken Childress (pages 6, 8, 13, 14, 15), Ramon Fernandez Reyes (page 3), Paul Swen (page 9), Publius Vergilius (page 16), et archives Schlumberger.

Ce document est la traduction française de la majeure partie du rapport original officiel en langue anglaise, lequel seul fait foi.

Ce document a été réalisé par Kossuth S.A. sur des papiers composés à 100 % de fibres recyclées post consommation.



Quatrième de couverture

Le 27 août 2010, Schlumberger a achevé l'acquisition de Smith International. La complémentarité des produits et services des deux sociétés permettra de concevoir une ingénierie des systèmes de forage, qui entraînera un progrès majeur dans les performances de forage.

Schlumberger Limited

42 rue Saint-Dominique
75007 Paris

5599 San Felipe, 17th Floor
Houston, Texas 77056

Parkstraat 83
2514 JG La Haye

www.slb.com

SMITH Services
A Schlumberger Company

Schlumberger